



Assemblée générale

Distr. générale
9 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Points 69, 137 et 138 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil des droits de l'homme

Budget-programme de 2021

Projet de budget-programme pour 2022

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme, à ses quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions ordinaires et à ses trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions extraordinaires

Rapport du Secrétaire général*

Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé	5
I. Introduction	6
II. Dépenses supplémentaires découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme	8
A. Quarante-sixième session	8
Résolution 46/1. Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka	8
Résolution 46/2. Promotion et protection des droits de l'homme au Nicaragua	12
Résolution 46/7. Droits de l'homme et environnement	15
Résolution 46/9. Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels	18

* La date de soumission du présent rapport tient au fait qu'il a fallu prendre en considération l'ensemble des déclarations orales faites aux sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil, y compris la plus récente, tenue à Genève le 5 novembre 2021.



Résolution 46/11. Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme et l'importance d'une amélioration de la coopération internationale.	19
Résolution 46/12. Mandat de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme.	21
Résolution 46/13. Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme.	22
Résolution 46/14. Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)	23
Résolution 46/16. Mandat du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée.	24
Résolution 46/17. Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée.	26
Résolution 46/18. Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran	30
Résolution 46/20. Situation des droits de l'homme au Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020.	31
Résolution 46/21. Situation des droits de l'homme au Myanmar	39
Résolution 46/22. Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	43
Résolution 46/23. Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud	48
Résolution 46/28. Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali.	53
Résolution 46/29. Assistance technique et renforcement des capacités au Soudan du Sud	55
Résolution 46/30. Coopération avec la Géorgie.	58
Décision 46/115. Table ronde de haut niveau à l'occasion du dixième anniversaire du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme	58
B. Trentième session extraordinaire	60
Résolution S-30/1. Veiller au respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël	60
C. Quarante-septième session	71
Résolution 47/1. Situation relative aux droits de l'homme des musulmans rohingya et des autres minorités au Myanmar	71
Résolution 47/2. Situation des droits de l'homme en Érythrée	73
Résolution 47/3. Champ d'action de la société civile : la COVID-19, la voie du redressement et le rôle essentiel de la société civile.	74
Résolution 47/4. Gestion de l'hygiène menstruelle, droits de l'homme et égalité des sexes	75
Résolution 47/5. Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité	76

Résolution 47/7. Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme	77
Résolution 47/8. Élimination des pratiques préjudiciables associées à des accusations de sorcellerie et à des agressions rituelles	79
Résolution 47/9. Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	81
Résolution 47/11. La contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme	82
Résolution 47/12. Les droits humains des migrants	83
Résolution 47/13. Situation des droits de l'homme dans la région du Tigré en Éthiopie	85
Résolution 47/14. Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida	87
Résolution 47/15. Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles handicapées	88
Résolution 47/16. La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet	89
Résolution 47/17. Effets des transferts d'armes sur les droits de l'homme	90
Résolution 47/19. Situation des droits de l'homme au Bélarus	92
Résolution 47/20. Le Forum social	93
Résolution 47/21. Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des responsables de l'application des lois, grâce à une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales	96
Résolution 47/23. Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme	105
Résolution 47/24. Droits de l'homme et changements climatiques	107
Résolution 47/25. Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme	109
Décision 47/114. Consolidation de la documentation du Conseil des droits de l'homme	110
D. Trente et unième session extraordinaire	111
Résolution S-31/1. Renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme en Afghanistan	111
E. Quarante-huitième session	113
Résolution 48/1. Situation des droits de l'homme en Afghanistan	113
Résolution 48/2. Participation aux affaires politiques et publiques dans des conditions d'égalité	116
Résolution 48/3. Les droits humains des personnes âgées	118
Résolution 48/4. Droit à la vie privée à l'ère du numérique	120
Résolution 48/6. Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés en temps de crise, notamment pendant la pandémie de COVID-19	122
Résolution 48/7. Effets négatifs de l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme	124

Résolution 48/9. Question de la peine de mort	125
Résolution 48/10. Droit au développement	127
Résolution 48/11. Droits de l'homme et peuples autochtones	130
Résolution 48/12. Incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains des jeunes	133
Résolution 48/14. Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques	134
Résolution 48/16. Situation des droits de l'homme au Burundi	138
Résolution 48/18. De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	142
Résolution 48/19. Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine	145
Résolution 48/20. Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo	147
Résolution 48/21. Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen	151
Résolution 48/22. Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme	154
Résolution 48/23. Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge	155
Résolution 48/24. Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	157
Résolution 48/25. Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Libye	158
F. Trente-deuxième session extraordinaire	164
Résolution S-32/1. Situation des droits de l'homme au Soudan	164
III. Conclusion et décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre	166
Annexes	
I. État récapitulatif des incidences financières pour 2021 et 2022 des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions ordinaires, et à ses trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions extraordinaires	168
II. Coût des services de conférence	181
III. Résolutions, décisions et déclarations de la présidence du Conseil des droits de l'homme (2015-2021)	182
IV. Total des crédits ouverts, des dépenses et des ressources demandées pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	183
V. Postes qu'il est proposé de créer, avec effet au 1 ^{er} janvier 2022	184

Résumé

Dans la partie V de sa résolution [63/263](#), l'Assemblée générale a fait sienne la conclusion que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait énoncée dans son rapport, paru sous la cote [A/63/629](#), selon laquelle il serait bon que soit présenté une fois par an à l'Assemblée un état des prévisions de dépenses révisées comme suite aux résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme. Dans sa résolution [65/281](#), elle a décidé d'examiner, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, toutes les incidences financières des résolutions et décisions figurant dans le rapport annuel du Conseil des droits de l'homme, y compris celles adoptées à la session de septembre.

Il est rendu compte dans le présent rapport des ressources nécessaires au titre du budget-programme de 2021 et du projet de budget-programme pour 2022, estimées à 55 013 000 dollars, qui découlent des 62 résolutions et 2 décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme en 2021, à ses quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions ordinaires et à ses trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions extraordinaires, tenues en 2021 (voir [A/76/53](#), [A/76/53/Add.1](#) et [A/76/53/Add.2](#)). Ce montant comprend des prévisions de dépenses de 10 523 200 dollars relatives à des activités dites permanentes, pour lesquelles des ressources ont déjà été inscrites au budget-programme de 2021 (5 261 600 dollars) ou demandées dans le projet de budget-programme pour 2022 (5 261 600 dollars). Le montant restant (44 489 800 dollars) représente les ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 (14 630 400 dollars) et 2022 (29 859 400 dollars).

En ce qui concerne le montant supplémentaire de 14 630 400 dollars à imputer sur le budget-programme de 2021, un montant total de 8 561 900 dollars se rapporte à des engagements de dépenses approuvés en 2021 par le Comité consultatif au titre de la résolution [75/255](#) de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 2021. L'ouverture de crédits de 6 657 400 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport aux montants approuvés par le Comité.

Il est proposé d'imputer sur le fonds de réserve pour 2022 le montant supplémentaire de 29 859 400 dollars qui serait demandé au titre du projet de budget-programme de l'exercice en question, à savoir 3 259 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 26 499 200 dollars au chapitre 24 (Droits humains), 9 000 dollars au chapitre 28 (Communication globale) et 91 500 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)].

Il est également proposé à la section III qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, 39 postes soient créés au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022, afin de faciliter la mise en œuvre des activités prescrites par le Conseil dans ses résolutions [46/22](#), [47/21](#), [48/14](#) et [S-30/1](#).

Il est en outre proposé à la section III d'ouvrir des crédits supplémentaires d'un montant de 2 751 400 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel) du projet de budget-programme pour 2022, à compenser par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

I. Introduction

1. Le présent rapport annuel est soumis conformément à la conclusion du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/63/629](#), par. 10), que l'Assemblée générale a fait sienne dans la partie V de sa résolution [63/263](#), selon laquelle il serait bon que soit présenté une fois par an à l'Assemblée un état des prévisions de dépenses révisées comme suite aux résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme. Dans sa résolution [65/281](#), l'Assemblée a décidé d'examiner, par l'intermédiaire de la Cinquième Commission, toutes les incidences financières des résolutions et décisions figurant dans le rapport annuel du Conseil, y compris celles adoptées à la session de septembre. L'Assemblée est invitée dans le présent rapport à approuver des crédits supplémentaires pour couvrir les dépenses découlant des résolutions et décisions que le Conseil a adoptées en 2021, à ses quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions ordinaires et à ses trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions extraordinaires, et qui figurent dans son rapport à l'Assemblée (voir [A/76/53](#), [A/76/53/Add.1](#) et [A/76/53/Add.2](#)).

2. En 2021, le Conseil a tenu trois sessions ordinaires et quatre sessions extraordinaires, comme suit :

- a) vingt-neuvième session extraordinaire sur les effets de la crise au Myanmar sur les droits de l'homme, le 12 février ;
- b) quarante-sixième session ordinaire, du 22 février au 24 mars ;
- c) trentième session extraordinaire sur la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, le 27 mai ;
- d) quarante-septième session ordinaire, du 21 juin au 14 juillet ;
- e) trente et unième session extraordinaire sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan et les graves préoccupations qu'elle suscite, le 24 août ;
- f) quarante-huitième session ordinaire, du 13 septembre au 11 octobre ;
- g) trente-deuxième session extraordinaire sur les effets de la situation actuelle au Soudan sur les droits de l'homme, le 5 novembre.

3. À l'occasion de ces sessions, le Conseil a adopté 62 résolutions et deux décisions ayant des incidences budgétaires (la résolution adoptée à la vingt-neuvième session extraordinaire n'avait pas d'incidence budgétaire). Comme indiqué à l'annexe I du présent rapport, les incidences financières de ces résolutions et décisions s'élèvent à 55 013 000 dollars au total pour 2021 et 2022, dont 5 261 600 dollars pour des activités dites permanentes, pour lesquelles des ressources ont déjà été prévues au budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. Le montant restant (44 489 800 dollars) représente les ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 (14 630 400 dollars) et 2022 (29 859 400 dollars).

4. En ce qui concerne le montant supplémentaire de 14 630 400 dollars portant sur 2021, un montant total de 8 561 900 dollars se rapporte à des engagements de dépenses approuvés en 2021 par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au titre de la résolution [75/255](#) de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 2021. L'ouverture d'un crédit de 6 657 400 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport aux montants approuvés par le Comité.

5. Le Conseil a adopté plusieurs résolutions et décisions dans lesquelles il a autorisé des organes chargés des droits de l'homme et des titulaires de mandats au titre de procédures spéciales à poursuivre ou à mener des activités (notamment à tenir des réunions). L'état des incidences qu'auraient ces résolutions et décisions sur le budget-programme a été fourni au Conseil avant adoption, comme le veut l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Le Conseil a été informé que le détail des montants nécessaires serait présenté à l'Assemblée générale, pour examen et approbation, dans le rapport sur les prévisions de dépenses révisées, présenté chaque année, lequel préciserait les dépenses supplémentaires qui pourraient être financées au moyen des ressources déjà inscrites au budget-programme de 2021 et des ressources demandées dans le projet de budget-programme pour 2022 et celles pour lesquelles il faudrait demander des crédits supplémentaires et donc puiser dans le fonds de réserve, que l'Assemblée a créé par ses résolutions 41/213 et 42/211.

6. Pour ce qui est des résolutions révisées oralement avant adoption par le Conseil, les corrections apportées étaient sans conséquence sur les états des incidences sur le budget-programme présentés au Conseil.

7. Toutes les prévisions de dépenses, y compris les modalités de financement proposées, sont récapitulées dans l'annexe I au présent rapport.

8. Dans de nombreuses résolutions, le Conseil a demandé au Secrétaire général et à la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir toutes les ressources humaines et financières nécessaires à la bonne exécution des activités prescrites ou de financer ces dernières au moyen des ressources existantes.

9. Dans chaque état des incidences sur le budget-programme concernant les résolutions mentionnées au paragraphe 8, le Secrétariat appelle l'attention du Conseil sur les dispositions de la section VI de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale et des résolutions ultérieures, la plus récente étant la résolution 75/252, dans lesquelles l'Assemblée a réaffirmé que la Cinquième Commission était celle de ses grandes commissions qui était chargée des questions administratives et budgétaires et réaffirmé le rôle du Comité consultatif.

10. Le Conseil a mis fin aux mandats suivants ou ne les a pas reconduits au cours de la période :

a) le mandat de la Commission d'enquête sur le Burundi est arrivé à son terme en septembre 2021. Le Conseil a établi ce mandat par sa résolution 33/24 et l'a renouvelé pour un an pour la dernière fois dans sa résolution 45/19. Par sa résolution 48/16, il a décidé de nommer un rapporteur spécial ou une rapporteuse spéciale qui serait chargé(e) de surveiller la situation des droits de l'homme au Burundi en tirant parti des travaux de la Commission d'enquête. Il a également demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) de veiller à maintenir un suivi de la situation en attendant la nomination du rapporteur spécial ou de la rapporteuse spéciale. L'expiration du mandat de la Commission n'a pas eu d'incidence budgétaire, dans la mesure où les crédits ouverts pour la période couverte par le mandat n'étaient pas renouvelables. Les estimations concernant cette période s'élevaient à 138 700 dollars pour 2020 et à 1 961 100 pour 2021 ;

b) le mandat du Groupe d'éminents experts internationaux et régionaux sur le Yémen est arrivé à son terme en septembre 2021. Le Conseil a établi le mandat du Groupe dans sa résolution 36/31 et l'a renouvelé pour une période d'un an pour la dernière fois dans sa résolution 45/15. L'expiration du mandat du Groupe n'a pas eu d'incidence budgétaire, dans la mesure où les crédits ouverts pour la période couverte par le mandat n'étaient pas renouvelables. Les estimations concernant cette période s'élevaient à 188 200 dollars pour 2020 et à 3 267 400 pour 2021.

11. Les informations que le Comité consultatif a recommandé de faire figurer dans le rapport et les renseignements qu'il demande fréquemment sont fournis dans le présent rapport :

- a) les coûts des services de conférence pour 2021 sont indiqués à l'annexe II (voir [A/70/7/Add.28](#), par. 21) ;
- b) l'annexe III donne des informations sur les sessions du Conseil des droits de l'homme, le nombre de résolutions, de décisions et de déclarations de la présidence de 2015 à 2021, les ressources nécessaires à leur application et la nature des activités prescrites (voir [A/75/7/Add.30](#), tableau 1) ;
- c) on trouvera à l'annexe IV un tableau indiquant la totalité des ressources demandées (y compris le personnel temporaire autre que pour les réunions) au titre du projet de budget-programme et des prévisions révisées (voir [A/75/7/Add.30](#), par. 3) ;
- d) une liste des mandats non renouvelés ou étant parvenus à leur terme et de leurs incidences budgétaires (voir [A/76/7](#), par. VI.18) figure au paragraphe 10.

II. Dépenses supplémentaires découlant des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme

A. Quarante-sixième session

Résolution [46/1](#)

Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka

12. Aux paragraphes 6 et 16 de sa résolution [46/1](#), le Conseil des droits de l'homme a :

- a) considéré qu'il importait de préserver et d'analyser les éléments de preuve relatifs aux violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits, et aux infractions connexes, commises à Sri Lanka, en vue de progresser sur la voie de l'établissement des responsabilités, et décidé de renforcer à cet égard les capacités du Haut-Commissariat à collecter, regrouper, analyser et préserver les éléments d'information et de preuve, et à élaborer des stratégies dans la perspective de futures procédures d'établissement des responsabilités en cas de violations flagrantes des droits de l'homme ou de violations graves du droit international humanitaire à Sri Lanka, à défendre les victimes et les survivants, et à appuyer les procédures judiciaires et autres pertinentes, y compris dans les États Membres, auprès de la juridiction compétente ;
- b) prié le Haut-Commissariat de redoubler d'efforts pour surveiller la situation des droits de l'homme à Sri Lanka et d'en rendre compte, y compris s'agissant des progrès faits en matière de réconciliation et d'établissement des responsabilités, et de lui présenter une mise à jour orale à sa quarante-huitième session et une mise à jour écrite à sa quarante-neuvième session, ainsi qu'un rapport complet proposant de nouvelles options pour favoriser l'établissement des responsabilités à sa cinquante et unième session, chacun devant être examiné dans le cadre d'un dialogue.

13. Comme indiqué dans le tableau 1, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) les autres dépenses de personnel : on recrutera du personnel temporaire (autre que pour les réunions) qui sera en poste à Genève et qui renforcera les capacités du Haut-Commissariat en ce qui concerne la collecte, le regroupement, l'analyse et la préservation des éléments d'information et de preuve, et l'établissement de stratégies dans la perspective de futures procédures d'établissement des responsabilités en cas de violations flagrantes des droits de l'homme ou de violations graves du droit international humanitaire à Sri Lanka, la défense des victimes et des survivants, et l'appui aux procédures judiciaires et autres procédures pertinentes, y compris dans les États Membres, auprès de la juridiction compétente ; ce personnel comprendra :

i) un ou une conseiller(ère) juridique hors classe (P-5) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022) ayant une expérience de la justice pénale internationale et des enquêtes et poursuites pénales, qui coordonnera l'équipe et supervisera la stratégie de collecte d'informations et d'éléments de preuve ainsi que la mise sur pied d'un dépôt central qui servira à consolider, préserver et analyser les informations et les éléments de preuve ; coordonnera les mécanismes d'examen et de mise en commun des informations avec les autorités nationales pour les affaires de compétence universelle et celles relevant de la compétence extraterritoriale ainsi que pour d'autres fins concernant l'établissement des responsabilités, conformément aux directives de l'ONU ; établira des stratégies concernant l'établissement des responsabilités et coopérera avec les mécanismes existant en la matière, notamment les enquêteurs spécialisés, les procureurs, les juges et autres praticiens du droit, aux fins de la mise en commun des informations, de la promotion du principe de responsabilité et de la formulation de conseils concernant l'établissement de stratégies sur la question ; assurera la liaison avec différents services du Haut-Commissariat, des mécanismes indépendants et le système des Nations Unies pour garantir une approche coordonnée ;

ii) un ou une conseiller(ère) juridique (P-4) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022) ayant de l'expérience en matière d'enquêtes et de poursuites pénales, dont les fonctions consisteront à créer et développer un dépôt central dans lequel les informations et les éléments de preuve seront regroupés et préservés, à des fins d'analyse, d'une manière conforme aux normes internationales, garantissant ainsi une chaîne de possession ininterrompue ; à procéder à l'analyse juridique des informations ainsi réunies pour recenser les lacunes et les informations et éléments de preuve supplémentaires à rassembler pour atteindre les seuils légaux qui s'appliquent ; à apporter un concours aux autres juristes en ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie de collecte d'informations et d'éléments de preuve ; à contribuer aux exposés faits par la Haute-Commissaire et aux rapports qu'elle établit ;

iii) un ou une conseiller(ère) juridique (P-4) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022), ayant une expérience des enquêtes et des poursuites pénales ainsi que des questions militaires ou du secteur de la sécurité, de l'application des lois ou de domaines apparentés, qui dirigera la stratégie de collecte d'informations et d'éléments de preuve et travaillera pour ce faire avec les autres juristes à l'analyse juridique des informations, notamment en ce qui concerne les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, arrêtera des axes d'enquête et orientera la collecte d'informations et d'éléments de preuve en conséquence ;

iv) deux analystes (P-3) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022), qui apporteront leur concours à la création et au développement d'un dépôt central d'informations et d'éléments de preuves ; géreront, recouperont et analyseront

les informations et les éléments de preuve recueillis en coopération avec les juristes ; contribueront aux exposés faits par la Haute-Commissaire et aux rapports qu'elle établit ;

v) deux enquêteurs(trices)/spécialistes des droits humains (P-3) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022) ayant une expérience en droit pénal international, dont les attributions seront les suivantes : rechercher, collecter et analyser les informations et la documentation relatives aux violations graves des droits humains et aux questions de droit pénal international en fonction des axes d'enquête prioritaires définis par l'équipe et, sous la direction du ou de la juriste hors classe, proposer des méthodes de recherche, notamment une approche et des outils tenant compte de la dimension de genre ; s'entretenir avec les victimes et les témoins pour recueillir des informations et corroborer les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit pénal international ; veiller à ce que toutes les mesures possibles soient prises afin d'assurer la protection des victimes et des témoins qui coopéreront avec l'équipe, conformément aux méthodes retenues et au principe consistant à ne pas nuire ; procéder à une analyse préliminaire des informations et des éléments de preuve qui auront été recueillis et rédiger des documents analytiques ;

vi) un spécialiste des informations et des éléments de preuve (P-3) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022), ayant déjà travaillé avec le logiciel eDiscovery, dont les attributions seront les suivantes : gérer le dépôt d'informations et de preuves, configurer le système en fonction des besoins, transférer, télécharger et saisir des données, extraire et analyser des données, traiter les données et en assurer la préservation et l'analyse ; assurer la liaison en interne avec les experts juridiques et les sections concernées s'occupant des questions de méthode et de l'appui, ainsi qu'avec les mécanismes indépendants employant les mêmes outils ; procéder à des recherches et à des analyses plus approfondies sur les outils informatiques permettant de stocker les informations de manière sécurisée et formuler des conseils à ce sujet ; définir des principes et une méthode de collecte d'informations et de contrôle de la qualité ; assurer la conservation des informations et des éléments de preuve de manière sécurisée ;

vii) deux juristes-linguistes (P-2) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022) de langues singhalaise et tamoule, qui traduiront des documents juridiques (lois, décrets, décisions, règles et règlements) et d'autres documents, y compris des comptes rendus portant sur un large éventail de questions liées aux droits humains ;

viii) un ou une fonctionnaire chargé(e) de l'aide aux victimes (P-3) (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022), qui apportera son concours aux victimes et aux survivants et plaidera en leur faveur ; assurera la liaison avec les victimes, notamment les femmes, et avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits humains, notamment les défenseurs des droits des femmes et des enfants, et les différents acteurs concernés ; formulera des conseils sur les questions de protection des victimes et des témoins ; renforcera les capacités des organisations de la société civile et des organisations de victimes en matière de stratégies et d'approches tenant compte des questions de genre pour les aider à obtenir justice et réparation ;

ix) un ou une assistant(e) aux programmes [(agent(e) des services généraux (Autres classes)] (trois mois en 2021 et neuf mois en 2022) dont les attributions seront les suivantes : aider à régler les problèmes liés à la logistique, aux finances et aux ressources humaines ; fournir une assistance administrative générale, notamment au (à la) conseiller(ère) juridique hors classe et à l'équipe ; aider l'équipe aux fins de la préparation, de la conduite et du suivi des missions de sensibilisation, d'établissement des faits et de collecte d'informations ;

faciliter la planification et l'organisation des réunions de l'équipe et des réunions de haut niveau avec les groupes touchés et les différentes parties prenantes à Genève et ailleurs ;

b) les autres dépenses de personnel : on recrutera du personnel temporaire (autre que pour les réunions), qui sera en poste à Genève et qui améliorera la surveillance des droits humains à Sri Lanka et l'établissement de rapports à ce sujet, y compris s'agissant des progrès faits en matière de réconciliation et d'établissement des responsabilités, ce personnel comprendra : un ou une spécialiste des droits humains (P-4) (neuf mois en 2021 et neuf mois en 2022) qui surveillera de près la situation des droits humains à Sri Lanka, notamment les progrès relatifs à la réconciliation et à l'établissement des responsabilités, en coordination avec les juristes et les spécialistes des droits humains [voir par. 13 a)] ; établira un compte rendu oral qui sera présenté au Conseil à sa quarante-huitième session, un compte rendu écrit qui sera présenté au Conseil à sa quarante-neuvième session et un rapport complet proposant de nouvelles options visant à favoriser l'établissement des responsabilités qui sera présenté au Conseil à sa cinquante et unième session ;

c) des voyages du personnel en Asie du Sud qui seront axés sur la sensibilisation et la collecte de données et d'informations (3 voyages de 5 jours ouvrables pour 3 personnes et 1 voyage de 5 jours ouvrables pour une personne) ;

d) des services contractuels concernant l'obtention et l'analyse d'images satellites, des services de traduction externes, la création d'un dépôt d'informations et d'éléments de preuve, y compris l'obtention des licences d'utilisation des logiciels ;

e) les frais généraux de fonctionnement, notamment pour ce qui est des frais de location, des services collectifs de distribution, des services d'entretien et des frais de communication ;

f) les fournitures et accessoires ;

g) le mobilier et le matériel, en particulier l'acquisition de matériel de bureau, de matériel de communication et de matériel de sécurité et de sûreté ;

h) les subventions et contributions, aux fins du financement des frais de déplacement des témoins et des frais afférents aux réunions avec les témoins ;

i) les services de conférence pour le traitement, en particulier l'édition et la traduction, de deux rapports dans les six langues officielles qui seront présentés au Conseil à ses quarante-neuvième et cinquante et unième sessions.

Tableau 1

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/1

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)						
Documentation d'avant-session	55 400	—	—		—	55 400
Total partiel (chapitre 2)	55 400	—	—		—	55 400

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 24 (Droits humains)						
Autres dépenses de personnel	2 370 900	—	669 200		—	1 701 700
Voyages du personnel	41 200	—	—		—	41 200
Services contractuels	130 000	—	—		—	130 000
Frais généraux de fonctionnement	137 400	—	30 600		—	106 800
Fournitures et accessoires	2 400	—	600		—	1 800
Mobilier et matériel	43 600	—	36 100		—	7 500
Bourses, subventions et contributions (pour les participants aux réunions et les témoins)	75 400	—	—		—	75 400
Total partiel (chapitre 24)	2 800 900	—	736 500		—	2 064 400
Total	2 856 300	—	736 500	305 700	—	2 119 800

14. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

15. Au total, un montant de 736 500 dollars porte sur 2021. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximal de 305 700 dollars, conformément aux dispositions de la résolution 75/255 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires pour 2021. L'ouverture de crédits estimés à 300 500 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport aux montants approuvés par le Comité.

16. **Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 2 119 800 dollars, à raison de 55 400 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 2 064 400 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 46/2

Promotion et protection des droits de l'homme au Nicaragua

17. Aux paragraphes 16 à 18 de sa résolution 46/2, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire de renforcer et d'élargir le suivi assuré par le Haut-Commissariat et de continuer de faire rapport sur la situation des droits de l'homme au Nicaragua, notamment d'établir un rapport écrit exhaustif sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées qu'elle lui présentera à sa quarante-neuvième session, où il donnera lieu à un dialogue, et de lui communiquer oralement des informations actualisées sur la situation des droits de l'homme à ses quarante-septième et quarante-huitième sessions ;

b) prié également la Haute-Commissaire de surveiller de près la situation des droits de l'homme au Nicaragua dans le contexte des élections et de lui présenter, avant la fin de 2021, un compte rendu oral assorti de recommandations, compte rendu qui donnera lieu à un dialogue ;

c) demandé que le Haut-Commissariat se voie allouer les ressources nécessaires pour s'acquitter de ses mandats de coopération technique et de surveillance et d'établissement de rapports en matière de droits de l'homme.

18. Comme indiqué dans le tableau 2, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pendant 12 mois (9 mois en 2021 et 3 mois en 2022), dont le ou la titulaire sera en poste à Panama, et un autre de classe P-3 pendant 12 mois (9 mois en 2021 et 3 mois en 2022), dont le ou la titulaire qui sera en poste à Genève ; les attributions seront les suivantes : établissement du rapport et des comptes rendus oraux qui seront présentés au Conseil et surveillance des restrictions imposées en matière de droits civils et politiques, dans un contexte d'élargissement de l'espace démocratique et civique ; accès à la justice des victimes d'atteintes aux droits humains et progrès réalisés dans la lutte contre l'impunité ; situation des droits économiques, sociaux et culturels, situation des défenseurs des droits humains et des journalistes, et exercice des droits des femmes, des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine ; il s'agira, au moyen de diverses techniques d'enquête à distance (le Haut-Commissariat n'étant pas présent au Nicaragua) de procéder à des entretiens et à la collecte et à l'analyse de données factuelles et d'informations provenant de sources publiques ; d'organiser régulièrement des missions au Nicaragua (si l'accès au pays est accordé) ou dans les pays voisins qui accueillent un grand nombre de réfugiés et de migrants nicaraguayens et d'y participer ; d'organiser régulièrement des réunions d'information à l'intention de la Haute-Commissaire, des organismes des Nations Unies et des partenaires concernés ; d'assurer la coordination et la liaison avec les parties prenantes ; d'établir les exposés oraux devant être présentés au Conseil à ses quarante-septième et quarante-huitième sessions ; de rédiger un rapport écrit exhaustif devant être remis au Conseil à sa quarante-neuvième session ; d'assurer le suivi de l'application des recommandations qui seront énoncées dans le rapport en question ;

b) trois missions de cinq jours ouvrables chacun pour des membres du personnel en poste au Panama ou à Genève qui se rendront au Nicaragua (si l'accès au pays leur est accordé) et dans d'autres pays pour s'entretenir avec des réfugiés et des migrants nicaraguayens et recueillir auprès d'organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales des informations qui les aideront à établir les exposés oraux et les rapports écrits ;

c) les dépenses de fonctionnement pour les missions, notamment les dépenses concernant le transport au niveau local du personnel et des réfugiés et migrants nicaraguayens ainsi que des victimes et des témoins, la location de salles de réunion, les dépenses de sécurité et de communication et les dépenses diverses ;

d) les services de conférence pour le traitement du rapport (édition et traduction) dans les six langues officielles, en 2022.

Tableau 2
Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/2

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)						
Documentation d'avant-session	27 700	—	—		—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—		—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)						
3 voyages au Nicaragua de 5 jours ouvrables chacun pour des membres du personnel en poste au Panama et à Genève	26 400	—	19 800		—	6 600
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	9 000	—	6 000		—	3 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) pour 12 mois au Panama	195 300	—	146 500		—	48 800
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 12 mois à Genève	169 700	—	127 300		—	42 400
Total partiel (chapitre 24)	400 400	—	299 600		—	100 800
Total	428 100	—	299 600	262 400	—	128 500

19. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

20. Au total, un montant de 299 600 dollars concernant le chapitre 24 (Droits humains) porte sur 2021. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximal de 262 400 dollars, conformément aux dispositions de la résolution 75/255 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires pour 2021. L'ouverture de crédits estimés à 243 700 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport aux montants approuvés par le Comité.

21. **Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 128 500 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 100 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 46/7

Droits de l'homme et environnement

22. Aux paragraphes 5, 8 et 9 de sa résolution 46/7, le Conseil des droits de l'homme a :

- a) décidé de reconduire pour trois ans le mandat du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ;
- b) prié la Haute-Commissaire de veiller à ce que le Rapporteur spécial dispose des ressources dont il avait besoin pour s'acquitter pleinement de son mandat ;
- c) prié le Rapporteur spécial, en collaboration avec le Haut-Commissariat :
 - i) d'organiser, avant sa cinquante-deuxième session, un séminaire d'experts sur le rôle des droits de l'homme et de la protection de l'environnement dans la prévention de futures pandémies ;
 - ii) d'inviter les États et d'autres parties prenantes, y compris des universitaires et des représentants d'organisations de la société civile et d'organes conventionnels, à participer activement au séminaire ;
 - iii) d'inviter les experts intéressés des institutions, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres organisations et conventions internationales à participer au séminaire ;
 - iv) de lui soumettre, à sa cinquante-deuxième session, un rapport récapitulatif sur le séminaire susmentionné, comprenant toutes les recommandations formulées à cette occasion, pour qu'il étudie les mesures à prendre pour y donner suite.

Rapporteur spécial

23. L'exécution des activités prescrites aux paragraphes 5 et 8 de la résolution, relatifs à la reconduction du mandat du Rapporteur spécial, entraînera des dépenses annuelles, comme indiqué dans le tableau 3.

Tableau 3

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/7 (Rapporteur spécial)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600	215 600

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024</i>
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages annuels du titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 dans le cadre de missions dans des pays ; 1 à Nairobi	57 600	57 600	57 600	57 600
Voyages des membres du personnel accompagnant le titulaire du mandat lors de missions dans les pays et à Nairobi	16 000	16 000	16 000	16 000
Dépenses locales : transports, sécurité, communications, divers	16 000	16 000	16 000	16 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 6 mois	94 000	94 000	94 000	94 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 G(AC) pour 6 mois	76 100	76 100	76 100	76 100
1 consultant(e) de classe B pendant 6 mois	38 400	38 400	38 400	38 400
Total partiel (chapitre 24)	298 100	298 100	298 100	298 100
Total	513 700	513 700	513 700	513 700

24. Le mandat du Rapporteur spécial relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du Rapporteur spécial s'élève à 513 700 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 298 100 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités du Rapporteur spécial, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. Des crédits seront de nouveau demandés dans les projets de budget-programme pour 2023 et 2024. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Séminaire d'experts

25. Comme indiqué dans le tableau 4, l'exécution des activités prévues au paragraphe 9 de la résolution, relatif au séminaire d'experts, entraînera des dépenses supplémentaires non renouvelables en 2022 et 2023, pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pendant six mois en 2022, qui aidera le Rapporteur spécial à recueillir et à compiler des informations, notamment en faisant des recherches de fond qui serviront à l'établissement d'un document de réflexion sur l'expérience et les meilleures pratiques des États aux niveaux national et régional en ce qui concerne le rôle des droits humains et de la protection de l'environnement dans la prévention des pandémies ; à organiser le séminaire d'experts et à établir le rapport de synthèse qui en sera issu ;

b) le voyage à Genève de cinq experts de haut niveau originaire des différentes régions du monde, en particulier des experts mandatés au titre de procédures spéciales et des experts des organes conventionnels, pour un séminaire d'une journée et demie qui comptera avec la participation d'États, de la société civile et de diverses entités des Nations Unies ;

c) des services de conférence concernant une plateforme de visioconférence qui permettra aux participants d'intervenir en présentiel ou à distance, le traitement d'un rapport (édition et traduction) dans les six langues officielles et des services d'interprétation pendant la réunion d'experts d'une journée et demie qui se tiendra à Genève en septembre ou octobre 2022, y compris les services d'un(e) ingénieur(e) du son ;

d) des services de conférence pour le traitement du rapport de synthèse (édition et traduction) dans les six langues officielles en 2023.

Tableau 4

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/7 (séminaire d'experts)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	24 200	—	24 200	—
Documentation d'avant-session	29 200	—	1 500	27 700
Total partiel (chapitre 2)	53 400	—	25 700	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages de 5 experts de haut niveau à Genève	28 900	—	28 900	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 6 mois	94 000	—	94 000	—
Total partiel (chapitre 24)	122 900	—	122 900	—
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	1 400	—	1 400	—
Appui aux réunions hybrides	4 200	—	4 200	—
Total partiel (chapitre 29E)	5 600	—	5 600	—
Total	181 900	—	154 200	27 700

26. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 154 200 dollars, à raison de 25 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 122 900 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 5 600 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

27. Des crédits de 27 700 dollars seront demandés au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 46/9

Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

28. Au paragraphe 1 de sa résolution 46/9, le Conseil a décidé de renouveler le mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels pour une période de trois ans, afin de permettre à la titulaire du mandat de poursuivre ses travaux conformément à la mission qu'il lui avait confiée dans sa résolution 10/23 du 26 mars 2009.

29. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 5).

Tableau 5

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/9

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages annuels de la titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 dans le cadre de missions dans des pays	51 100	51 100	51 100	51 100
Voyages des membres du personnel accompagnant la titulaire du mandat lors de missions dans les pays	11 500	11 500	11 500	11 500
Dépenses locales : transports, sécurité, communication, divers	16 000	16 000	16 000	16 000
Total partiel (chapitre 24)	78 600	78 600	78 600	78 600
Total	294 200	294 200	294 200	294 200

30. Le mandat de la Rapporteuse spéciale relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux de la Rapporteuse spéciale s'élève à 294 200 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 78 600 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités de la Rapporteuse spéciale, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. Des crédits seront de nouveau demandés dans les projets de budget-programme pour 2023 et 2024. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 46/11

Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme et l'importance d'une amélioration de la coopération internationale

31. Aux paragraphes 24, 25, 28 et 29 de sa résolution 46/11, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié l'Experte indépendante chargée d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, de réaliser une nouvelle étude, reliée aux précédentes études pertinentes menées par le titulaire du mandat et le Comité consultatif, sur une proposition de guide pratique non contraignant pour le recouvrement efficace des avoirs, qui vise à mettre fin aux transferts illicites de fonds et à en atténuer les effets négatifs sur l'exercice des droits de l'homme, en vue d'aider les États requérants et les États requis à renforcer leur coopération à cet égard, et de lui présenter cette étude à sa cinquante-deuxième session ;

b) prié le Secrétaire général et la Haute-Commissaire d'apporter toute l'assistance, y compris les ressources financières, nécessaires pour que l'Experte indépendante puisse s'acquitter du mandat énoncé dans la résolution, et demandé à toutes les parties concernées, y compris les États et les organismes et institutions des Nations Unies, ainsi que les autres entités internationales et régionales, de coopérer pleinement avec l'Experte indépendante à cet égard ;

c) décidé de convoquer, avant sa cinquantième session, un séminaire intersessions d'une journée sur les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme, afin d'examiner les enjeux et les meilleures pratiques à cet égard, et de formuler des recommandations, avec la participation des États, du Comité consultatif et d'autres parties prenantes ;

d) prié la Haute-Commissaire de lui présenter un rapport sur le séminaire à sa cinquante et unième session.

32. Comme indiqué dans le tableau 6, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pendant six mois en 2022, qui apportera son concours à l'établissement de la nouvelle étude, notamment pour ce qui est des recherches, des demandes de contributions et de la compilation des apports ;

b) les services de conférence pour le traitement de l'étude (édition et traduction) dans les six langues officielles ;

c) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3, qui sera chargé, pour une durée de trois mois, d'élaborer un document de réflexion pour le séminaire intersessions, d'établir la liste des experts compétents à inviter, de coordonner et d'étudier les documents d'information pour le séminaire et d'établir le rapport de synthèse demandé ;

d) les voyages et l'indemnité journalière de la titulaire du mandat en vue de sa participation au séminaire intersessions d'une journée à Genève en 2022 ;

e) les services de conférence pour le traitement du rapport (édition et traduction) dans les six langues officielles et les services d'interprétation pendant le séminaire intersessions d'une journée, les services d'un(e) ingénieur(e) du son et les services d'enregistrement, et les services de visioconférence pour les participants à distance.

Tableau 6

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/11

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	12 100	—	12 100	—
Documentation d'avant-session	62 500	—	27 700	34 800
Total partiel (chapitre 2)	74 600	—	39 800	34 800
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages de la titulaire du mandat pour une réunion d'un jour à Genève	5 800	—	5 800	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 6 mois et 1 P-3 pour 3 mois	141 000	—	141 000	—
Total partiel (chapitre 24)	146 800	—	146 800	—
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	700	—	700	—
Services sous-tendant les réunions hybrides	1 100	—	1 100	—
Total partiel (chapitre 29E)	1 800	—	1 800	—
Total	223 200	—	188 400	34 800

33. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 188 400 dollars, à raison de 39 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 146 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 800 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

34. Des crédits de 34 800 dollars seront demandés au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 46/12

Mandat de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme

35. Aux paragraphes 3 et 7 de sa résolution 46/12, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de proroger le mandat de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme pour une période de trois ans, dans les conditions qu'il avait énoncées dans sa résolution 28/6, du 26 mars 2015 ;

b) prié le Secrétaire général et la Haute-Commissaire de fournir à l'Experte indépendante toutes les ressources humaines et financières dont elle avait besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat.

36. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 7).

Tableau 7

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/12

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages annuels de la titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 dans le cadre de missions dans des pays	51 100	51 100	51 100	51 100
Voyages des membres du personnel accompagnant la titulaire du mandat lors de missions dans les pays	11 500	11 500	11 500	11 500
Dépenses locales : transports, sécurité, communication, divers	16 000	16 000	16 000	16 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 6 mois	94 000	94 000	94 000	94 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 G(AC) pour 6 mois	76 100	76 100	76 100	76 100
Total partiel (chapitre 24)	248 700	248 700	248 700	248 700
Total	464 300	464 300	464 300	464 300

37. Le mandat de l'Experte indépendante relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux de l'Experte indépendante s'élève à 464 300 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et

gestion des conférences) et 248 700 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités de l'Experte indépendante, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. Des crédits seront de nouveau demandés dans les projets de budget-programme pour 2023 et 2024. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 46/13

Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme

38. Aux paragraphes 7 et 8 de sa résolution 46/13, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de convoquer à sa quarante-neuvième session, au titre du point 3 de l'ordre du jour, une réunion de deux heures consacrée à l'amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes en situation de vulnérabilité et de marginalisation, ce dans le cadre des efforts de relèvement pendant et après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), réunion qui serait présidée par son président et à laquelle participeraient les États, les organisations internationales et d'autres parties prenantes, l'objectif étant de permettre l'échange d'informations sur les bonnes pratiques et l'expérience acquise, et encouragé toutes les parties prenantes à saisir cette occasion pour faciliter la coopération technique ;

b) demandé à la Haute-Commissaire de fournir les ressources, services et installations nécessaires à la tenue de la réunion susmentionnée, d'établir un rapport de synthèse sur cette réunion et de le lui soumettre à sa cinquante-deuxième session.

39. Comme indiqué dans le tableau 8, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour trois mois (organisation de la réunion et établissement du rapport de synthèse) ;

b) les services de conférence pour le traitement du rapport (édition et traduction) dans les six langues officielles.

Tableau 8

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/13

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022	Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 (dépenses non renouvelables)
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Documentation d'avant-session	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—	27 700

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 (dépenses non renouvelables)</i>
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 3 mois	47 000	–	47 000	–
Total partiel (chapitre 24)	47 000	–	47 000	–
Total	74 700	–	47 000	27 700

40. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

41. Des crédits de 27 700 dollars seront demandés dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 46/14

Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

42. Aux paragraphes 17 et 18 de sa résolution 46/14, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire, en consultation avec les États, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, les procédures spéciales, les organes conventionnels, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes, d'établir un rapport sur les incidences qu'avaient sur les droits de l'homme les lacunes concernant l'accès et la distribution rapides, équitables et universels des vaccins contre la COVID-19 à un prix abordable, et le creusement des inégalités entre les États, y compris les vulnérabilités et les difficultés connexes et les incidences sur le droit qu'avait toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, en vue de le lui soumettre à sa quarante-neuvième session, et de lui présenter une mise à jour orale à sa quarante-huitième session ;

b) décidé de tenir, à sa quarante-neuvième session, une réunion-débat d'une demi-journée sur la question et demandé au Haut-Commissariat de faire en sorte que le débat soit pleinement accessible aux personnes handicapées.

43. Comme indiqué dans le tableau 9, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 (1 mois en 2021 et 3 mois en 2022), qui sera chargé, pour une durée de cinq mois, d'effectuer des recherches, de compiler des informations de fond, de coordonner et d'organiser la réunion-débat et d'élaborer le rapport thématique ;

b) les services de conférence pour le traitement du rapport (édition et traduction) dans les six langues officielles ;

c) les services de conférence visant à faciliter la tenue de la réunion-débat sous une forme virtuelle ou hybride et à rendre la réunion accessible aux personnes handicapées.

Tableau 9

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/14

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-session	27 700	—	—	—	27 700
Services d'accessibilité pour la réunion-débat	11 100				11 100
Total partiel (chapitre 2)	38 800	—	—	—	38 800
Chapitre 24 (Droits humains)					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) pour 4 mois	75 300	—	18 800	—	56 500
Total partiel (chapitre 24)	75 300	—	18 800	—	56 500
Services sous-tendant les réunions hybrides	1 100	—	—	—	1 100
Total partiel (chapitre 29E)	1 100	—	—	—	1 100
Total	115 200	—	18 800	—	96 400

44. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les dépenses supplémentaires d'un montant de 18 800 dollars à engager au titre du chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2021 seraient financées au moyen des crédits déjà approuvés pour l'exercice.

45. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 96 400 dollars, à raison de 38 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 56 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 100 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.

Résolution 46/16**Mandat du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée**

46. Aux paragraphes 1 et 4 de sa résolution 46/16, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de prolonger pour une durée de trois ans le mandat du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée, qui aurait pour tâche, notamment de lui soumettre chaque année un rapport, ainsi qu'à l'Assemblée générale ;

b) prié le Secrétaire général et la Haute-Commissaire de fournir au Rapporteur spécial toutes les ressources humaines et financières dont il avait besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat.

47. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 10).

Tableau 10

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/16

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages annuels du titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 dans le cadre de missions dans des pays	51 100	51 100	51 100	51 100
Voyages des membres du personnel accompagnant le titulaire du mandat lors de missions dans les pays	11 500	11 500	11 500	11 500
Dépenses locales : transports, sécurité, communication, divers	16 000	16 000	16 000	16 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 6 mois	94 000	94 000	94 000	94 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 G(AC) pour 6 mois	76 100	76 100	76 100	76 100
1 consultant(e) de classe C pendant 6 mois	53 400	53 400	53 400	53 400
Total partiel (chapitre 24)	302 100	302 100	302 100	302 100
Total	517 700	517 700	517 700	517 700

48. Le mandat du Rapporteur spécial relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du Rapporteur spécial s'élève à 517 700 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 302 100 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités du Rapporteur spécial, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. Des crédits seront de nouveau demandés dans les projets de budget-programme pour 2023 et 2024. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 46/17

Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

49. Aux paragraphes 14 à 18 et 22, 23 et 33 de sa résolution 46/17, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de continuer à renforcer, pour une période de deux ans, les capacités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, notamment de sa structure de terrain à Séoul, afin de permettre la mise en œuvre des recommandations pertinentes que le groupe d'experts indépendants sur l'établissement des responsabilités a formulées dans son rapport et qui visent à renforcer les mesures actuelles de surveillance et de collecte de données, à créer un répertoire central des informations et éléments de preuve et à permettre à des experts en matière de responsabilité juridique d'évaluer l'ensemble des informations et des témoignages en vue d'élaborer des stratégies applicables dans tout processus ultérieur d'établissement des responsabilités ;

b) prié la Haute-Commissaire de lui rendre compte oralement, à sa quarante-neuvième session, des progrès accomplis à cet égard et de lui soumettre, à sa cinquante-deuxième session, un rapport complet sur la mise en œuvre desdites recommandations ;

c) décidé, conformément à sa résolution 37/28, de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée pour une période d'un an ;

d) prié la Haute-Commissaire de présenter, dans le rapport qu'elle lui soumettra à sa cinquante-deuxième session, des solutions supplémentaires permettant de renforcer, d'institutionnaliser et de faire progresser les travaux sur l'établissement des responsabilités en République populaire démocratique de Corée ;

e) prié le Haut-Commissariat d'organiser une série de consultations et d'activités de sensibilisation avec les victimes, les communautés touchées et les autres parties prenantes, en vue de recueillir leurs vues sur les moyens de définir les responsabilités ;

f) prié le Haut-Commissariat de rendre compte de ses activités de suivi dans le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée ;

g) prié le Rapporteur spécial de lui soumettre régulièrement, ainsi qu'à l'Assemblée générale, des rapports sur l'exécution de son mandat, y compris sur les activités menées pour suivre la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête ;

h) prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial et au Haut-Commissariat en ce qui concerne sa structure sur le terrain des ressources suffisantes et le soutien nécessaire pour leur permettre de s'acquitter efficacement de leur mandat, et notamment de soutenir la création d'un répertoire des informations et éléments de preuve, et de veiller à ce que le titulaire de mandat bénéficie de l'appui du Haut-Commissariat.

Rapporteur spécial

50. L'exécution des activités prescrites aux paragraphes 16, 23 et 33 de la résolution, relatifs à la prorogation du mandat du Rapporteur spécial, entraînera des dépenses annuelles, comme indiqué dans le tableau 11 ci-dessous :

Tableau 11

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/17 (Rapporteur spécial)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Voyages annuels du (de la) titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 visites de pays	51 100	51 100	51 100
Voyages d'un(e) membre du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors des visites de pays	11 500	11 500	11 500
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	16 000
Total partiel (chapitre 24)	78 600	78 600	78 600
Total	294 200	294 200	294 200

51. Le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du Rapporteur spécial s'élève à 294 200 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 78 600 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités du Rapporteur spécial, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Renforcement des capacités du Haut-Commissariat, notamment de sa structure de terrain à Séoul

52. Comme indiqué dans le tableau 12, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 14, 15, 17, 18, 22 et 33 de la résolution, relatifs au renforcement des capacités du Haut-Commissariat, entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021, en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : une équipe composée de six emplois de temporaire, dont les titulaires seront recrutés pour une durée de deux ans (9 mois en 2021, 12 mois en 2022 et 3 mois en 2023), comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois			Lieu d'affectation
		2021	2022	2023	
	Emplois de temporaire reconduits				
1 P-4	Juriste	9	12	3	Séoul
1 P-3	Juriste/analyste	9	12	3	Séoul
1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national	Juriste recruté(e) sur le plan national	9	12	3	Séoul
1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national	Interprète juridique	9	12	3	Séoul
1 P-3	Spécialiste des informations et des éléments de preuve	9	12	3	Genève
	Création de poste				
1 administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national	Fonctionnaire chargé(e) des relations avec les partenaires potentiels	9	12	3	Séoul

Le (la) titulaire du nouvel emploi de temporaire de fonctionnaire chargé(e) des relations avec les partenaires potentiels recruté(e) sur le plan national s'acquittera des tâches suivantes : mener des activités de sensibilisation avec les victimes, les communautés touchées et les autres parties prenantes, en vue de recueillir leurs vues sur les moyens de définir les responsabilités, le but étant d'accroître la coopération et la collaboration avec le Haut-Commissariat, renforcer les efforts globaux de surveillance et de collecte de données et coordonner les consultations avec les victimes et les parties prenantes afin d'élaborer des stratégies d'établissement des responsabilités en République populaire démocratique de Corée ;

- b) les voyages du personnel :
 - i) une mission en 2021 et deux en 2022, d'une durée de sept jours chacune, menées par deux membres du personnel qui rencontreront des transfuges dans des États de la région, avec le consentement des États concernés ;
 - ii) une mission de cinq jours ouvrables à Genève, en 2022, menée par un(e) fonctionnaire qui participera à des consultations sur les travaux menés pour élaborer un répertoire central et indépendant et faire avancer les activités touchant l'établissement des responsabilités ;
- c) les services contractuels concernant l'utilisation de logiciels spécialisés et le recours à des interprètes simultanés pour les consultations et d'autres activités pertinentes ;
- d) les frais généraux de fonctionnement, notamment pour ce qui est des dépenses locales de transport, de la location de salles de réunion, des services collectifs de distribution, des communications, des fournitures et des accessoires de bureau et des autres dépenses diverses ;
- e) les voyages des témoins ;
- f) les services de conférence (traitement du rapport devant être soumis au Conseil à sa cinquante-deuxième session, dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 12

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/17 (renforcement des capacités du Haut-Commissariat)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement pour 2021 (montant maximum)</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)							
Documentation d'avant-session	27 700	—	—		—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—		—	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)							
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4, 2 P-3 et 3 administrateurs(trices) recruté(e)s sur le plan national à Séoul	1 829 100	—	685 900		—	914 600	228 600
Voyage des membres du personnel (3 missions dans la région et 1 à Genève)	22 200	—	5 200		—	17 000	—
Services contractuels (logiciel e-Discovery et services d'interprétation extérieurs)	93 200	—	9 100		—	84 100	—
Frais généraux de fonctionnement	36 000	—	13 500		—	18 000	4 500
Fournitures et accessoires	4 800	—	1 800		—	2 400	600
Mobilier et matériel	4 500	—	3 000		—	1 500	—
Subventions et contributions pour les témoins	65 000	—	26 000		—	39 000	—
Total partiel (chapitre 24)	2 054 800	—	744 500		—	1 076 600	233 700
Total	2 082 500	—	744 500	697 600	—	1 076 600	261 400

53. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

54. Un montant de 744 500 dollars, demandé au titre du chapitre 24 (Droits humains), porte sur l'exercice 2021. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 697 600 dollars, conformément aux dispositions de la résolution 75/255 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de cet exercice. L'ouverture d'un crédit estimé à 521 900 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport au montant approuvé par le Comité.

55. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 1 076 600 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

56. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 233 700 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 46/18

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

57. Aux paragraphes 1 et 3 de sa résolution 46/18, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de proroger le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran pour une nouvelle période d'un an, et prié le Rapporteur spécial de lui présenter, à sa quarante-neuvième session, ainsi qu'à l'Assemblée générale, à sa soixante-seizième session, un rapport sur l'exécution de son mandat ;

b) prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat.

58. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 13).

Tableau 13

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/18

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Voyages annuels du (de la) titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 visites de pays	51 100	51 100	51 100
Voyages d'un(e) membre du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de visites de pays	11 500	11 500	11 500
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	16 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 12 mois	169 700	169 700	169 700
Total partiel (chapitre 24)	248 300	248 300	248 300
Total	463 900	463 900	463 900

59. Le mandat du Rapporteur spécial relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du Rapporteur spécial s'élève à 463 900 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 248 300 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités du Rapporteur spécial, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 46/20

Situation des droits de l'homme au Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020

60. Aux paragraphes 13, 14, 16 et 18 de sa résolution 46/20, le Conseil des droits de l'homme a :

- a) demandé à la Haute-Commissaire, aidée par les experts compétents et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales :
 - i) de surveiller la situation des droits de l'homme et d'en rendre compte, de procéder à un examen approfondi de toutes les violations des droits de l'homme qui auraient été commises au Bélarus depuis le 1^{er} mai 2020, y compris l'éventuelle dimension sexiste de ces violations, d'établir les faits et les circonstances entourant les violations présumées, et de recueillir, regrouper, préserver et analyser les informations et les éléments de preuve en vue de contribuer à ce que les auteurs de ces violations répondent de leurs actes, que justice soit rendue aux victimes et, si possible, que les responsables soient connus ;
 - ii) de formuler des recommandations générales sur les moyens d'améliorer le respect et la protection des droits de l'homme, et de donner des orientations concernant l'accès à la justice et l'établissement des responsabilités, selon qu'il conviendra ;
 - iii) de travailler avec les autorités bélarussiennes et toutes les parties prenantes, en particulier la société civile bélarussienne, régionale et internationale, les organisations internationales de défense des droits de l'homme, les organismes des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et les États concernés, en vue d'échanger des informations, selon qu'il convient, et de soutenir les efforts déployés aux niveaux national, régional et international dans le but de promouvoir l'établissement des responsabilités pour les violations des droits de l'homme au Bélarus ;
- b) demandé que ce mandat prenne effet immédiatement ;
- c) prié le Haut-Commissariat de lui présenter un compte rendu oral intermédiaire à sa quarante-huitième session, et un rapport écrit complet à sa quarante-neuvième session, sachant que tous deux seront suivis d'un dialogue interactif ;
- d) prié le Secrétaire général de fournir au Haut-Commissariat un soutien administratif, technique et logistique complet ainsi que les ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

61. Comme indiqué dans le tableau 14, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) :

i) un(e) spécialiste des droits de l'homme (hors classe) (P-5) pour sept mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : exercer les fonctions de coordonnateur(trice) ; aider les experts à suivre les procédures techniques, opérationnelles et administratives et s'assurer que ces procédures sont respectées ; superviser les travaux du secrétariat chargé d'aider les experts et s'employer notamment à rationaliser l'organisation du travail, à favoriser le partage d'informations, à veiller au respect du principe de responsabilité et à assurer la gestion de la performance ; faciliter la communication entre le secrétariat et le reste du HCDH, selon les besoins ; veiller à ce que le secrétariat accomplisse les tâches qui lui sont confiées en tenant compte des objectifs stratégiques fixés et dans le respect de la pratique établie en matière d'enquête dans le domaine des droits humains, notamment pour ce qui est de la prise en compte des questions de genre ; superviser les activités visant à établir un plan d'enquête et à fixer les méthodes et outils à utiliser pour analyser et préserver les informations et les éléments de preuve recueillis ; coordonner les activités d'enquête, de préservation des données et d'établissement de rapports menées par le secrétariat ; superviser l'élaboration des plans afin de garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger les victimes et les témoins et que les personnes survivantes bénéficient de services d'orientation efficaces, lorsque c'est possible ; accompagner les experts lors de missions ; servir de principal(e) interlocuteur(trice) des porteurs de devoirs, des États Membres, des organismes des Nations Unies, des médias et des autres parties prenantes pour les questions opérationnelles et techniques ; veiller à la prise en compte des questions de genre, notamment dans le plan d'enquête, lors des entretiens avec les victimes et dans le cadre de la collecte et de la préservation des éléments de preuve, de l'analyse et de la rédaction de rapports ; être responsable en dernier ressort de la qualité des rapports et de leur remise en temps et en heure ainsi que des activités de préservation ; se concerter avec le (la) coordonnateur(trice) chargé(e) de la sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité au sujet des besoins en matière de sécurité et tenir les experts et le personnel du secrétariat informés de ces questions ; gérer le budget et les finances du secrétariat et soumettre au HCDH et à d'autres entités des Nations Unies les rapports périodiques voulus portant sur les questions opérationnelles, financières et administratives ;

ii) un(e) chef de l'équipe d'enquête (P-4) pour sept mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : gérer les activités courantes de l'équipe d'enquête du secrétariat ; être le (la) premier(ère) notateur(trice) de l'équipe de spécialistes des droits de l'homme et enquêteurs et d'autres experts du secrétariat ; établir des plans d'enquête, de collecte d'informations et d'opérations conformément à la pratique établie du HCDH, notamment pour ce qui est de la prise en compte des questions de genre ; adapter les méthodes et les outils employés pour recueillir et traiter toutes les données ; superviser, orienter et mener des entretiens et d'autres activités de collecte d'informations ; contrôler les contributions des membres de l'équipe et veiller à ce que les critères de qualité les plus stricts soient appliqués en matière d'enquête, d'analyse, de vérification et de préservation des éléments de preuves, et à ce que les conclusions et les recommandations incorporées au rapport final soient inattaquables ; assurer ou superviser l'élaboration des plans afin de garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger les victimes et les

témoins et que des services d'orientation efficaces soient répertoriés et proposés aux rescapés et à d'autres personnes, le cas échéant ; organiser des missions dans des sites où ont eu lieu des violations et dans d'autres endroits, le cas échéant, et y participer ; coordonner la rédaction des analyses internes et contribuer à l'établissement des rapports publics de l'équipe ; veiller à ce que les informations et les données soient traitées comme il se doit, stockées de manière sécurisée et conservées conformément aux méthodes de travail et aux procédures du Haut-Commissariat, à l'aide des outils que celui-ci a choisis ;

iii) un(e) spécialiste des droits de l'homme/spécialiste de l'analyse et de la communication de l'information (P-4) pour sept mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : examiner et analyser les informations collectées et conseiller les membres du secrétariat sur les façons de combler les lacunes et suivre les pistes ; en coordination avec le (la) Chef de l'équipe d'enquête, cerner les lacunes existantes et orienter l'enquête en conséquence ; travailler en étroite coordination avec le (la) spécialiste des droits de l'homme/conseiller(ère) juridique pour veiller à ce que les informations recueillies correspondent aux éléments juridiques requis ; travailler en étroite coordination avec le (la) conseiller(ère) pour les questions de genre/conseiller(ère) pour les questions de violence sexuelle et de violence de genre pour veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte dans le cadre des enquêtes, des analyses et de la rédaction des rapports, notamment en ce qui concerne les incidences des violations en fonction du genre des victimes ; préparer des exposés, des résumés des informations collectées et des documents d'analyse en fonction des besoins ; coordonner l'élaboration du rapport en tant que principal responsable de la rédaction de ce document ; en coordination avec le (la) Chef de l'équipe d'enquête, veiller à ce que les informations recueillies soient dûment consignées, conformément à la pratique établie du HCDH ; aider à tirer des conclusions des analyses ; faire des propositions quant à la structure des rapports et à la façon de représenter visuellement les constatations et conclusions ; aider à l'élaboration de recommandations pratiques tenant compte des questions de genre ; superviser la mise au point d'un système de gestion des éléments de preuve pour faire en sorte que les différents organismes chargés par la suite d'établir les responsabilités utilisent efficacement les informations recueillies ; procéder à l'analyse des informations recueillies, pour faire en sorte que les différents organes chargés par la suite d'établir les responsabilités utilisent efficacement ces informations, notamment pour recenser les lacunes et de nouvelles pistes d'enquête probables ;

iv) un(e) spécialiste des droits de l'homme/conseiller(ère) juridique (P-4) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : conseiller le secrétariat sur les questions relatives au cadre et aux normes juridiques applicables à la situation considérée en matière des droits humains ; effectuer des analyses et des recherches sur différentes questions d'ordre juridique relatives à l'enquête et contribuer à l'établissement du plan de collecte des informations ; donner des conseils sur diverses questions d'ordre juridique et aider à l'établissement d'avis juridiques, de mémorandums et d'autres documents d'information destinés aux membres du secrétariat ; veiller à ce que tous les documents préparés par le secrétariat soient exacts d'un point de vue juridique ; émettre des avis juridiques à partir des informations recueillies ; fournir des conseils en vue d'établir les responsabilités ; le cas échéant, recueillir des informations sous la direction du (de la) Chef de l'équipe d'enquête ; définir les axes juridiques du rapport et rédiger les chapitres qui portent sur l'analyse juridique, en concertation avec le (la) spécialiste des droits

de l'homme/spécialiste de l'analyse et de la communication de l'information et veiller à ce que les constatations, conclusions et recommandations soient conformes au mandat fixé, au droit applicable et aux informations recueillies ; veiller à ce que l'analyse et l'appréciation juridiques des résultats de l'enquête tiennent compte des questions de genre ; conseiller le (la) coordonnateur(trice) et le secrétariat au sujet des conclusions juridiques et se pencher sur les recommandations qu'il serait envisageable de faire, notamment en ce qui concerne les mesures visant à lutter contre l'impunité ; apporter son concours à la mise au point d'un système de gestion des éléments de preuve, pour faire en sorte que les différents organismes chargés par la suite d'établir les responsabilités utilisent efficacement les informations recueillies ; en coordination avec le (la) spécialiste des informations et des éléments de preuve, préparer et organiser les informations recueillies pour qu'elles soient utilisées efficacement par les différents organismes chargés par la suite d'établir les responsabilités ;

v) un(e) conseiller(ère) pour les questions de genre/conseiller(ère) pour les questions de violence sexuelle et de violence de genre (P-4) détaché(e) par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : conseiller le secrétariat sur les aspects sexistes des violations des droits humains et des atteintes à ces droits en effectuant des analyses par genre et en proposant des formations, pour faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte dans l'ensemble des activités ; recueillir des informations sur les questions relatives aux droits humains des femmes et sur les questions de genre directement liées au mandat ; veiller à ce que les informations, les analyses et les rapports portant sur les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et d'autres violations des droits humains fondées sur le genre et atteintes à ces droits soient dûment consignés, collectés et préservés, et à ce que les incidences des violations en fonction du sexe des victimes soient évaluées, constatées, analysées et signalées par tous les membres du secrétariat ; mener des entretiens et des activités de collecte de preuves ou aider le secrétariat à les mener, en veillant à ce que les mesures de protection et de confidentialité nécessaires pour les témoins et les victimes tiennent compte des questions de genre ; faire des recommandations concernant les services d'orientation destinés aux victimes et aux personnes survivantes, conformément à la méthodologie et à la stratégie retenues et à la pratique établie du HCDH et dans le plein respect du principe « ne pas nuire » ; conseiller le secrétariat sur la prise en compte des questions de genre dans le cadre de la collecte d'informations, y compris des entretiens, des arrangements en matière de sécurité, de la protection des témoins et des victimes et du traitement sûr des informations et des données ; participer à des missions afin de collecter des informations ; contribuer à l'établissement et à la présentation en temps voulu de documents d'analyse et du rapport final, notamment des recommandations qui y sont formulées, et veiller à ce que ces documents soient rédigés en tenant compte des questions de genre et en employant un langage non sexiste ; faire des suggestions quant aux recommandations prioritaires tenant compte des questions de genre qui pourraient être incluses dans le rapport final, portant notamment sur la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

vi) un(e) conseiller(ère) (médias) (P-4) pour deux mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : élaborer une stratégie de communication et de sensibilisation tenant compte des questions de genre, en concertation avec le (la) coordonnateur(trice) et les experts ; répondre aux demandes de renseignements des médias ; accompagner les experts lors de leurs missions au

Bélarus et dans les pays accueillant des réfugiés et des migrants biélorussiens et lors de la présentation du rapport au Conseil des droits de l'homme ; mener des activités pour faire connaître les grands événements liés aux travaux engagés ; assurer la liaison avec les organes de presse internationaux et régionaux basés au Bélarus ou dans les pays où les experts effectueront des missions, ou qui s'intéressent à la situation du Bélarus ;

vii) trois spécialistes des droits de l'homme/enquêteurs(trices) (P-3) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquitteront des tâches suivantes : mener des recherches et recueillir et analyser des informations et des documents portant sur des questions relatives aux droits humains et au droit pénal international lorsque le mandat l'exige et, sous l'égide du (de la) Chef de l'équipe d'enquête, faire des propositions concernant les méthodes et outils utilisés pour la collecte d'informations ; assurer en temps voulu le suivi des tendances et constantes en matière de violations ; mener des activités de collecte d'informations, dont des entretiens avec des victimes et des témoins, afin d'établir le bien-fondé des allégations de violations du droit international des droits de l'homme ou du droit pénal international, comme le prévoit le mandat fixé ; travailler avec des outils de surveillance et de cartographie, notamment en utilisant des outils informatiques libres et des images satellites, et évaluer l'authenticité des données et des témoignages collectés ; identifier les auteurs présumés de violations à l'aide des méthodes de collecte d'informations appliquées par le HCDH ; organiser des missions dans des sites où ont eu lieu des violations et dans d'autres endroits, le cas échéant, et y participer ; veiller à ce que toutes les mesures possibles soient prises afin d'assurer la protection des victimes et des témoins qui coopèrent avec l'équipe et respecter le principe consistant à « ne pas nuire » en s'assurant que les personnes survivantes et les témoins bénéficient de services d'orientation et de mesures de protection efficaces ; veiller à ce que les informations et la documentation relatives à l'enquête soient protégées, stockées et conservées en toute sécurité, conformément aux procédures qui seront établies ; entreprendre une analyse préliminaire des informations recueillies et rédiger des documents analytiques, notamment une analyse des questions de genre ; fournir des contributions aux rapports et rédiger les sections qui concernent leur travail selon les besoins ; veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte et à ce qu'une démarche nuancée en fonction du genre soit suivie à toutes les étapes de l'enquête, de l'analyse et de la rédaction des rapports ;

viii) un(e) enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les sources ouvertes (P-3) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : mener des enquêtes numériques sur les allégations de violations du droit international des droits de l'homme ou du droit pénal international, conformément au mandat fixé et aux pratiques établies du HCDH ; collecter et analyser des informations et des éléments de preuve au format électronique ou numérique, provenant notamment des réseaux sociaux, et aider à évaluer la crédibilité et la fiabilité des données recueillies ; analyser et authentifier les contenus des sources ouvertes (audio, images, vidéos et localisation géographique), notamment les examens médico-légaux, et consigner les résultats ; aider aux travaux d'analyse menés dans le cadre des enquêtes et préserver les données numériques conformément aux normes et aux protocoles applicables aux éléments de preuve ; fournir des conseils et un appui pour ce qui est de l'utilisation des données provenant de sources ouvertes dans le cadre des enquêtes, des analyses et des rapports et faciliter la compréhension des éléments de preuve numériques ; proposer l'utilisation d'outils permettant d'analyser des jeux de données complexes et de les présenter de manière

compréhensible pour les enquêtes et les exposés ; veiller à ce que les informations et la documentation relatives aux enquêtes soient gérées, stockées et conservées en toute sécurité, conformément aux procédures qui seront établies ;

ix) un(e) spécialiste des informations et des éléments de preuve (P-3) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : regrouper, conserver, enregistrer et numériser les documents recueillis et s'assurer qu'ils sont stockés de façon sûre et permanente, veiller à ce que la chaîne de conservation soit respectée, faire le nécessaire pour que les documents soient contrôlés et authentifiés ; établir des procédures efficaces relatives à l'examen des informations et éléments de preuve ; définir, mettre en œuvre et tenir à jour un modèle de données de bout en bout qui favorise la circulation efficace des informations dans le cadre des procédures de traitement des éléments de preuve et qui garantisse la provenance et le respect des critères de confidentialité des documents collectés ; définir les besoins liés à l'utilisation du logiciel Relativity et les protocoles d'exécution des tâches et concevoir et mettre en application des outils et des systèmes visant à préserver et à analyser les informations et les éléments de preuve ; définir les protocoles d'utilisation de Relativity et les infrastructures techniques nécessaires ; dispenser des formations sur le logiciel Relativity et les outils connexes aux parties prenantes internes et assurer la gestion des outils Relativity ;

x) un(e) conseiller(ère) pour le secteur de la sécurité (P-3) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : recueillir et analyser des informations afin d'aider le secrétariat à se faire une idée d'ensemble des questions liées au secteur de la sécurité et à la police au Bélarus ; recueillir et examiner des informations, produire des cartes et des analyses de la structure de la police nationale ; établir la chaîne de commandement de facto et *de jure*, les relations entre les institutions de sécurité et les autres institutions de l'État ; conseiller le secrétariat sur toutes les autres questions liées au secteur de la sécurité ; présenter une évaluation des conditions opérationnelles dans lesquelles évoluent la police et les autres forces de sécurité au Bélarus ; assurer un suivi poussé d'affaires particulières signalées par le secrétariat ; recueillir et analyser des informations afin d'identifier les unités (étatiques et non étatiques) et les commandants déployés lors d'événements clés ; conseiller le secrétariat sur les procédures et les méthodes de la police, notamment sur les questions relatives à la balistique, aux armes, aux véhicules et aux aéronefs ; selon les instructions du (de la) coordonnateur(trice) du secrétariat, établir les liens voulus avec les membres de la police, selon les besoins ; fournir des contributions aux rapports devant être établis par le secrétariat ;

xi) un(e) spécialiste des droits de l'enfance/enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les droits de l'homme (P-3), détaché par ONU-Femmes pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquittera des tâches suivantes : exercer les fonctions d'enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les droits de l'homme et fournir des conseils à tous les membres du secrétariat sur les questions de protection de l'enfance ; exécuter des activités de collecte d'informations, consistant notamment à mener des entretiens et à recueillir et à analyser des informations concernant les droits humains et le droit pénal international ; donner des conseils sur les questions relatives à la protection de l'enfance dans le cadre de l'élaboration du plan de collecte d'informations ; analyser les informations recueillies sur les enfants ; rédiger des contributions pour le rapport final ;

xii) deux interprètes (P-2) pour six mois en 2021 et trois mois en 2022, qui s'acquitteront des tâches suivantes : assurer une interprétation et une traduction

rigoureuses, du russe vers l'anglais et vice versa, selon les besoins, dans le cadre des missions ; assurer une interprétation simultanée précise du russe vers l'anglais, et vice versa, des témoignages oraux, y compris ceux donnés par des moyens de communication à distance ; maintenir la stricte confidentialité des informations ; s'acquitter de toute autre tâche qui pourrait leur être confiée ;

xiii) un(e) assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] pour sept mois en 2021 et trois mois en 2022, qui exécutera les tâches suivantes : apporter son concours pour toutes les questions touchant à la logistique, aux finances et aux ressources humaines ; fournir un appui administratif général aux experts pour tous leurs déplacements et aider le secrétariat dans la préparation, la conduite et le suivi des missions sur le terrain ; aider à la planification et à l'organisation des réunions de l'équipe d'enquête et de réunions de haut niveau à Genève et ailleurs ;

b) les voyages des représentants :

i) trois voyages de cinq jours ouvrables en 2021 (Kiev, Vilnius et Varsovie), effectués par trois experts travaillant à titre gracieux, qui tiendront des réunions avec des fonctionnaires du gouvernement du pays hôte, des organisations non gouvernementales, des spécialistes et des représentants des victimes ;

ii) deux voyages à Genève en 2021, dont un de cinq jours ouvrables et un de huit jours ouvrables, effectués par trois experts travaillant à titre gracieux, qui se concerteront avec des délégations soutenant la résolution du Conseil des droits de l'homme sur le Bélarus, assisteront au compte rendu oral de la Haute-Commissaire, tiendront des réunions avec les départements compétents du HCDH et s'entretiendront avec le (la) coordonnateur(trice) et l'équipe du HCDH en charge de l'examen de la situation des droits de l'homme au Bélarus ;

iii) l'indemnité journalière de subsistance pour des voyages de trois jours ouvrables à Genève, en 2021, effectués par trois titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (les frais devraient être couverts par les ressources inscrites à la rubrique « Voyages » au titre du budget alloué à leurs mandats) ;

iv) un voyage à Genève de cinq jours ouvrables en 2022, effectué par trois experts travaillant à titre gracieux ;

c) les voyages du personnel : six voyages de cinq jours ouvrables (deux à Kiev, deux à Vilnius et deux à Varsovie), effectués par quatre membres du personnel, qui accompagneront les experts, mèneront des entretiens avec des victimes présumées de violations des droits humains, et prendront contact avec des organisations non gouvernementales et d'autres personnes et organisations concernées ;

d) l'obtention et l'analyse des images satellites, la création d'un répertoire central des informations et des éléments de preuve, y compris l'obtention des licences d'utilisation des logiciels requis ;

e) les frais généraux de fonctionnement, notamment pour ce qui est des frais de location, des services collectifs de distribution, des services d'entretien et des frais de communication ;

f) les fournitures et accessoires de bureau ;

g) l'acquisition de matériel de bureautique, de matériel de communication et d'équipements de sécurité et de sûreté ;

h) les voyages des témoins et les frais connexes liés aux réunions ;

i) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 14
Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/20

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)						
Documentation d'avant-session	27 700	—	—		—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—		—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)						
Autres dépenses de personnel	1 997 100	—	1 330 400		—	666 700
Voyages des experts	151 800	—	127 300		—	24 500
Voyages du personnel	49 200	—	49 200		—	—
Services contractuels	110 300	—	110 200		—	100
Frais généraux de fonctionnement	136 400	—	92 600		—	43 800
Fournitures et accessoires	4 400	—	3 500		—	900
Mobilier et matériel	70 200	—	70 200		—	—
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	15 800	—	11 300		—	4 500
Total partiel (chapitre 24)	2 535 200	—	1 794 700		—	740 500
Total	2 562 900	—	1 794 700	1 013 000	—	768 200

62. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

63. Un montant de 1 794 700 dollars demandé au titre du chapitre 24 (Droits humains) porte sur l'exercice 2021. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 1 013 000 dollars, conformément aux dispositions de la résolution 75/255 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 2021. L'ouverture d'un crédit estimé à 707 500 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport au montant approuvé par le Comité.

64. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 768 200 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 740 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

Résolution 46/21

Situation des droits de l'homme au Myanmar

65. Aux paragraphes 47, 49, 50, 52, 53 et 56 de sa résolution 46/21, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de prolonger d'une année le mandat de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, demandé au Rapporteur spécial de lui présenter un rapport oral à ses quarante-septième et quarante-huitième sessions et un rapport écrit à sa quarante-neuvième session et de présenter aussi un rapport écrit à la Troisième Commission à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, conformément à son programme de travail annuel, et l'a invité à continuer de suivre la situation des droits de l'homme et de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations formulées ;

b) prié le Rapporteur spécial de s'associer les services d'autres experts des droits de l'homme afin d'évaluer la situation des droits de l'homme depuis le 1^{er} février 2021 et de suivre l'application de la présente résolution, et notamment de demander à se rendre d'urgence au Myanmar, et l'a prié également de lui fournir oralement des informations à ce sujet à l'occasion des dialogues interactifs qu'il tiendra avec lui à sa quarante-septième et quarante-huitième sessions et de formuler des recommandations sur les mesures supplémentaires devant être prises pour faire face à la crise actuelle ;

c) prié également le Rapporteur spécial de faire des recherches thématiques aux fins du suivi de l'application des recommandations formulées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar et de fournir des informations détaillées sur l'évolution des questions traitées par la mission dans ses rapports et ses documents de séance ;

d) prié la Haute-Commissaire de suivre et d'évaluer la situation générale des droits de l'homme au Myanmar en s'intéressant plus particulièrement à la question de savoir si les auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont amenés à rendre compte de leurs actes et aux réformes apportées aux secteurs de la justice et de la sécurité depuis le 1^{er} février 2021 en s'attachant pour ce faire les services de spécialistes et en s'employant à compléter les travaux du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar et les rapports du Rapporteur spécial, notamment de suivre l'application des recommandations formulées dans les rapports et documents de séance de la mission internationale indépendante d'établissement des faits ainsi que dans les rapports qu'elle a elle-même établis sur la situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar (A/HRC/43/18 et A/HRC/45/5), et de lui présenter un compte rendu oral à sa quarante-septième session, un compte rendu écrit à sa quarante-huitième session et un rapport complet à sa quarante-neuvième session, la présentation des comptes rendus et du rapport devant être suivis d'un dialogue interactif ;

e) prié également le HCDH d'établir, avec le concours d'experts, une évaluation détaillée des progrès accomplis et des difficultés qui subsistent en ce qui concerne l'application des recommandations formulées dans le document de séance que la mission internationale indépendante d'établissement des faits a consacré aux intérêts économiques de l'armée, de faire un point détaillé de la situation dans les rapports périodiques qu'il lui adressera et de lui soumettre un rapport complet, assorti de conclusions et de recommandations, à sa cinquante et unième session, la présentation du rapport devant être suivie d'un dialogue interactif ;

f) prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial, à la Haute-Commissaire et au Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar l'assistance, les ressources et les compétences supplémentaires nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter pleinement de leur mandat.

Rapporteur spécial

66. Comme indiqué dans le tableau 15, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 47, 49 et 50 de la résolution, relatifs au mandat du Rapporteur spécial, entraînera des dépenses annuelles et des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et 2022 pour du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3, en poste à Genève, qui sera chargé, pour une durée de six mois (3 mois en 2021 et 3 mois en 2022), d'aider le (la) titulaire du mandat à s'acquitter des missions supplémentaires qui lui ont été confiées, en exécutant notamment les tâches suivantes :

a) établir des notes, des notes d'information et des déclarations à la presse, faciliter les visites de pays, accompagner les titulaires de mandat en mission dans la région ou dans le pays, contribuer à l'élaboration des comptes rendus oraux pour les quarante-septième et quarante-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme et aider à l'établissement des rapports soumis au Conseil à sa quarante-neuvième session, et à l'Assemblée générale, à sa soixante-seizième session ;

b) aider à évaluer la situation des droits humains depuis le 1^{er} février 2021, à suivre l'application de la résolution et à formuler des recommandations sur les mesures supplémentaires devant être prises pour faire face à la crise actuelle ;

c) faire des recherches thématiques aux fins du suivi de l'application des recommandations formulées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar et fournir des informations détaillées sur l'évolution des questions traitées par la mission dans ses rapports et ses documents de séance.

Tableau 15

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/21 (Rapporteur spécial)

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources annuelles nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Interprétation simultanée	69 900	69 900	—	69 900	—
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	—	145 700	—
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	—	215 600	—
Chapitre 24 (Droits humains)					
Voyages annuels du (de la) titulaire du mandat : 3 à Genève, 1 à New York et 2 visites de pays	51 100	51 100	—	51 100	—
Voyages d'un(e) membre du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de visites de pays	11 500	11 500	—	11 500	—

	<i>Total des ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	–	16 000	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 3 mois en 2021 et 3 mois en 2022	94 000	–	47 000	–	47 000
Total partiel (chapitre 24)	172 600	78 600	47 000	78 600	47 000
Total	388 200	294 200	47 000	294 200	47 000

67. Le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant annuel des ressources affectées aux travaux du Rapporteur spécial s'élève à 294 200 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 78 600 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités du Rapporteur spécial, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Cependant, il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2021 et du projet de budget-programme pour 2022.**

Mandat de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

68. Comme indiqué dans le tableau 17, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 52 et 53 de la résolution, relatifs au suivi et à l'évaluation de la situation générale des droits de l'homme au Myanmar, ainsi qu'à la réalisation d'une évaluation détaillée des progrès accomplis et des difficultés qui subsistent en ce qui concerne l'application des recommandations formulées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits, entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

- a) des membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 et P-3, qui seront en poste à Bangkok pour une durée de neuf mois chacun en 2022, et dont les titulaires s'acquitteront des tâches suivantes :
 - i) suivre et évaluer la situation générale des droits de l'homme au Myanmar, en s'intéressant plus particulièrement à la question de savoir si les auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont amenés à rendre compte de leurs actes et aux réformes apportées aux secteurs de la justice et de la sécurité depuis le 1^{er} février 2021 ;
 - ii) suivre l'application des recommandations formulées dans les rapports et documents de séance de la mission internationale indépendante d'établissement des faits ainsi que dans les rapports de la Haute-Commissaire sur la situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités du Myanmar, et présenter au Conseil un compte rendu oral à sa quarante-septième session, un compte rendu écrit à sa quarante-huitième session et un rapport complet à sa quarante-neuvième session ;
 - iii) établir une évaluation détaillée des progrès accomplis et des difficultés qui subsistent en ce qui concerne l'application des recommandations formulées dans

le document de séance que la mission internationale indépendante d'établissement des faits a consacré aux intérêts économiques de l'armée, et rédiger un rapport complet, assorti de conclusions et de recommandations, qui sera soumis au Conseil à sa cinquante et unième session ;

iv) s'entretenir et se concerter avec les interlocuteurs concernés, tels que les membres des communautés touchées, les témoins et les victimes de violations des droits humains, les représentants des pouvoirs publics, les partenaires des Nations Unies, les représentants d'organisations régionales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les représentants de la société civile, dans divers endroits, notamment à Genève, en Thaïlande et dans différentes zones du Myanmar ;

b) deux missions de cinq jours ouvrables à Cox's Bazar (Bangladesh) en 2021 et au Myanmar en 2022, effectuées par un(e) membre du personnel ;

c) les frais de fonctionnement, notamment pour ce qui est de la location de bureaux, de la location de véhicules pendant les missions, des services informatiques, des licences de logiciels, des services de sécurité, des services collectifs de distribution, des dépenses de télécommunication, du matériel et des fournitures de bureau et des frais divers ;

d) les services de conférence (traitement des rapports dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Table 16

**Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/21
(mandat de la Haute-Commissaire)**

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-séance	83 100	—	27 700	—	55 400
Total partiel (chapitre 2)	83 100	—	27 700	—	55 400
Chapitre 24 (Droits humains)					
Autres dépenses de personnel	280 700	—	—	—	280 700
Voyages du personnel	9 300	—	4 600	—	4 700
Frais généraux de fonctionnement	18 000	—	—	—	18 000
Fournitures et accessoires	900	—	—	—	900
Mobilier et matériel	8 600	—	—	—	8 600
Total partiel (chapitre 24)	317 500	—	4 600	—	312 900
Total	400 600	—	32 300	—	368 300

69. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les dépenses supplémentaires non renouvelables d'un montant de 27 700 dollars à engager au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et celles d'un montant de 4 600 dollars à engager au titre du chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2021 seraient financées au moyen des crédits déjà approuvés pour l'exercice. **Cependant, il faudra prévoir des ressources supplémentaires de 368 300 dollars, à raison de 55 400 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 312 900 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 46/22

Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne

70. Aux paragraphes 37 à 39 de sa résolution 46/22, le Conseil des droits de l'homme a :

- a) demandé au HCDH de reprendre ses travaux visant à établir l'ampleur des pertes civiles en République arabe syrienne, en coopération avec la société civile, afin d'évaluer pleinement le nombre de personnes tuées au cours de ces 10 années de conflit, et de lui faire rapport oralement sur l'état d'avancement de ses travaux à sa quarante-huitième session ;
- b) décidé de reconduire le mandat de la Commission d'enquête pour une période d'un an ;
- c) prié la Commission d'enquête de lui faire rapport oralement pendant le dialogue qui se tiendra à sa quarante-septième session et de lui présenter un rapport écrit actualisé au cours du dialogue qui se tiendra à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions.

Commission d'enquête

71. Comme indiqué dans le tableau 17, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 38 et 39 de la résolution, relatifs à la reconduction du mandat de la Commission d'enquête, entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et 2022 pour ce qui suit :

- a) vingt-sept emplois de temporaires (autre que pour les réunions) existants, et un nouveau poste, affectés au secrétariat en vue d'appuyer le mandat des experts indépendants/membres de la Commission, comme suit :

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois	
		2021	2022
	Emplois de temporaire (autre que pour les réunions) reconduits		
1 P-5	Chef de secrétariat/Coordonnateur(trice)	9	3
1 P-4	Conseiller(ère) juridique	9	3
1 P-4	Analyste	8	3
1 P-4	Responsable des enquêtes	9	3
1 P-4	Conseiller(ère) militaire	7	3
1 P-4	Enquêteur(trice)/Conseiller(ère) en matière de violence sexuelle	4	3

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois	
		2021	2022
1 P-3	Spécialiste des médias	6	3
1 P-3	Analyste	9	3
1 P-3	Spécialiste des informations et des éléments de preuve	6	3
11 P-3	Enquêteur(trice)	5 pour 9 mois, 5 pour 8 mois et 1 pour 4 mois	3
1 P-3	Spécialiste des questions politiques	8	3
1 P-3	Administrateur(trice) chargé(e) des rapports	9	3
1 P-3	Juriste	9	3
1 P-2	Analyste adjoint(e) de 1 ^{re} classe	7	3
1 P-3	Interprète	9	3
2 agent(e)s des services généraux (Autres classes)	Assistant(e) (programmes)	9, 4	3
Création de poste			
1 P-3	Fonctionnaire chargé(e) des archives	–	12

Le (la) nouveau(elle) fonctionnaire chargé(e) des archives (P-3, poste) doit appuyer les activités des secrétariats de toutes les commissions d'enquête, missions d'établissement des faits et autres organes d'enquête actuels et futurs, afin d'orienter, de guider et d'appuyer la conservation de l'ensemble des renseignements, des documents et des éléments de preuve, y compris les entretiens, les documents, les indices médico-légaux et d'autres preuves matérielles, conformément aux normes et aux meilleures pratiques en vigueur ; conseiller les secrétariats sur l'organisation et le stockage des informations et des éléments de preuve, ainsi que sur l'évaluation des documents et pièces diverses en vue de leur conservation et de leur entreposage ; veiller à ce que les archives soient manipulées et transférées en toute sécurité et que les installations d'entreposage des documents et des pièces diverses soient entretenues conformément aux normes les plus élevées et aux meilleures pratiques ; élaborer des normes communes de gestion des systèmes, des informations et des éléments recueillis applicables à toutes les entités concernées ; veiller à ce que les documents et pièces diverses soient conservés de manière à faciliter au mieux les futures procédures d'établissement des responsabilités et les demandes d'information, en respectant les normes de confidentialité et les consentements recueillis ;

b) les voyages de trois membres de la Commission :

i) trois voyages à Genève de cinq jours ouvrables chacun dans le cadre de l'élaboration des rapports du Conseil des droits de l'homme, de la participation aux dialogues du Conseil et des consultations avec les États Membres ;

ii) un voyage de cinq jours ouvrables à New York pour faire rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale, et pour tenir des consultations régulières avec les États Membres et les institutions des Nations Unies. Les membres de la Commission seront accompagnés de deux membres du secrétariat lors de chaque visite ;

iii) deux voyages de cinq jours ouvrables chacun dans les pays de la région accueillant des réfugiés syriens, accompagnés de trois membres du secrétariat ;

- iv) deux voyages de trois jours ouvrables chacun dans d'autres États Membres, où les membres de la Commission, accompagnés de trois membres du secrétariat, tiendront des consultations et des séances d'information sur la situation en République arabe syrienne ;
- c) les voyages du personnel chargé d'accompagner les membres de la Commission et de mener des enquêtes ;
 - i) trois missions de 14 jours dans les pays de la région, par 11 membres du secrétariat ;
 - ii) deux missions de cinq jours dans des pays d'Europe accueillant des réfugiés lors desquelles 11 membres du secrétariat mèneront des enquêtes, notamment en interrogeant des réfugiés, des témoins, des défenseurs des droits humains et d'autres sources d'informations ;
 - iii) trois missions de quatre jours dans des États Membres, dans le cadre de demandes d'entraide judiciaire, par deux membres du secrétariat ;
- d) des consultant(e)s à court terme de classe P-3/4 pour une durée totale de 12 mois, qui viendront compléter l'éventail de compétences du personnel en apportant des connaissances et des conseils spécialisés, notamment en ce qui concerne l'expertise criminalistique en pathologie, en balistique militaire, en chimie et en agents chimiques, le droit des minorités, l'impact économique du conflit, ainsi que la visualisation, la traduction et l'interprétation (en particulier en ce qui concerne les langues moins couramment demandées), et des services liés aux technologies de l'information ;
- e) des dépenses de fonctionnement, y compris les services contractuels ; le matériel et les fournitures ; les dépenses locales de transport, de sécurité, de communication, les frais d'expédition et les dépenses diverses engagées lors des missions ; le recouvrement des coûts pour les services du centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT) ; le renouvellement des abonnements aux périodiques et des licences pour les produits d'analyse ; la mise à niveau ou le remplacement du matériel de télécommunications et du matériel informatique obsolètes ; le remplacement, si nécessaire, en raison de la prorogation du mandat de la Commission, du matériel et des fournitures de bureau, du mobilier et du matériel connexe ;
- f) des dépenses liées aux témoins, notamment le remboursement aux témoins des frais engagés pour les déplacements occasionnés par le recueil d'informations depuis Genève par des moyens sécurisés de communication (pour les victimes et les témoins se trouvant à l'intérieur du pays) ou auprès de défenseurs des droits humains se trouvant dans des pays éloignés, et la location des salles en vue de rencontrer les témoins et les victimes ;
- g) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction et services d'interprétation lors des missions).

Tableau 17
Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/22 (Commission d'enquête)

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement approuvée pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)						
Services d'interprétation	585 000	—	292 500		—	292 500
Documentation d'avant-session	70 000	—	35 200		—	34 800
Total partiel (chapitre 2)	655 000	—	327 700		—	327 300
Chapitre 24 (Droits humains)						
Postes	94 100	—	—		—	94 100
Autres dépenses de personnel	4 472 100	—	3 227 800		—	1 244 200
Voyages des experts	185 300	—	92 800		—	92 500
Voyages du personnel	288 700	—	174 200		—	114 500
Consultants	128 700	—	96 200		—	32 500
Services contractuels	204 000	—	134 000		—	70 000
Frais généraux de fonctionnement	155 300	—	107 100		—	48 200
Fournitures et accessoires	24 200	—	23 500		—	700
Mobilier et matériel	27 000	—	27 000		—	—
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	26 000	—	19 500		—	6 500
Total partiel (chapitre 24)	5 605 300	—	3 902 100		—	1 703 200
Chapitre 29E [Administration (Genève)]						
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	2 800	—	2 100		—	700
Total partiel (chapitre 29E)	2 800	—	2 100		—	700
Total	6 263 100	—	4 231 900	3 848 100	—	2 031 200

72. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

73. Un montant de 4 231 900 dollars concerne l'exercice 2021. Sur ce montant, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 3 848 100 dollars, conformément aux dispositions de la résolution 75/255 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 2021. L'ouverture d'un crédit estimé à 3 127 400 dollars sera demandée dans le rapport sur

l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport au montant approuvé par le Comité.

74. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires de 2 031 200 dollars, à raison de 327 300 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 1 703 200 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 700 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.

Reprise des travaux visant à établir l'ampleur des pertes civiles en République arabe syrienne

75. Comme indiqué dans le tableau 18, l'exécution des activités prescrites au paragraphe 37 de la résolution adoptée entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) (basé à Genève), de classe P-3 pour une durée de cinq mois, chargé d'établir l'ampleur des pertes civiles en République arabe syrienne, en coopération avec la société civile, afin d'évaluer pleinement le nombre de personnes tuées au cours de ces dix années de conflit, en élaborant une méthodologie d'évaluation des pertes civiles ; en recensant et en validant des sources de données potentielles, en établissant des contacts et en concluant des accords avec les sources, notamment issues la société civile ; en veillant au transfert sécurisé et confidentiel des données provenant des sources ; en encadrant et en conseillant le (la) consultant(e) ; en créant des supports visuels à des fins de communication et de présentation des données ; en appuyant la rédaction et la préparation des documents pour le compte rendu oral ;

b) un(e) consultant(e) de classe C pour une durée de cinq mois, en vue d'appuyer les activités susmentionnées : en traitant, en intégrant et en dédupliquant les documents et pièces diverses issus de diverses sources de données ; en effectuant une analyse statistique et en ventilant les données obtenues, en fonction de la disponibilité de ces dernières ; en produisant un ensemble de données intégré de tous les documents et pièces diverses identifiables de manière unique, en élaborant un rapport sur le processus de collecte de données statistiques, l'analyse et les détails techniques de la méthodologie utilisée et en créant des supports visuels à des fins de communication et de présentation des données.

Tableau 18

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/22 (victimes civiles)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 5 mois	78 300	—	78 300
Consultant(e) (classe C) pour 5 mois	51 700	—	51 700
Total	130 000	—	130 000

76. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le budget-programme pour 2021. Les dépenses supplémentaires non renouvelables d'un montant de 130 000 dollars à engager au titre du chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2021 seraient financées au moyen des crédits déjà approuvés pour l'exercice.

Résolution 46/23

Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud

77. Aux paragraphes 8, 9 et 25 à 31 de sa résolution 46/23, le Conseil des droits de l'homme a :

a) fait observer qu'il était essentiel de faire des progrès manifestes dans les principaux domaines de préoccupation relatifs aux droits de l'homme avant de procéder à toute modification du mandat de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, et à cet égard, demandé au HCDH, en coopération avec le Gouvernement sud-soudanais et la Commission, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), l'Union africaine et les États concernés, de proposer un plan de transition clair, assorti de critères et d'étapes, afin d'éclairer l'examen futur de la situation du Soudan du Sud au titre du point 10 de l'ordre du jour ;

b) prié le HCDH de faciliter la poursuite des consultations entre le Gouvernement sud-soudanais, la Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud, l'IGAD et l'Union africaine sur les progrès réalisés dans l'application du plan de transition susmentionné, une fois celui-ci élaboré ;

c) décidé de proroger pour une période d'un an, renouvelable avec son autorisation, le mandat de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, composée de trois membres ;

d) demandé à la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud d'organiser deux ateliers sur la justice transitionnelle, avec la participation des parties prenantes ;

e) demandé également à la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud de travailler en collaboration avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, y compris avec le Rapporteur pour le Soudan du Sud ;

f) prié le HCDH aux droits de l'homme d'apporter à la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud tout le soutien administratif, technique et logistique dont elle avait besoin pour s'acquitter de son mandat, y compris en lui fournissant des logiciels informatiques pour mener à bien la collecte de preuves dont elle était chargée ;

g) prié également le HCDH d'apporter une assistance technique au Gouvernement sud-soudanais afin de faciliter la réalisation des objectifs établis dans la résolution ;

h) prié le Secrétaire général de fournir au HCDH toutes les ressources nécessaires pour lui permettre d'apporter le soutien administratif, technique et logistique nécessaire à la Commission sur les droits de l'homme du Soudan du Sud ;

i) prié la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud de lui faire un compte rendu oral à sa quarante-huitième session, y compris sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution, au cours d'un dialogue renforcé, avec la participation de représentants de l'Union africaine, et de lui présenter un rapport écrit complet à sa quarante-neuvième session, au cours d'un dialogue.

Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud

78. Comme indiqué dans le tableau 19, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 25 à 27 et 31 de la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) dix-huit emplois de temporaire (autre que pour les réunions) chargés d'appuyer les travaux de la Commission sur les droits de l'homme, basée à Djouba (Soudan du Sud), comme suit :

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois	
		2021	2022
	Emplois reconduits		
1 P-5	Spécialiste des droits humains (hors classe)	9	3
1 P-4	Spécialiste des droits humains/Chef(fe) des enquêtes	6	3
1 P-4	Juriste/Conseiller(ère) en droit pénal international	9	3
1 P-4	Administrateur(trice) chargé(e) des rapports	9	3
1 P-4	Spécialiste des droits humains/Conseiller(ère) en justice transitionnelle	9	3
1 P-4	Conseiller(ère) militaire	9	3
1 P-4	Conseiller(ère) en médias		3
1 P-4	Conseiller(ère) pour les questions de genre/Enquêteur(trice)	6	3
1 P-3	Spécialiste des droits humains/Enquêteur(trice)	9	3
1 P-3	Spécialiste des droits humains/Enquêteur(trice)	6	3
1 P-3	Fonctionnaire d'administration	9	3
1 P-3	Juriste/Assistant(e) (gestion des dossiers)	9	3
1 P-3	Agent(e) responsable de la sécurité	4	
3 AL	Assistant(e)s multilingues	6	3
	Nouveaux emplois		
1 P-4	Conseiller(ère) en matière de crimes et délits économiques	6	3
1 P-3	Spécialiste de la protection de l'enfance	6	3

Les titulaires des emplois nouvellement créés exerceront les fonctions suivantes :

i) le (la) conseiller(ère) en matière de crimes et délits économiques (P-4) est chargé(e) d'enquêter et de rassembler des informations sur la manière dont l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels a été compromis par la perpétration de crimes et délits économiques, y compris ceux impliquant des acteurs et entités étatiques et non étatiques au Soudan du Sud, et en particulier ceux liés aux industries pétrolières et extractives et aux flux financiers illicites, englobant les juridictions régionales et internationales où les ressources et les produits de ces crimes et délits commis au Soudan du Sud peuvent avoir été transférés et dissimulés, y compris dans des banques et des institutions ; de mener des enquêtes de police internationales coopératives à caractère financier, y compris en assurant la liaison avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et d'autres autorités compétentes dans la région et au-delà ; d'assurer la liaison avec les institutions financières internationales et régionales afin de recueillir des informations pertinentes susceptibles de contribuer aux futures procédures d'établissement des responsabilités et de

justice transitionnelle ; d'effectuer le profilage financier de personnes fortunées susceptibles d'avoir été impliquées dans la perpétration de violations graves des droits humains, d'atteintes à ces droits et de crimes et délits connexes, notamment de crimes et délits économiques, en vue de mettre en place des mesures d'établissement des responsabilités à cet égard ; de fournir des analyses d'experts sur la corrélation entre les aspects financiers, économiques et socioculturels et l'impact de ces crimes et délits sur l'économie du Soudan du Sud et sa capacité à fournir des services à sa population, et de contribuer à mieux faire comprendre comment les crimes économiques présentent diverses formes de risques et de menaces pour la sécurité du Soudan du Sud et des pays voisins, et contribuent aux violations des droits humains et à d'autres crimes et délits internationaux ;

ii) le (la) spécialiste de la protection de l'enfance (P-3), qui sera détaché(e) par ONU-Femmes, est chargé(e) de contribuer à l'établissement des faits, principalement axé sur l'identification des enfants, en accordant une attention particulière aux problèmes des enfants associés aux groupes armés ; de fournir une expertise sur le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire international concernant les enfants ; d'assurer la liaison avec les autorités nationales compétentes, la société civile, les institutions, fonds et programmes des Nations Unies, les ONG et d'autres partenaires concernés afin de recueillir des informations sur la situation des droits humains des enfants au Soudan du Sud ;

b) les voyages d'experts, comme suit :

i) le voyage de trois membres de la Commission à Genève pour une durée de cinq jours ouvrables en 2021, en vue de faire rapport oralement au Conseil des droits de l'homme ;

ii) le voyage de cinq jours ouvrables de trois membres de la Commission à Genève, en 2022, en vue de faire rapport au Conseil ;

iii) le voyage combiné de trois membres de la Commission à Djouba (cinq jours ouvrables) ; Kampala (quatre jours ouvrables) ; Addis-Abeba (quatre jours ouvrables) ; Nairobi (quatre jours ouvrables) en 2021 (17 jours au total) pour s'entretenir avec les victimes et les témoins de violations ;

iv) le voyage de trois membres de la Commission à Addis-Abeba pour une durée de quatre jours ouvrables, dans le cadre d'un atelier sur la justice transitionnelle organisé en 2021 ;

v) le voyage de trois membres de la Commission à Kampala pour une durée de quatre jours ouvrables, dans le cadre d'un atelier sur la justice transitionnelle organisé en 2022 ;

c) les voyages du personnel, comme suit :

i) deux voyages d'un fonctionnaire à Genève pour une durée de cinq jours ouvrables chacun (en 2021 et 2022) pour aider les membres de la Commission à faire rapport au Conseil des droits de l'homme ;

ii) le voyage de deux fonctionnaires pour accompagner les membres de la Commission à Kampala (quatre jours ouvrables) et à Addis-Abeba (quatre jours ouvrables en 2021) (huit jours au total) ;

iii) le voyage de trois fonctionnaires à Addis-Abeba pour une durée de cinq jours ouvrables, pour préparer l'atelier sur la justice transitionnelle organisé en 2021 ;

- iv) le voyage de trois fonctionnaires à Kampala pour une durée de cinq jours ouvrables, pour préparer l'atelier sur la justice transitionnelle organisé en 2022 ;
- v) six voyages de cinq fonctionnaires au Soudan du Sud (10 jours chacun) (5 en 2021 ; 1 en 2022) pour s'entretenir avec les victimes et les témoins de violations ;
- vi) le voyage de deux fonctionnaires à Kampala pour quatre jours ouvrables en 2021 ;
- vii) le voyage de deux fonctionnaires à Kampala pour quatre jours ouvrables en 2021 ;
- viii) le voyage de deux fonctionnaires à Addis-Abeba pour quatre jours ouvrables en 2021 ;
- d) les frais généraux de fonctionnement, y compris la location de bureaux, les services informatiques (renouvellement des licences de logiciels et achat de logiciels spécialisés pour l'analyse et la conservation des données), l'imagerie UNOSAT, les services de sécurité, les communications, la location de véhicules, le matériel et les fournitures de bureau, et des services divers ;
- e) les subventions et contributions, à savoir les voyages de 25 participants et de 5 experts du Soudan du Sud et de la région et les coûts associés engagés aux fins de l'organisation de deux ateliers sur la justice transitionnelle (un à Addis-Abeba en 2021 et un à Kampala en 2022) afin de formuler des recommandations au Gouvernement et de soutenir les efforts en matière de justice transitionnelle, d'établissement des responsabilités et de réconciliation ;
- f) les voyages des témoins ;
- g) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 19

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/23 (Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud)

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépendances non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement approuvée pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépendances non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)						
Documentation d'avant-session	34 800	—	—		—	34 800
Total partiel (chapitre 2)	34 800	—	—		—	34 800
Chapitre 24 (Droits humains)						
Autres dépenses de personnel	2 729 700	—	2 008 500		—	721 200
Les voyages d'experts	153 900	—	88 600		—	65 300
Les voyages du personnel	102 400	—	82 200		—	20 200
Services contractuels	120 000	—	45 000		—	75 000

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépendances non renouvelables) nécessaires pour 2021	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement approuvée pour 2021 (montant maximum)	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépendances non renouvelables) nécessaires pour 2022
Frais généraux de fonctionnement	323 400	—	242 500		—	80 900
Fournitures et accessoires	6 000	—	4 500		—	1 500
Mobilier et matériel	11 500	—	11 500		—	—
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	160 800	—	92 900		—	67 900
Total partiel (chapitre 24)	3 607 700	—	2 575 700		—	1 032 000
Total	3 642 500	—	2 575 700	2 435 100	—	1 066 800

79. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

80. Un montant de 2 575 700 dollars demandé au titre du chapitre 24 (Droits humains) concerne l'exercice 2021. Sur ce montant et ceux afférents à l'assistance technique apportée au Gouvernement du Soudan du Sud, tels qu'énumérés dans le tableau 20, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 2 435 100 dollars, conformément aux dispositions de la résolution 75/255 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice 2021. L'ouverture d'un crédit de 1 756 400 dollars sera demandée dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021, compte tenu des dépenses effectivement engagées par rapport au montant approuvé par le Comité.

81. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 1 066 800 dollars, à raison de 34 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 1 032 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.

Assistance technique à apporter au Gouvernement sud-soudanais

82. Comme indiqué dans le tableau 20, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 8, 9 et 29 de la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour une durée de six mois en 2021 et trois mois en 2022 (basé à Genève), afin de coopérer avec le Gouvernement sud-soudanais et la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, l'IGAD, l'Union africaine et les États concernés pour proposer un plan de transition clair, assorti de critères et d'étapes, afin d'aider le Conseil à examiner, à l'avenir, la situation du Soudan du Sud au titre du point 10 de l'ordre du jour et de faciliter la poursuite des consultations entre le Gouvernement sud-soudanais, la Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud, l'IGAD et l'Union africaine sur les progrès réalisés dans l'application du plan de transition, une fois celui-ci élaboré ;

b) deux contrats de consultant(e) national(e) spécialisé(e) dans les droits humains d'une durée de trois mois chacun en 2021, dont les titulaires, qui travailleront

dans des institutions nationales, aideront le Gouvernement provisoire d'union nationale afin de faciliter la réalisation des objectifs établis dans la résolution ;

c) le voyage d'un membre du personnel à Djouba en 2021 et à Addis-Abeba en 2022, pour faciliter la poursuite des consultations entre le Gouvernement sud-soudanais, la Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud, l'IGAD et l'Union africaine.

Tableau 20

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/23 (Assistance technique apportée au Gouvernement du Soudan du Sud)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 24 (Droits humains)					
Autres dépenses de personnel	199 300	—	142 800	—	56 500
Consultants	54 000	—	27 000	—	27 000
Les voyages du personnel	8 100	—	3 800	—	4 300
Frais généraux de fonctionnement	3 600	—	2 400	—	1 200
Mobilier et matériel	7 800	—	7 800	—	—
Total	272 800	—	183 800	—	89 000

83. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022.

84. Les ressources nécessaires pour 2021 sont incluses dans le montant pour lequel le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses imprévues et extraordinaires (voir par. 80 ci-dessus).

85. Il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 89 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

Résolution 46/28

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali

86. Aux paragraphes 28, 30 à 32 et 34 de sa résolution 46/28, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de proroger d'un an le mandat de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali afin de lui permettre de continuer l'évaluation de la situation des droits de l'homme dans le pays et d'aider les autorités de transition maliennes dans les efforts qu'elles déployaient pour assurer la promotion, la protection et la mise en œuvre des droits de l'homme et renforcer la primauté du droit ;

b) demandé à l'Expert indépendant, dans le cadre de son mandat, de travailler en étroite collaboration avec tous les organes des Nations Unies, l'Union africaine, la

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Groupe de cinq pays du Sahel et ses États membres, les États voisins et toute autre organisation internationale intéressée, ainsi qu'avec la société civile malienne ;

c) demandé également à l'Expert indépendant de lui faire rapport sur la situation des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session ;

d) décidé de tenir à sa quarante-neuvième session un dialogue en présence de l'Expert indépendant et des représentants du Gouvernement de transition malien afin d'évaluer l'évolution de la situation des droits de l'homme dans le pays, en s'attachant particulièrement à la question de l'espace de la société civile et des défenseurs et défenseuses des droits ;

e) demandé au HCDH de continuer à fournir l'assistance technique sollicitée par le Gouvernement de transition malien afin de renforcer les capacités de la Commission nationale des droits de l'homme du Mali.

87. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 21).

Tableau 21

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/28

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Voyages annuels du (de la) titulaire du mandat : 3 voyages à Genève et 2 visites de pays	42 900	42 900	42 900
Voyages d'un membre du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de visites de pays	11 500	11 500	11 500
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	16 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 12 mois	169 700	169 700	169 700
Total partiel (chapitre 24)	240 100	240 100	240 100
Total	455 700	455 700	455 700

88. Le mandat de l'Expert indépendant relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux de l'Expert indépendant s'élève à 455 700 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 240 100 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités de l'Expert indépendant, les

ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 46/29

Assistance technique et renforcement des capacités au Soudan du Sud

89. Aux paragraphes 22, à 28 de sa résolution 46/29, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié le HCDH, en coopération avec le Gouvernement sud-soudanais et les mécanismes pertinents de l'Union africaine, d'aider d'urgence le Soudan du Sud à relever les défis en matière de droits de l'homme pendant la transition qui suivrait le conflit, et pour ce faire :

- i) surveiller la situation des droits de l'homme au Soudan du Sud, faire rapport à ce sujet et formuler des recommandations pour éviter que la situation se détériore et faire en sorte qu'au contraire, elle s'améliore ;
- ii) évaluer les besoins du Soudan du Sud en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, en consultation avec le Gouvernement et les mécanismes compétents de l'Union africaine ;
- iii) fournir l'assistance technique et le renforcement des capacités nécessaires, en particulier pour l'application de l'Accord revitalisé ;
- iv) donner des orientations sur les questions liées à la justice transitionnelle, notamment en ce qui concerne l'établissement des responsabilités, la réconciliation et l'apaisement, selon que de besoin, et formuler des recommandations sur l'assistance technique à apporter au Gouvernement sud-soudanais pour le soutenir dans les domaines de l'établissement des responsabilités, de la réconciliation et de l'apaisement ;
- v) collaborer avec le Gouvernement sud-soudanais, les mécanismes internationaux et régionaux, dont l'Organisation des Nations Unies, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'Union africaine – notamment en faisant fond sur les travaux menés par la Commission d'enquête de l'Union africaine sur le Soudan du Sud et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples –, l'IGAD, notamment son forum des partenaires, le Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et la société civile, en vue de promouvoir la mise en cause des responsables de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises par toutes les parties ;
- vi) formuler des recommandations sur l'assistance technique et le renforcement des capacités, notamment à l'intention des institutions de maintien de l'ordre, et sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre ;
- vii) formuler des recommandations sur l'assistance technique et le renforcement des capacités en vue de l'application des dispositions du chapitre V de l'Accord revitalisé ;
- viii) formuler des recommandations sur les moyens de procéder au suivi des mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités au Soudan du Sud ;

b) prié le HCDH de fournir au Soudan du Sud une assistance technique permettant l'organisation de deux ateliers sur la justice transitionnelle, avec la participation des parties prenantes ;

c) prié également le HCDH de travailler en collaboration avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, y compris avec le Rapporteur pour le Soudan du Sud ;

d) prié en outre le HCDH d'apporter au Gouvernement sud-soudanais, l'assistance technique nécessaire pour l'aider à atteindre les objectifs définis dans la présente résolution ;

e) prié le Secrétaire général de fournir toutes les ressources nécessaires pour que le HCDH soit en mesure de fournir l'assistance administrative, technique et logistique nécessaire à l'application de la résolution ;

f) prié la Haute-Commissaire de lui rendre compte oralement à sa quarante-huitième session, notamment des progrès accomplis dans l'application de la présente résolution, dans le cadre d'un dialogue renforcé, avec la participation de représentants de l'Union africaine, et de lui présenter un rapport écrit complet, à sa quarante-neuvième session, au cours d'un dialogue ;

g) prié également la Haute-Commissaire de communiquer le rapport susmentionné et les recommandations qui y figureront à l'Union africaine et à tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, en particulier à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

90. Comme indiqué dans le tableau 22, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire de classe P-4 pour 11 mois (8 mois en 2021 et 3 mois en 2022), à savoir un(e) conseiller(ère) en justice transitionnelle, basé(e) à Djouba, chargé(e) de compléter les capacités actuelles du personnel de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud en apportant ses connaissances spécialisées en la matière ; de fournir des conseils techniques sur la justice transitionnelle, de formuler des recommandations sur l'assistance technique pour soutenir l'établissement des responsabilités, la réconciliation et l'apaisement ; de collaborer avec le Gouvernement sud-soudanais, les mécanismes internationaux et régionaux et les membres de la société civile en vue de promouvoir la mise en cause des responsables de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises par toutes les parties ; de formuler des recommandations sur le renforcement des capacités, notamment à l'intention des institutions de maintien de l'ordre, et sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

b) le personnel temporaire de classe P-3 pour 11 mois (8 mois en 2021 et 3 mois en 2022), qui sera chargé(e) de recueillir des informations actualisées sur la situation des droits humains depuis Genève ; d'organiser régulièrement des réunions d'information à l'intention du Haut-Commissariat, des institutions des Nations Unies et d'autres partenaires concernés ; d'assurer la coordination et la liaison avec les parties prenantes concernées ; de lui préparer un exposé oral à sa quarante-huitième session, notamment sur les progrès accomplis en ce qui concerne les dispositions de la résolution, et de rédiger un rapport écrit complet, à sa quarante-neuvième session ;

c) deux consultant(e)s de niveau C pour deux mois chacun (un en 2021 et un en 2022), qui seront chargé(e)s d'organiser et d'animer deux ateliers sur la justice transitionnelle au Soudan du Sud, avec la participation des parties prenantes concernées ;

d) trois missions de cinq jours ouvrables chacune en 2021 et 2022 (deux missions en 2021 et une mission en 2022) lors desquelles le (la) conseiller(ère) en justice transitionnelle se rendra une fois à Addis-Abeba et deux fois au Soudan du Sud, respectivement, pour tenir des consultations avec l'Union africaine et mener des activités de coopération technique au Soudan du Sud ;

e) les dépenses de fonctionnement, y compris les fournitures et le matériel de bureau, les transports locaux, la location d'espaces de conférence, les publications, la sécurité, les communications et les dépenses diverses ;

f) les voyages des experts et des participants pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord de paix revitalisé et contribuer à atteindre les indicateurs contenus dans la résolution ;

g) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 22

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/29

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-session	27 700	—	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)					
Autres dépenses de personnel	410 500	—	304 900	—	105 600
Consultants	35 600	—	17 800	—	17 800
Les voyages du personnel	4 800	—	3 400	—	1 400
Frais généraux de fonctionnement	62 600	—	45 600	—	17 000
Fournitures et accessoires	1 100	—	800	—	300
Mobilier et matériel	9 600	—	9 600	—	—
Subventions et contributions	65 000	—	65 000	—	—
Total partiel (chapitre 24)	589 200	—	447 100	—	142 100
Total	616 900	—	447 100	—	169 800

91. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Un montant de 447 100 dollars afférant à 2021 sera imputé sur les crédits approuvés. **Toutefois, il faudra prévoir des ressources non renouvelables supplémentaires d'un montant de 169 800 dollars, dont 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 142 100 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 46/30

Coopération avec la Géorgie

92. Conformément au paragraphe 3 de la résolution 46/30, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire de lui présenter, conformément à sa résolution 5/1 du 18 juin 2007, un compte rendu oral sur la suite donnée à la résolution, à sa quarante-septième session, et de lui présenter un rapport écrit sur l'évolution de la situation et l'application de la présente résolution à sa quarante-huitième session.

93. Comme indiqué dans le tableau 23, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 pour les services de conférence (traitement du rapport présenté à la quarante-huitième session du Conseil dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 23

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 46/30

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires (dépenses non renouvelables)	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	–	27 700
Total	27 700	–	27 700

94. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le budget-programme pour 2021. Les dépenses d'un montant de 27 700 dollars à engager au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du budget-programme de 2021 seront financées au moyen des crédits déjà approuvés pour l'exercice. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Décision 46/115

Table ronde de haut niveau à l'occasion du dixième anniversaire du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme

95. Aux paragraphes 1 à 3 de sa décision 46/115, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé d'organiser, pendant le débat de haut niveau de sa quarante-neuvième session, un débat pour célébrer le dixième anniversaire du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement à ses travaux, sur le thème des avantages d'une participation universelle et véritable de tous les États

Membres de l'ONU à ses travaux, et de faire en sorte que ce débat soit pleinement accessible aux personnes handicapées ;

b) prié le HCDH d'organiser ce débat, et de se mettre en rapport avec les États et les autres parties prenantes aux fins de garantir leur participation à celui-ci, en tenant compte des critères de représentation géographique ;

c) prié également le HCDH d'établir un rapport du débat sous la forme d'un résumé et de le lui présenter à sa cinquantième session.

96. Comme indiqué dans le tableau 24, l'exécution des activités prescrites par la décision entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-2 pour une durée de deux mois, qui sera chargé de coordonner la table ronde de haut niveau et d'en rédiger un rapport succinct à l'intention du Conseil des droits de l'homme ;

b) les services de conférence associés à l'élaboration et au traitement du rapport succinct dans les six langues officielles, y compris édition et traduction) ;

c) les services de conférence destinés à appuyer l'organisation de la table ronde dans un format virtuel/hybride, et de rendre la réunion accessible aux personnes handicapées.

Tableau 24

Ressources nécessaires à l'application de la décision 46/115

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Services d'accessibilité	11 100	—	11 100
Total partiel (chapitre 2)	38 800	—	38 800
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-2) pour 2 mois	24 600	—	24 600
Total partiel (chapitre 24)	24 600	—	24 600
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			
Services d'appui à l'organisation de la table ronde dans un format virtuel/hybride	1 100	—	1 100
Total partiel (chapitre 29E)	1 100	—	1 100
Total	64 500	—	64 500

97. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 64 500 dollars, à raison de 38 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 24 600 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 100 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

B. Trentième session extraordinaire

Résolution **S-30/1**

Veiller au respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël

98. Aux paragraphes 1, 2, 6 et 9 de sa résolution **S-30/1**, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de créer d'urgence une commission d'enquête internationale indépendante et permanente, dont les membres seraient nommés par le Président du Conseil des droits de l'homme, chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël sur toutes les violations présumées du droit international humanitaire et sur toutes les violations présumées du droit international des droits de l'homme et toutes les atteintes à ce droit qui auraient été commises depuis le 13 avril 2021, ainsi que sur toutes les causes profondes des tensions récurrentes, de l'instabilité et de la prolongation du conflit, y compris la discrimination et la répression systématiques fondées sur l'identité nationale, ethnique, raciale ou religieuse ;

b) décidé également que la commission d'enquête :

i) établirait les faits et les circonstances susceptibles de constituer des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, et les faits et circonstances des crimes commis ;

ii) recueillerait, rassemblerait et analyserait les éléments de preuve attestant de telles violations et atteintes et des crimes commis, et enregistrerait et conserverait systématiquement tous les renseignements, documents et éléments de preuve, y compris les entretiens, les témoignages et les indices médico-légaux, conformément aux normes du droit international, en mettant tout en œuvre pour que ces éléments soient recevables dans les procédures judiciaires ;

iii) aurait la capacité de recueillir et de vérifier les informations et les données pertinentes, y compris en travaillant sur le terrain et en coopérant avec les organes judiciaires et d'autres entités, selon qu'il conviendrait ;

iv) identifierait les personnes impliquées, lorsque cela serait possible, afin que les auteurs de violations aient à répondre de leurs actes ;

v) recenserait les schémas de violations récurrents en analysant les similitudes entre les conclusions et recommandations de toutes les missions d'établissement des faits et commissions d'enquête des Nations Unies sur la situation ;

vi) formulerait des recommandations, notamment sur les mesures de responsabilisation qui pourraient être prises, en vue d'éviter et de faire cesser l'impunité et de garantir l'établissement des responsabilités, notamment des

responsabilités pénales individuelles et de la responsabilité du commandement, concernant de telles violations, ainsi que l'accès des victimes à la justice ;

vii) formulerait des recommandations sur les mesures que les États tiers pourraient prendre pour faire respecter le droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, conformément à l'article premier commun aux Conventions de Genève, et pour s'acquitter des obligations que leur faisaient les articles 146, 147 et 148 de la quatrième Convention de Genève, notamment en veillant à ne pas porter aide ou assistance dans la commission de faits internationalement illicites ;

viii) rendrait compte de ses principales activités tous les ans, à lui-même, au titre du point 2 de l'ordre du jour, à compter de sa cinquantième session, et à l'Assemblée générale, à compter de sa soixante-dix-septième session ;

c) prié le Secrétaire général d'allouer les ressources nécessaires à l'application de la résolution et le HCDH de fournir les ressources logistiques et techniques nécessaires au fonctionnement de la commission d'enquête ;

d) prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui rendre compte oralement, à sa quarante-huitième session, des progrès accomplis dans l'application de la résolution.

99. Comme indiqué dans le tableau 25, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses supplémentaires en 2021 et des dépenses annuelles à partir de 2022 pour ce qui suit :

a) les effectifs : pour favoriser l'exécution du mandat, le HCDH établira un secrétariat qui comptera 24 emplois de temporaire, dont les titulaires seront nommés par la Haute-Commissaire, ainsi que les unités administratives suivantes : Bureau du (de la) Coordonnateur(trice), Groupe d'enquête, Groupe de l'analyse des faits, Groupe de l'information, des éléments de preuve et de la traduction, et Groupe de l'analyse juridique et des questions de responsabilité. Le secrétariat sera doté du personnel suivant :

Bureau du (de la) Coordonnateur(trice)

i) un(e) coordonnateur(trice) (P-5) à partir du 1^{er} septembre 2021, dont les attributions seront les suivantes : exercer les fonctions de coordonnateur(trice) ; aider les membres de la commission à suivre les procédures techniques, opérationnelles et administratives et s'assurer que ces procédures sont respectées ; superviser les travaux du secrétariat et se charger notamment de rationaliser l'organisation du travail, de favoriser le partage d'informations, de veiller au respect du principe de responsabilité et d'assurer la gestion de la performance ; faciliter la communication entre le secrétariat et le reste du HCDH, selon les besoins ; veiller à ce que le secrétariat accomplisse les tâches qui lui sont confiées en tenant compte des objectifs stratégiques fixés et dans le respect de la pratique établie en matière d'enquête dans le domaine des droits humains, notamment pour ce qui est de la prise en compte des questions de genre ; superviser les activités visant à établir un plan d'enquête et à fixer les méthodes et outils à utiliser pour analyser et préserver les informations et les éléments de preuve recueillis ; coordonner les activités d'enquête, de préservation des données et d'établissement de rapports menées par le secrétariat ; superviser l'élaboration des plans afin de garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger les victimes et les témoins et que les personnes survivantes bénéficient de services d'orientation efficaces, lorsque c'est possible ; accompagner les experts lors de missions ; servir de principal(e) interlocuteur(trice) des porteurs de devoirs, des États Membres, des

organismes des Nations Unies, des médias et des autres parties prenantes pour les questions opérationnelles et techniques ; veiller à la prise en compte des questions de genre, notamment dans le plan d'enquête, lors des entretiens avec les victimes et dans le cadre de la collecte et de la préservation des éléments de preuve, de l'analyse et de la rédaction de rapports ; être responsable en dernier ressort de la qualité des rapports et de leur remise en temps et en heure ainsi que des activités de préservation ; se concerter avec le (la) Coordonnateur(trice) chargé(e) de la sécurité du Département de la sûreté et de la sécurité au sujet des besoins en matière de sécurité et tenir les experts et le personnel du secrétariat informés de ces questions ; gérer le budget et les finances du secrétariat et soumettre au HCDH et à d'autres entités des Nations Unies les rapports périodiques voulus portant sur les questions opérationnelles, financières et administratives ; présenter des rapports mensuels aux directions de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, du Service de l'Asie, du Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de la Section du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation et du Groupe de l'appui aux enquêtes ;

ii) un(e) attaché(e) de liaison juridique (P-4) à partir du 1^{er} octobre 2021, qui exécutera les tâches suivantes : rechercher et obtenir la coopération des États, des organisations et des entités judiciaires sur les questions d'établissement des faits et de responsabilité liées au mandat ; rédiger des notes, des lettres, des mémorandums et d'autres documents liés aux activités de coopération ; s'assurer que les informations et les éléments de preuve sont partagés dans le respect des règles du HCDH et de l'obligation d'obtenir un consentement ; fournir des conseils juridiques et des orientations générales sur des questions de coopération ; effectuer des recherches et analyser les documents de coopération ; participer à des missions dans le cadre des tâches décrites ci-dessus ;

iii) un(e) conseiller(ère) pour les questions de genre et les questions de violence sexuelle et de violence de genre (P-4) à partir du 1^{er} septembre 2021, dont les attributions seront les suivantes : informer le secrétariat des dimensions de genre des violations des droits humains et des atteintes à ces droits, notamment en effectuant des analyses des questions de genre et en fournissant des conseils, pour s'assurer que ces questions sont prises en compte dans l'ensemble des activités ; recueillir des informations sur les questions relatives aux droits humains des femmes et sur les questions de genre directement liées au mandat ; veiller à ce que les informations, les analyses et les rapports portant sur les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et d'autres violations des droits humains fondées sur le genre et atteintes à ces droits soient dûment consignés, collectés et préservés, et à ce que les incidences des violations en fonction du sexe des victimes soient évaluées, constatées, analysées et signalées par tous les membres du secrétariat ; mener des entretiens et des activités de collecte de preuves ou aider le secrétariat à les mener, en veillant à ce que les mesures de protection et de confidentialité nécessaires pour les témoins et les victimes tiennent compte des questions de genre ; faire des recommandations concernant les services d'orientation destinés aux victimes et aux personnes survivantes, conformément à la méthodologie et à la stratégie retenues et à la pratique établie du HCDH et dans le plein respect du principe « ne pas nuire » ; conseiller le secrétariat sur la prise en compte des questions de genre dans le cadre de la collecte d'informations, y compris des entretiens, des arrangements en matière de sécurité, de la protection des témoins et des victimes et du traitement sûr des informations et des données ; participer à des missions afin

de collecter des informations ; contribuer à l'établissement et à la présentation en temps voulu de documents d'analyse et du rapport final, notamment des recommandations qui y sont formulées, et veiller à ce que ces documents soient rédigés en tenant compte des questions de genre et en employant un langage non sexiste ; faire des suggestions quant aux recommandations prioritaires tenant compte des questions de genre qui pourraient être incluses dans le rapport final, portant notamment sur la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

iv) un(e) agent(e) responsable de la sécurité (P-3) à partir du 1^{er} novembre 2021, qui s'acquittera des tâches suivantes : conseiller le (la) Coordonnateur(trice) sur toutes les questions touchant à la sécurité ; effectuer une évaluation des risques de sécurité dans tous les sites où l'équipe mènera ses activités ; accompagner l'équipe et les membres de la commission d'enquête lors des visites sur le terrain ; communiquer quotidiennement avec les forces de sécurité locales pour veiller à la fourniture efficace des services de sécurité nécessaires aux activités de l'équipe ; coordonner les services de sécurité dans le cadre des visites sur le terrain des membres ; assurer la liaison entre la commission d'enquête et le Département de la sûreté et de la sécurité ;

v) un(e) fonctionnaire d'administration (P-3) à partir du 1^{er} septembre 2021, dont les attributions seront les suivantes : contribuer à la gestion de toutes les questions touchant à la logistique, aux finances et aux ressources humaines ; fournir un appui administratif général aux membres de la commission pour tous leurs déplacements ; fournir un appui au secrétariat aux fins de la préparation, de la conduite et du suivi de toutes les missions ; aider à la planification et à l'organisation des réunions de l'équipe d'enquête et de réunions de haut niveau à Genève et ailleurs ;

vi) un(e) assistant(e) (programmes) (G-5) à partir du 1^{er} septembre 2021, qui exécutera les tâches suivantes : apporter son appui au (à la) fonctionnaire d'administration en ce qui concerne toutes les questions touchant à la logistique, aux finances et aux ressources humaines ; fournir un appui administratif aux membres de la commission pour tous leurs déplacements ; fournir un appui au secrétariat aux fins de la préparation, de la conduite et du suivi de toutes les missions ; aider à la planification et à l'organisation des réunions de l'équipe d'enquête et de réunions de haut niveau à Genève et ailleurs ;

Groupe d'enquête

vii) un(e) chef de l'équipe d'enquête (P-4) à partir du 1^{er} septembre 2021, dont les attributions seront les suivantes : gérer les affaires courantes du groupe d'enquête ; être le (la) premier(ère) notateur(trice) de l'équipe de spécialistes des droits de l'homme et enquêteurs et d'autres personnes ; élaborer, aux fins de l'établissement des faits, des plans de collecte d'informations et d'opérations qui tiennent compte des priorités définies par les membres de la commission et sont conformes à la pratique établie du HCDH, notamment pour ce qui est de la prise en compte des questions de genre ; adapter les méthodes et outils employés pour recueillir et préserver correctement toutes les données de sorte à favoriser les procédures judiciaires ; superviser, orienter et mener des entretiens et d'autres activités de collecte d'informations, en veillant à ce que les personnes concernées aient dûment donné leur consentement par écrit en toute connaissance de cause ; contrôler les contributions des membres de l'équipe afin de veiller à ce que les critères de qualité les plus stricts en matière d'enquête, d'analyse, de vérification et de préservation soient respectés ; assurer ou superviser l'élaboration des plans afin de garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour protéger les victimes et les témoins et que des

services d'orientation efficaces soient répertoriés et proposés aux rescapés et à d'autres personnes, le cas échéant ; organiser des missions dans des sites où ont eu lieu des violations et dans d'autres endroits, le cas échéant, et y participer ; coordonner la rédaction des analyses internes et contribuer à l'établissement des rapports publics de l'équipe ; veiller à ce que les informations et les données soient traitées comme il se doit, stockées de manière sécurisée et conservées conformément aux méthodes de travail et aux procédures du Haut-Commissariat, à l'aide des outils que celui-ci a choisis ;

viii) deux spécialistes des droits de l'homme/enquêteurs(trices) (P-3) à partir du 1^{er} octobre 2021, qui s'acquitteront des tâches suivantes : mener des recherches et recueillir et analyser des informations et des documents portant sur des violations du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit pénal international lorsque le mandat l'exige et, sous l'égide du (de la) Chef de l'équipe d'enquête, faire des propositions concernant les méthodes et outils utilisés pour la collecte d'informations ; assurer en temps voulu le suivi des tendances et constantes en matière de violations ; exécuter des activités de collecte d'informations, consistant notamment à mener des entretiens avec des victimes et des témoins et à examiner les données provenant de sources ouvertes, afin d'établir le bien-fondé des allégations de violations du droit international des droits de l'homme ou du droit pénal international, comme le prévoit le mandat fixé ; travailler avec des outils de surveillance et de cartographie et évaluer l'authenticité des données et des témoignages collectés ; identifier les auteurs présumés de violations à l'aide des méthodes de collecte d'informations appliquées par le HCDH ; organiser des missions dans des sites où ont eu lieu des violations et dans d'autres endroits, le cas échéant, et y participer ; veiller à ce que toutes les mesures possibles soient prises afin d'assurer la protection des victimes et des témoins qui coopèrent avec l'équipe et respecter le principe consistant à « ne pas nuire » en s'assurant que les personnes survivantes et les témoins bénéficient de services d'orientation et de mesures de protection efficaces ; veiller à ce que les informations et la documentation relatives à l'enquête soient protégées, stockées et conservées en toute sécurité, conformément aux procédures qui seront établies ; entreprendre une analyse préliminaire des informations recueillies et rédiger des documents analytiques, notamment une analyse des questions de genre ; fournir des contributions aux rapports et rédiger les sections qui concernent leur travail selon les besoins ; veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte et à ce qu'une démarche nuancée en fonction du genre soit suivie à toutes les étapes de l'enquête, de l'analyse et de la rédaction des rapports ;

ix) un(e) expert(e) des droits de l'enfant/enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les droits de l'homme (P-3) à partir du 1^{er} octobre 2021, dont les attributions seront les suivantes : cumuler la fonction d'enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les droits de l'homme et celle de conseiller(ère) sur les questions relatives à la protection de l'enfance auprès de tous les membres du secrétariat ; exécuter des activités de collecte d'informations, consistant notamment à mener des entretiens et à recueillir et à analyser des informations concernant les droits humains et le droit pénal international ; donner des conseils sur les questions relatives à la protection de l'enfance dans le cadre de l'élaboration du plan de collecte d'informations ; analyser les informations sur les enfants qui sont recueillies ; rédiger des contributions pour les rapports de la commission ;

Groupe de l'analyse des faits

x) un(e) analyste/administrateur(trice) chargé(e) des rapports (P-4) à partir du 1^{er} octobre 2021, qui exécutera les tâches suivantes : examiner et analyser les informations recueillies et conseiller les membres du secrétariat sur la manière de combler les lacunes et de suivre les pistes ; travailler en étroite coordination avec le (la) juriste pour veiller à ce que les informations recueillies correspondent aux éléments juridiques requis ; coordonner l'élaboration des rapports en tant que principal responsable de la rédaction de ces documents ; préparer des exposés, des résumés des informations collectées et des documents d'analyse ; travailler en étroite coordination avec le (la) conseiller(ère) pour les questions de genre et les questions de violence sexuelle et de violence de genre pour veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte dans le cadre des enquêtes, des analyses et de la rédaction des rapports, notamment en ce qui concerne les incidences des violations en fonction du genre des victimes ; établir des documents d'analyse selon les besoins ; veiller à ce que les informations recueillies soient dûment consignées, conformément à la pratique établie du HCDH ; aider à tirer des conclusions des analyses ; contribuer à l'établissement et à la mise en place d'un système de gestion des éléments de preuve, le but étant de faire en sorte que les organes chargés d'établir les responsabilités utilisent efficacement les informations recueillies ; procéder à l'analyse des informations recueillies, l'objectif étant de cerner les causes profondes des tensions et de faire en sorte que les organes chargés d'établir les responsabilités utilisent efficacement ces informations, notamment pour recenser les lacunes et de nouvelles pistes d'enquête probables ;

xi) un(e) conseiller(ère) militaire (P-4) à partir du 1^{er} janvier 2022, dont les attributions seront les suivantes : recueillir et analyser des informations pour favoriser la compréhension générale des questions relatives au secteur de la sécurité, à la police et à l'armée ; recueillir et analyser des informations, et produire des cartes, des organigrammes et des analyses des institutions de sécurité de l'État et de la structure des groupes armés, portant notamment sur la chaîne de commandement de facto et de jure, les mouvements de troupes et les relations entre les institutions de sécurité et les autres institutions de l'État ; présenter une évaluation des conditions opérationnelles dans lesquelles évoluent les forces de sécurité et les autres forces ; assurer un suivi poussé d'affaires particulières signalées par l'équipe ; recueillir et analyser des informations afin d'identifier les unités et troupes (étatiques et non étatiques) et les commandants déployés lors d'événements clés ; aider à identifier les personnes et les unités responsables de violations ; donner des conseils au secrétariat sur les procédures et méthodes militaires, notamment sur les questions relatives à la balistique, aux armes et aux véhicules et aéronefs militaires ; selon les instructions du (de la) Coordonnateur(trice), établir les liens voulus avec les agents des forces de l'ordre, selon les besoins ;

xii) un(e) expert(e) légiste (P-4) à partir du 1^{er} janvier 2022, qui exécutera les tâches suivantes : analyser les violations et les lieux des faits ainsi que les photos, les vidéos et autres éléments recueillis afin de déterminer quelles sont les causes probables des blessures faites aux personnes ou du décès des personnes ; présenter une reconstitution éventuelle des faits et donner des avis et rédiger des rapports sur des questions médico-légales concernant la cause et les circonstances des blessures faites aux personnes ou du décès des personnes, et le sexe et l'âge approximatif des victimes ; se rendre sur les lieux où des violations ont été commises et sur les lieux des faits et recueillir des preuves scientifiques ; donner des conseils sur la préservation des preuves scientifiques ;

recueillir et analyser des preuves scientifiques et des documents médicaux ; contribuer à l'élaboration des rapports de la commission, le cas échéant ;

xiii) un(e) analyste (P-3) à partir du 1^{er} octobre 2021, qui s'acquittera des tâches suivantes : examiner et analyser les informations recueillies et conseiller les membres du secrétariat sur la manière de combler les lacunes et de suivre les pistes ; en coordination avec le (la) Chef de l'équipe d'enquête, cerner les lacunes existantes et orienter l'enquête en conséquence ; travailler en étroite coordination avec le (la) juriste pour veiller à ce que les informations recueillies correspondent aux éléments juridiques requis ; travailler en étroite coordination avec le (la) conseiller(ère) pour les questions de genre et les questions de violence sexuelle et de violence de genre pour veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte dans le cadre des enquêtes, des analyses et de la rédaction des rapports, notamment en ce qui concerne les incidences des violations en fonction du genre des victimes ; préparer des exposés, des résumés des informations collectées et des documents d'analyse en fonction des besoins ; contribuer à l'élaboration du rapport ; en coordination avec le (la) Chef de l'équipe d'enquête, veiller à ce que les informations recueillies soient dûment consignées, conformément à la pratique établie du HCDH ; aider à tirer des conclusions des analyses qui tiennent compte des questions de genre ; faire des propositions quant à la structure des rapports et à la façon de représenter visuellement les constatations et les conclusions, notamment sur les incidences en fonction du genre ; aider à l'élaboration de recommandations pratiques tenant compte des questions de genre ; superviser la mise au point d'un système de gestion des éléments de preuve pour faire en sorte que les différents organismes chargés par la suite d'établir les responsabilités utilisent efficacement les informations recueillies ; procéder à une analyse factuelle et tenant compte des questions de genre des informations recueillies pour faire en sorte que les différents organes chargés par la suite d'établir les responsabilités utilisent efficacement ces informations, notamment pour recenser les lacunes et de nouvelles pistes d'enquête probables ;

xiv) un(e) enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les sources ouvertes (P-2) à partir du 1^{er} octobre 2021, dont les attributions seront les suivantes : mener des enquêtes numériques sur les allégations de violations du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire ou du droit pénal international, conformément au mandat fixé et aux pratiques établies du HCDH ; collecter et analyser des informations et des éléments de preuve au format électronique ou numérique, provenant notamment des réseaux sociaux, et aider à évaluer la crédibilité et la fiabilité des données recueillies ; analyser et authentifier les contenus des sources ouvertes (audio, images, vidéos et localisation géographique), notamment les examens médico-légaux, et consigner les résultats ; aider aux travaux d'analyse menés dans le cadre des enquêtes et préserver les données numériques conformément aux normes et aux protocoles applicables aux éléments de preuve ; fournir des conseils et un appui pour ce qui est de l'utilisation des données provenant de sources ouvertes dans le cadre des enquêtes, des analyses et des rapports et faciliter la compréhension des éléments de preuve numériques ; proposer l'utilisation d'outils permettant d'analyser des jeux de données complexes et de les présenter de manière compréhensible pour les enquêtes et les exposés ; veiller à ce que les informations et la documentation relatives aux enquêtes soient gérées, stockées et conservées en toute sécurité, conformément aux procédures qui seront établies ;

Groupe de l'information, des éléments de preuve et de la traduction

xv) un(e) spécialiste de la gestion de l'information (P-4) à partir du 1^{er} octobre 2021, qui exécutera les tâches suivantes : diriger les activités de gestion de l'information et veiller à ce que les informations de fond soient enregistrées conformément aux méthodes et pratiques du HCDH ; planifier l'archivage périodique des informations collectées et y procéder ; élaborer la stratégie de gestion des éléments de preuve et superviser la mise en œuvre de celle-ci en coordonnant les travaux des personnes chargées des éléments de preuve [spécialiste et assistant(e)] ; gérer les services de traduction et d'interprétation et définir les priorités en la matière ; conseiller le secrétariat, formuler des recommandations concernant l'utilisation de systèmes informatiques aux fins des enquêtes, et veiller à ce que ces systèmes soient adaptés aux besoins, soient déployés et soient correctement utilisés ;

xvi) un(e) spécialiste des informations et des éléments de preuve (P-3) à partir du 1^{er} décembre 2021, dont les attributions seront les suivantes : s'occuper du traitement et de la conservation des éléments de preuve et notamment veiller à la collecte, à la conservation, à l'enregistrement et à la numérisation des documents recueillis et s'assurer qu'ils sont stockés de façon sûre et permanente, veiller à ce que la chaîne de responsabilité et d'intégrité soit respectée, garantir le respect des fonds et la mise à jour des taxonomies, s'occuper du contrôle des documents et en vérifier l'authenticité ; gérer l'importation des données ainsi que le traitement et l'indexation des documents enregistrés et alimenter les systèmes d'examen et d'analyse ; établir des procédures efficaces aux fins de l'examen des informations et éléments de preuve ; analyser la structure et la finalité des données collectées, et conseiller le personnel sur les mesures à prendre pour en extraire les informations pertinentes tout en préservant l'intégrité des éléments de preuve à des fins criminalistiques ; aider les équipes à créer et à exécuter des requêtes de recherche afin de relever la documentation présentant un intérêt ;

xvii) trois traducteurs(trices)/interprètes pour l'arabe et l'hébreu (P-2) à partir du 1^{er} novembre 2021, qui s'acquitteront des fonctions suivantes : assurer, selon les besoins, une interprétation et une traduction rigoureuses à partir de l'arabe et de l'hébreu vers l'anglais et vice versa ; participer aux missions ; assurer une interprétation simultanée précise à partir de l'arabe et de l'hébreu vers l'anglais et vice versa des témoignages oraux, y compris ceux donnés par des moyens de communication à distance ; maintenir la stricte confidentialité des informations ; s'acquitter de toute autre tâche qui pourrait leur être confiée, notamment en vue d'appuyer les activités du Groupe d'enquête ;

xviii) un(e) assistant(e) (informations et éléments de preuve) (G-5) à partir du 1^{er} octobre 2021, dont les attributions seront les suivantes : contribuer au processus de gestion des informations et des éléments de preuve en triant et en classant les documents enregistrés ; garantir l'exhaustivité, l'exactitude et la cohérence des champs de métadonnées pour les informations et les éléments de preuve enregistrés en effectuant un contrôle de la qualité et en intégrant les champs de métadonnées, le cas échéant ; saisir des données, à la demande du (de la) spécialiste des informations et des éléments de preuve ; aider le secrétariat à enregistrer et à coder les informations et les éléments de preuve ;

Groupe de l'analyse juridique et des questions de responsabilité

xix) un(e) juriste (P-4) à partir du 1^{er} décembre 2021, qui exécutera les tâches suivantes : jouer un rôle de premier plan dans le traitement des questions de responsabilité et traiter un large éventail de questions juridiques

pluridisciplinaires et complexes ayant trait au droit international des droits de l'homme, au droit international humanitaire et au droit pénal international (matériel et procédural) ; conseiller le secrétariat au sujet des conclusions juridiques ; formuler des recommandations relatives à la collecte d'éléments de preuve et au sujet des mesures tendant à déterminer les responsabilités pour lutter contre l'impunité ; rédiger les sections et conclusions des rapports portant sur des questions juridiques en coordination avec l'analyste et administrateur(trice) chargé(e) des rapports ; rédiger des documents juridiques devant être partagés avec les instances judiciaires et d'autres entités chargées d'établir les responsabilités ; coordonner les activités des autres juristes et superviser leur travail sur des questions d'une complexité considérable liées à la responsabilité pénale individuelle et à la responsabilité des supérieurs hiérarchiques ;

xx) deux juristes (P-3) à partir du 1^{er} décembre 2021, dont les attributions seront les suivantes : mener des travaux de recherche et d'analyse juridique approfondis sur l'ensemble des informations et des éléments de preuve recueillis par le secrétariat en vue d'établir la responsabilité pénale individuelle et la responsabilité des supérieurs hiérarchiques ; évaluer la pertinence des éléments de preuve, leur admissibilité et la possibilité de les partager, conformément aux pratiques de consentement établies par le HCDH ; préparer les éléments de preuve en vue de leur divulgation aux instances judiciaires et aux organes chargés d'établir les responsabilités ; rédiger des documents juridiques sur une variété de sujets ; fournir des conseils et un appui juridiques au Groupe d'enquête et au Groupe de l'analyse des faits en effectuant des recherches ; fournir aux enquêteurs des conseils en ce qui concerne les éléments pertinents des violations et crimes et d'autres informations à l'appui des enquêtes ;

b) les voyages des membres de la commission :

Dépenses de voyage non renouvelables (2021)

i) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève effectué au début de la mission par trois membres de la commission devant participer à des séances d'information et à des réunions, notamment des réunions avec la Haute-Commissaire et les représentants des pays concernés, des organismes des Nations Unies compétents et des organisations non gouvernementales ;

ii) un voyage de cinq jours ouvrables au Caire effectué par trois membres de la commission devant établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;

iii) un voyage de cinq jours ouvrables à Amman effectué par trois membres de la commission devant établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;

Dépenses de voyage annuelles (à partir de 2022)

iv) un voyage de 10 jours ouvrables à Gaza (via l'Égypte) effectué par trois membres de la commission devant établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;

- v) un voyage de 10 jours ouvrables en Cisjordanie effectué par trois membres de la commission devant établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;
- vi) un voyage de 10 jours ouvrables en Israël effectué par trois membres de la commission devant établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;
- vii) deux voyages de cinq jours ouvrables chacun à Amman effectués par trois membres de la commission devant établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;
- viii) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève effectué par trois membres de la commission devant mener des activités en collaboration avec le secrétariat ;
- ix) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève effectué par trois membres de la commission devant présenter le rapport lors des sessions du Conseil ;
- c) les voyages du personnel :

Dépenses de voyage non renouvelables (2021)

- i) un voyage de cinq jours ouvrables au Caire effectué par six membres du personnel devant accompagner les membres de la commission lors d'une mission d'établissement des faits ;
- ii) un voyage de cinq jours ouvrables à Amman effectué par six membres du personnel devant accompagner les membres de la commission chargés d'établir les faits en menant des entretiens et en tenant des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;

Dépenses de voyage annuelles (à partir de 2022)

- iii) un voyage de 10 jours ouvrables à Gaza (via l'Égypte) effectué par six membres du personnel devant accompagner les membres de la commission lors d'une mission d'établissement des faits ;
- iv) un voyage de cinq jours ouvrables à Amman effectué par six membres du personnel devant accompagner les membres de la commission lors de missions d'établissement des faits ;
- v) un voyage de 10 jours ouvrables en Cisjordanie effectué par six membres du personnel devant accompagner les membres de la commission lors d'une mission d'établissement des faits ;
- vi) un voyage de 10 jours ouvrables en Israël effectué par six membres du personnel devant accompagner les membres de la commission lors d'une mission d'établissement des faits ;
- vii) trois voyages de 10 jours ouvrables en Cisjordanie effectués par quatre membres du personnel devant mener des missions d'établissement des faits ;
- viii) trois voyages de 10 jours ouvrables en Israël effectués par quatre membres du personnel devant mener des missions d'établissement des faits ;

- ix) trois voyages de 10 jours ouvrables à Gaza (via l'Égypte) effectués par quatre membres du personnel devant mener des missions d'établissement des faits ;
- x) cinq voyages de huit jours ouvrables à Amman effectués par quatre membres du personnel devant mener des missions d'établissement des faits ;
- xi) un voyage de cinq jours ouvrables au Caire effectué par six membres du personnel devant mener une mission d'établissement des faits ;
- d) les frais de fonctionnement : locaux à usage de bureaux, matériel de bureautique et de communication, fournitures, articles de papeterie, services de communication, licences de logiciels, analyse d'images satellite, local sécurisé de stockage des preuves, formation Sécurité et sûreté en mission, fournitures d'urgence, location de véhicules, services et matériel de sécurité et frais de réunion liés aux voyages des témoins ;
- e) les dépenses annuelles liées aux services de conférence (traitement des rapports qui seront présentés au Conseil à compter de 2022 dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 25

Ressources nécessaires à l'application de la résolution S-30/1

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 et au-delà</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-session	--	—		34 800	34 800
Total partiel (chapitre 2)	--	—		34 800	34 800
Chapitre 24 (Droits humains)	—	—	—		
Postes	—	—	—	4 017 100	4 199 100
Autres dépenses de personnel	—	750 200	—	—	—
Voyages des représentants	—	68 300	—	179 500	179 500
Voyages du personnel	—	29 700	—	358 000	358 000
Services contractuels	—	7 500	—	234 800	207 800
Frais généraux de fonctionnement	—	95 000	—	441 000	441 000
Fournitures et accessoires	—	1 200	—	5 400	5 400
Mobilier et matériel	—	59 600	—	15 000	15 000
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	—	5 000	—	35 000	35 000
Total partiel (chapitre 24)	—	1 016 500	—	5 285 800	5 440 800
Total	—	1 016 500	—	5 320 600	5 475 600

100. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les dépenses de 2021, d'un montant de 1 016 500 dollars, seront financées au moyen des crédits déjà

approuvés. Toutefois, il faudra prévoir des ressources supplémentaires pour financer des dépenses de 5 320 600 dollars, à raison de 34 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 5 285 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

101. Des dépenses annuelles d'un montant de 5 475 600 dollars, dont 34 800 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 5 440 800 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains), seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023 et au-delà.

C. Quarante-septième session

Résolution 47/1

Situation relative aux droits de l'homme des musulmans rohingya et des autres minorités au Myanmar

102. Aux paragraphes 33 et 34 de sa résolution 47/1, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire de vérifier et de suivre l'application des recommandations formulées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits, y compris celles qui concernaient les responsabilités, et de continuer à suivre les progrès dans le domaine des droits de l'homme au Myanmar, y compris pour les musulmans rohingya et les autres minorités, avec le concours d'experts et en complément des travaux du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar et des rapports du Rapporteur spécial, de lui présenter un rapport oral à sa cinquantième session et un rapport écrit à sa cinquante-deuxième sessions, chaque présentation étant suivie d'un dialogue, et de présenter un rapport écrit à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session ;

b) décidé de tenir à sa cinquantième session une réunion-débat sur les causes profondes des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commis contre les musulmans rohingya et d'autres minorités au Myanmar et prié la Haute-Commissaire de lui présenter un rapport sur cette réunion-débat à sa cinquante-deuxième session.

103. Comme indiqué dans le tableau 26, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) en poste à Bangkok pendant 12 mois (9 mois en 2022 et 3 mois en 2023), dont les attributions seront les suivantes :

i) s'entretenir et se concerter avec les interlocuteurs concernés, tels que les membres des communautés touchées, les témoins et les victimes de violations des droits humains, les représentants des pouvoirs publics, les partenaires des Nations Unies, les représentants d'organisations régionales telles que l'ASEAN et les représentants de la société civile, dans divers endroits, notamment à Genève, en Thaïlande, au Bangladesh et dans différents États et régions du Myanmar ;

ii) vérifier l'application des recommandations formulées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits dans ses rapports et ses documents de séance, ainsi que des recommandations figurant dans les rapports

de la Haute-Commissaire sur la situation des droits humains des musulmans rohingya et d'autres minorités au Myanmar, et préparer un rapport oral qui sera présenté au Conseil à sa cinquantième session et un rapport écrit qui lui sera présenté à sa cinquante-deuxième session, chaque présentation étant suivie d'un dialogue, ainsi qu'un rapport écrit qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session ;

b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) en poste à Genève pendant quatre mois en 2022, dont les attributions seront les suivantes :

i) contribuer à l'organisation, dans le cadre de la cinquantième session ordinaire du Conseil, d'une réunion-débat sur les causes profondes des violations des droits humains et des atteintes à ces droits commis contre les musulmans rohingya et d'autres minorités au Myanmar, notamment en rédigeant une note de cadrage, en établissant la liste des orateurs et oratrices et en assurant la coordination avec toutes les parties concernées ;

ii) rédiger le rapport de la Haute-Commissaire sur la réunion-débat, qui sera soumis au Conseil à sa cinquante-deuxième session ;

c) les voyages d'un membre du personnel, qui effectuera deux missions de cinq jours ouvrables chacune en 2022 : une mission à Cox's Bazar (Bangladesh) et une au Myanmar ;

d) les services de conférence (traitement des rapports dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 26

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/1

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Documentation d'avant-session	55 400	—	—	55 400
Total partiel (chapitre 2)	55 400	—	—	55 400
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) pour 12 mois à Bangkok	188 100	—	141 100	47 000
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) pour 4 mois à Genève	62 700	—	62 700	—
Voyages du personnel : 1 voyage au Bangladesh et 1 au Myanmar de 5 jours chacun	5 800	—	5 800	—
Total partiel (chapitre 24)	256 600	—	209 600	47 000
Total	312 000	—	209 600	102 400

104. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires**

destinées à financer des dépenses non renouvelables de 209 600 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

105. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 102 400 dollars, dont 55 400 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 47 000 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains), seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/2

Situation des droits de l'homme en Érythrée

106. Aux paragraphes 1, 2 et 4 de sa résolution 47/2, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié le HCDH de lui présenter, à sa quarante-neuvième session, des informations actualisées sur les progrès de la coopération entre l'Érythrée et le HCDH et leur incidence sur la situation des droits de l'homme en Érythrée ;

b) décidé de proroger le mandat de Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée pour une nouvelle période d'un an et de continuer d'évaluer la situation des droits de l'homme et d'en rendre compte sur la base du rapport du Rapporteur spécial, et prié celui-ci de lui présenter oralement des informations actualisées à sa quarante-neuvième session, au cours d'un dialogue, de lui faire rapport sur les activités qu'il aurait menées, au cours d'un dialogue, à sa cinquantième session, et de faire également rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, à sa soixante-seizième session ;

c) prié le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toutes les informations et toutes les ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

107. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 27).

Tableau 27

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/2

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 12 mois	169 700	169 700	169 700
Voyages annuels du (de la) titulaire du mandat : 3 voyages à Genève, 1 à New York et 2 visites de pays	51 100	51 100	51 100
Voyages d'un membre du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de visites de pays	11 500	11 500	11 500

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	16 000
Total partiel (chapitre 24)	248 300	248 300	248 300
Total	463 900	463 900	463 900

108. Le mandat du (de la) Rapporteur(euse) spécial(e) relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du (de la) Rapporteur(euse) spécial(e) s'élève à 463 900 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 248 300 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Les ressources correspondantes ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 47/3

Champ d'action de la société civile : la COVID-19, la voie du redressement et le rôle essentiel de la société civile

109. Au paragraphe 9 de sa résolution 47/3, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire d'établir un rapport examinant en détail les principales difficultés que rencontrait la société civile, tant en ligne que hors ligne, et examinant aussi les meilleures pratiques dans ce domaine, et prié également la Haute-Commissaire de s'appuyer, dans l'élaboration dudit rapport, sur les vues des États, des organisations non gouvernementales, des institutions nationales des droits de l'homme et des autres parties prenantes, y compris les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, et de lui présenter ce rapport à sa cinquante et unième session.

110. Comme indiqué dans le tableau 28, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3), qui sera chargé, pour une durée de trois mois, de mener des recherches et des consultations sur la question et d'établir le projet de rapport ;
- b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 28

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/3

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	–	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	–	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 3 mois	47 000	–	47 000
Total partiel (chapitre 24)	47 000	–	47 000
Total	74 700	–	74 700

111. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 74 700 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/4**Gestion de l'hygiène menstruelle, droits de l'homme et égalité des sexes**

112. Au paragraphe 3 de sa résolution 47/4, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'organiser une réunion-débat sur la gestion de l'hygiène menstruelle, les droits de l'homme et l'égalité des sexes à sa cinquantième session, en invitant les États, les organisations de la société civile, les organismes des Nations Unies, les femmes et les filles et d'autres parties prenantes concernées à examiner la question du respect par les États des obligations qui leur incombent en vertu des dispositions pertinentes du droit international des droits de l'homme et à débattre des difficultés et des meilleures pratiques dans ce domaine, et a prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport succinct sur la réunion-débat et de le lui soumettre à sa cinquante-troisième session ;

113. Comme indiqué dans le tableau 29, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 qui sera chargé, pour une durée de trois mois en 2022, d'établir une note de cadrage pour la réunion-débat avec toutes les parties prenantes concernées, d'établir la liste des experts compétents à inviter, de coordonner et d'examiner les documents de travail pour la réunion-débat et d'établir le rapport de synthèse de celle-ci ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction) en 2023.

Tableau 29

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/4

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Documentation d'après-session	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour 3 mois	56 500	—	56 500	—
Total partiel (chapitre 24)	56 500	—	56 500	—
Total	84 200	—	56 500	27 700

114. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 56 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

115. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/5**Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité**

116. Au paragraphe 18 de sa résolution 47/5, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, en consultation avec les États, les organismes des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la Santé, ONU-Femmes, ses propres procédures spéciales, les organes conventionnels, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes d'établir un rapport sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité, en mettant en lumière les difficultés et les obstacles les plus importants auxquels les filles se heurtaient et en formulant des recommandations, en vue de le lui soumettre à sa cinquantième session, et de lui présenter une mise à jour orale à sa quarante-neuvième session.

117. Comme indiqué dans le tableau 30, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 qui sera chargé, pour une durée de quatre mois, de collecter et d'analyser des données et des informations sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité, de mettre en lumière les difficultés et les obstacles rencontrés par celles-ci et d'établir une mise à jour orale et un rapport ; et
- b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 30

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/5

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour 4 mois	75 300	—	75 300
Total partiel (chapitre 24)	75 300	—	75 300
Total	103 000	—	103 000

118. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 103 000 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 75 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/7

Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme

119. Aux paragraphes 14, 15 et 16 de sa résolution 47/7, le Conseil des droits de l'homme a :

- a) décidé de convoquer, avant la cinquantième session du Conseil des droits de l'homme, une réunion-débat intersessions sur les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques suivies pour prévenir la corruption, et sur les effets de la corruption

sur la jouissance des droits de l'homme, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et a décidé également que les discussions seraient pleinement accessibles aux personnes handicapées ;

b) prié le Haut-Commissariat d'organiser la réunion-débat susmentionnée en coordination avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et d'assurer la liaison avec les parties prenantes concernées, notamment les États, les organisations internationales et régionales, le Comité consultatif, les organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale et les autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies concernés, dans le cadre de leurs mandats respectifs ;

c) prié également le Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'établir un rapport succinct sur le débat de haut niveau et de le lui soumettre à sa cinquante et unième session.

120. Comme indiqué dans le tableau 31, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 qui sera chargé, pour une durée de trois mois en 2022, d'aider aux préparatifs de la réunion-débat et à l'établissement du rapport ;

b) les services d'accessibilité ;

c) les services de conférence (interprétation simultanée et documentation d'après-session) et les services d'ingénierie du son et d'enregistrement.

Tableau 31

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/7

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée (réunion-débat intersessions)	12 100	—	12 100
Services d'accessibilité (réunion-débat intersessions)	11 100	—	11 100
Documentation d'après-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	50 900	—	50 900
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 3 mois	47 000	—	47 000
Total partiel (chapitre 24)	47 000	—	47 000
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	700	–	700
Total partiel (chapitre 29E)	700	–	700
Total	98 600	–	98 600

121. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 98 600 dollars, à raison de 50 900 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 700 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/8

Élimination des pratiques préjudiciables associées à des accusations de sorcellerie et à des agressions rituelles

122. Au paragraphe 8 de la résolution 47/8, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une consultation d'experts avec les États et les autres parties prenantes, dont le Secrétariat et les organes concernés de l'ONU, et des représentants des organisations infrarégionales et régionales, des mécanismes internationaux des droits de l'homme, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales, les résultats de cette consultation devant aider le Haut-Commissariat à élaborer une étude sur la situation des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits qui résultent de pratiques préjudiciables associées à des accusations de sorcellerie et à des agressions rituelles, ainsi que de la stigmatisation, et à conseiller les mécanismes compétents de l'ONU sur les mesures supplémentaires à prendre, et de présenter un rapport sur la question au Conseil des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session ;

123. Comme indiqué dans le tableau 32, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 qui sera chargé, pour une durée de six mois, de préparer une consultation d'experts, notamment en menant des recherches, en prenant de nombreux avis en vue du choix des experts, en élaborant des documents de travail destinés à chaque session de la réunion, en se concertant avec les experts aux fins de la coordination des interventions, en menant une étude approfondie sur l'état des violations des droits humains et des atteintes à ces droits résultant de pratiques préjudiciables associées à des accusations de sorcellerie et à des agressions rituelles, ainsi qu'en apportant son concours à la consultation et à l'établissement du rapport ;

b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] engagé pour deux mois, qui sera chargé d'organiser les voyages des participants et d'appuyer la logistique de la réunion ;

c) les voyages de 15 experts à Genève aux fins de la participation à la consultation d'experts ; et

d) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation) durant les deux jours de la consultation, ainsi que les services d'ingénierie du son et d'enregistrement.

Tableau 32

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/8

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	24 200	—	24 200	—
Documentation d'après-session	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	51 900	—	24 200	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour 6 mois	113 000	—	113 000	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e)s des services généraux (Autres classes)] pour 2 mois	25 400	—	25 400	—
Voyages de 15 experts à Genève	64 100	—	64 100	—
Total partiel (chapitre 24)	202 500	—	202 500	—
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	1 400	—	1 400	—
Total partiel (chapitre 29E)	1 400	—	1 400	—
Total	255 800	—	228 100	27 700

124. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 228 100 dollars, à raison de 24 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 202 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 400 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

125. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/9

Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

126. Au paragraphe 32 de sa résolution 47/9, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire d'établir un nouveau rapport sur l'action du Haut-Commissariat concernant la mise en place et le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme, et d'y proposer des moyens possibles de réagir aux difficultés que posaient la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris le droit au développement, et de lui soumettre ledit rapport à sa cinquantième session ;

127. Comme indiqué dans le tableau 33, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pendant trois mois (établissement du rapport) ;
- b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 33

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/9

(En dollars des États-Unis)

	Ressources annuelles nécessaires	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 3 mois	47 000	—	47 000
Total partiel (chapitre 24)	47 000	—	47 000
Total	74 700	—	74 700

128. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 74 700 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/11**La contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme**

129. Aux paragraphes 13 et 14 de sa résolution 47/11, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, avant sa cinquante-troisième session, plusieurs séminaires régionaux, un pour chacune des cinq régions géographiques, sur le thème de la contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme, afin de permettre aux États Membres, aux organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, aux organisations internationales et régionales, aux institutions nationales des droits de l'homme, aux organisations de la société civile et aux autres acteurs concernés de cerner les problèmes et lacunes et de partager leurs bonnes pratiques et leurs expériences dans ce domaine ;

b) prié le Secrétaire général d'allouer aux séminaires régionaux susmentionnés toutes les ressources nécessaires pour que soient assurés les services voulus et mises à disposition les installations requises et prié la Haute-Commissaire d'établir un rapport succinct sur les débats tenus lors des séminaires et de le lui soumettre à sa cinquante-quatrième session ;

130. Comme indiqué dans le tableau 34, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 qui sera chargé, pour une durée de 12 mois (neuf mois en 2022 et trois mois en 2023), d'organiser, de préparer et de conduire cinq consultations régionales d'une durée de deux jours chacune (quatre en 2022 et une en 2023), auxquelles participeront les États et d'autres parties prenantes ;

b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e)s des services généraux (Autres classes)] qui sera chargé, pour une durée de neuf mois (huit mois en 2022 et un mois en 2023), d'aider le Rapporteur spécial à mettre en place le dispositif logistique, à envoyer les invitations et à organiser les voyages des participants aux cinq consultations régionales ;

c) le voyage d'un titulaire de mandat aux fins de sa participation aux cinq consultations régionales d'une durée de deux jours chacune ;

d) le voyage de 10 participants aux cinq consultations régionales d'une durée de deux jours chacune ;

e) les services de conférence pour les cinq consultations régionales de deux jours chacune (interprétation simultanée pour la durée de chaque réunion et traduction du rapport succinct en 2023).

Tableau 34
Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/11

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée (5 séminaires régionaux : 4 en 2022 et 1 en 2023)	186 100	—	148 900	37 200
Documentation d'avant-session	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	213 800	—	148 900	64 900
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 12 mois (9 mois en 2022 et 3 mois en 2023)	169 700	—	127 300	42 400
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) [agent(e)s des services généraux (Autres classes)] pour 10 mois (8 mois en 2022 et 1 mois en 2023)	114 100	—	101 400	12 700
Voyage d'un titulaire de mandat aux fins de sa participation aux 5 séminaires régionaux (4 en 2022 et 1 en 2023)	32 000	—	25 600	6 400
Voyages de 10 participants aux 5 séminaires régionaux (4 en 2022 et 1 en 2023)	187 500	—	150 000	37 500
Total partiel (chapitre 24)	503 300	—	404 300	99 000
Total	717 100	—	553 200	163 900

131. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 553 200 dollars, à raison de 148 900 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 404 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

132. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 163 900 dollars, dont 64 900 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 99 000 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains), seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/12

Les droits humains des migrants

133. À l'alinéa c) du paragraphe 12 de la résolution 47/12, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de consacrer une réunion-débat intersessions d'une journée aux droits humains des migrants en situation de vulnérabilité, en mettant particulièrement l'accent sur le vécu

des migrants et en soulignant les meilleures pratiques et les difficultés, et d'établir un bref rapport sur cette réunion-débat, qu'il lui soumettrait à sa cinquantième session et soumettrait à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, et porterait à l'attention du Forum d'examen des migrations internationales et du Réseau des Nations Unies sur les migrations ;

134. Comme indiqué dans le tableau 35, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3, qui sera chargé, durant trois mois, de préparer, en consultant toutes les parties prenantes concernées, une note de cadrage et le programme relatifs à la réunion-débat intersessions d'une journée, de rechercher les experts compétents et de leur adresser une invitation, d'élaborer et de coordonner les documents de travail destinés à être utilisés lors de la réunion, de se concerter avec les États et les autres parties prenantes, dont le Réseau des Nations Unies sur les migrations, et d'élaborer dans le cadre de consultations un bref rapport sur la réunion, qui sera porté à l'attention du Forum d'examen des migrations internationales et du Réseau des Nations Unies sur les migrations en vue de l'examen de la suite à lui donner ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation) lors de la réunion-débat intersessions d'une journée qui devrait se tenir en principe en février 2022, ainsi que les services d'ingénierie du son et d'enregistrement.

Tableau 35

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/12

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	12 100	–	12 100
Documentation d'après-session	27 700	–	27 700
Total partiel (chapitre 2)	39 800	–	39 800
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 3 mois	47 000	–	47 000
Total partiel (chapitre 24)	47 000	–	47 000
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	700	–	700
Total partiel (chapitre 29E)	700	–	700

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Total	87 500	–	87 500

135. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 87 500 dollars, à raison de 39 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 700 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/13

Situation des droits de l'homme dans la région du Tigré en Éthiopie

136. Aux paragraphes 12, 13 et 14 de sa résolution 47/13, le Conseil des droits de l'homme a :

- a) prié le Haut-Commissariat d'apporter des conseils et une assistance technique, en consultation avec le Gouvernement éthiopien, pour renforcer les capacités de la Commission éthiopienne des droits de l'homme et des acteurs du système de justice pénale, et pour consolider les initiatives d'établissement des responsabilités et de réconciliation de manière générale ;
- b) prié le Secrétaire général de doter le Haut-Commissariat de toutes les ressources dont il a besoin pour fournir l'assistance administrative, technique et logistique nécessaire à l'application des dispositions de la présente résolution ;
- c) prié la Haute-Commissaire de lui rendre compte de la situation des droits de l'homme dans la région du Tigré et de l'état d'avancement de l'enquête conjointe à sa quarante-huitième session, dans le cadre d'un dialogue approfondi, et à sa quarante-neuvième session, dans le cadre d'un dialogue.

137. Comme indiqué dans le tableau 36, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour une durée de neuf mois (trois mois en 2021 et six mois en 2022), qui devra entre autres posséder des compétences en matière de réforme de la justice pénale, et qui, en poste à Addis Abeba, sera chargé de poursuivre les travaux menés à l'appui de la Commission des droits de l'homme éthiopienne et du système de justice pénale éthiopien, en coordonnant, organisant et fournissant une aide technique concrète, en prodiguant des conseils aux institutions concernées dans le cadre d'ateliers et de formations dédiés, et en procédant à l'examen technique des documents de politique générale et de nature législative, en collaboration avec les experts compétents de la Commission des droits de l'homme éthiopienne ;
- b) les consultations qui seront menées au niveau du personnel de direction durant six mois (trois mois en 2021 et trois mois en 2022), à Addis Abeba, en vue d'œuvrer avec tous les acteurs compétents à la révision des lois éthiopiennes concernées ;

c) les voyages du personnel et des participants en rapport avec les activités ci-après :

i) un atelier qui se déroulera à Addis Abeba en 2022 durant trois jours, auquel participeront 15 personnes originaires de plusieurs régions éthiopiennes, et qui portera sur la suite à donner aux recommandations formulées à l'issue de l'enquête conjointe menée par la Commission des droits de l'homme éthiopienne, le système judiciaire et les autres acteurs concernés, l'objectif étant de faire progresser le processus visant à l'établissement des responsabilités ;

ii) un atelier sur le processus de réconciliation en Éthiopie, qui se déroulera à Addis Abeba en 2022 durant trois jours et sera animé par un membre du personnel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en poste à Genève, chargé de faciliter la formation, et auquel participeront 15 personnes originaires de plusieurs régions du pays ;

d) les frais généraux de fonctionnement : location de salles de réunion, transports locaux, communications et diverses dépenses engagées durant les ateliers ;

e) les services d'interprétation en anglais et amharique durant les ateliers ;

f) les voyages à Genève de trois experts qui participeront au dialogue renforcé prévu lors de la quarante-huitième session du Conseil des droits de l'homme, en septembre 2021.

Tableau 36

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/13

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 24 (Droits humains)					
Autres dépenses de personnel de classe P-4 pour 9 mois	167 200	—	55 700	—	111 500
Consultants	62 000	—	31 000	—	31 000
Voyages des experts	16 600	—	16 600	—	—
Voyages du personnel	2 500	—	—	—	2 500
Services contractuels	4 800	—	—	—	4 800
Frais généraux de fonctionnement	6 000	—	—	—	6 000
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	34 100	—	—	—	34 100
Total	293 200	—	103 300	—	189 900

138. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les dépenses d'un montant de 103 300 dollars prévues en 2021 seront financées au moyen des crédits déjà approuvés pour l'exercice, **mais il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 189 900 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/14

Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida

139. Aux paragraphes 31 et 32 de sa résolution 47/14, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport, en consultation avec les gouvernements, la société civile, les organisations à base communautaire et les autres parties prenantes, décrivant les mesures prises et recommandant celles qui devaient être intensifiées ou lancées pour atteindre les objectifs novateurs concernant les catalyseurs sociétaux, tels que reconnus dans la Déclaration politique sur le VIH et le sida adoptée par l'Assemblée générale en 2021, et pour combler les lacunes restantes, et de lui présenter ce rapport à sa cinquantième session ;

b) prié également la Haute-Commissaire d'inviter les États Membres et toutes les autres parties prenantes, notamment les organismes, institutions, fonds et programmes des Nations Unies, les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme, en particulier le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mental possible, les organes conventionnels, les organisations et organismes régionaux qui s'occupent des droits de l'homme et de la santé, les institutions nationales des droits de l'homme et la société civile, y compris les personnes qui vivent ou sont présumées vivre avec le VIH, qui risquent d'être infectées ou qui sont touchées par le virus, à contribuer au rapport.

140. Comme indiqué dans le tableau 37, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 qui sera chargé, pour une durée de trois mois, de mener les recherches et les consultations en vue de l'établissement du rapport ; et

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 37

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/14

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 3 mois	47 000	—	47 000

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Total partiel (chapitre 24)	47 000	–	47 000
Total	74 700	–	74 700

141. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 74 700 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution [47/15](#)

Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles handicapées

142. Au paragraphe 10 de sa résolution [47/15](#), le Conseil des droits de l'homme s'est félicité de la journée annuelle de débat consacrée aux droits humains des femmes et a demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport succinct, sous une forme accessible, sur le débat annuel qui s'était tenu à la session en cours et de le lui soumettre à sa cinquantième session, d'établir sous une forme accessible un rapport succinct sur le débat annuel qui aurait lieu à sa cinquantième session et de le lui soumettre à sa cinquante-troisième session, et de prendre les dispositions voulues pour que les personnes handicapées puissent avoir pleinement accès au débat annuel sur les droits humains des femmes ;

143. Comme indiqué dans le tableau 38, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

- a) le vacataire de classe P-3 qui sera chargé, pour une durée de quatre semaines (deux semaines en 2022 et deux semaines en 2023), d'établir sous une forme accessible les rapports succincts des quarante-septième et cinquantième sessions ;
- b) le sous-titrage en temps réel en anglais de la journée annuelle de débat consacrée aux droits humains des femmes, lors des cinquantième et cinquante-troisième sessions ;
- c) l'interprétation dans la langue internationale des signes de la journée annuelle de débat consacrée aux droits humains des femmes, lors des cinquantième et cinquante-troisième sessions ;
- d) l'enregistrement et la projection de l'interprétation en langue des signes internationale lors des cinquantième et cinquante-troisième sessions.

Tableau 38

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/15

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Services d'accessibilité	22 200	—	11 100	11 100
Total partiel (chapitre 2)	22 200	—	11 100	11 100
Chapitre 24 (Droits humains)				
Vacataire chargé(e) d'établir un rapport ou une étude en langue simplifiée et dans un format de lecture facile	6 400	—	3 200	3 200
Total partiel (chapitre 24)	6 400	—	3 200	3 200
Total	28 600	—	14 300	14 300

144. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires d'un montant de 14 300 dollars, à raison de 11 100 dollars (par an à compter de 2022) au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 3 200 dollars (dépenses non renouvelables) au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

145. Les ressources nécessaires d'un montant de 11 100 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 3 200 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/16**La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet**

146. Au paragraphe 17 de sa résolution 47/16, le Conseil des droits de l'homme a demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'étudier la tendance observée à couper l'accès à Internet, en analysant les causes des coupures, leurs implications juridiques et leur conséquences sur une série de droits de l'homme, notamment les droits économiques, sociaux et culturels, au moyen de consultations consistantes avec les parties prenantes et en s'appuyant sur les rapports précédents, et de présenter un rapport à ce sujet au Conseil des droits de l'homme lors de sa cinquantième session ;

147. Comme indiqué dans le tableau 39, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 qui sera chargé, pour une durée de cinq mois, de mener une consultation consistante avec toutes les parties prenantes concernées, notamment les États, les organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, les organisations intergouvernementales,

les organisations de développement, les institutions financières internationales, régionales et nationales, les organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale, les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme, les organisations de la société civile, les établissements universitaires, les institutions nationales des droits de l'homme, les entreprises et la communauté technique ; de mener des recherches approfondies conformément au mandat général relatif à la tendance observée à couper l'accès à Internet ; d'établir le rapport de la Haute-Commissaire sur le fond de la question ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 39

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/16

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	–	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	–	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour 5 mois	94 100	–	94 100
Total partiel (chapitre 24)	94 100	–	94 100
Total	121 800	–	121 800

148. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 121 800 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 94 100 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/17**Effets des transferts d'armes sur les droits de l'homme**

149. Au paragraphe 5 de sa résolution 47/17, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir, en consultation avec les États, les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes, un rapport analytique sur les bonnes pratiques, les enseignements à retenir et les difficultés rencontrées par les États pour ce qui était de prévenir, d'atténuer et de combattre les détournements d'armes et transferts non réglementés ou illicites d'armes qui avaient des effets particulièrement prononcés sur l'exercice des droits de l'homme par les enfants et les jeunes, ainsi que sur le rôle des systèmes de contrôle

nationaux devant rendre cette action efficace, et de lui présenter ce rapport à sa cinquante et unième session ;

150. Comme indiqué dans le tableau 40, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire de classe P-3 qui sera chargé, durant trois mois, de mener des recherches en vue d'établir, en consultation avec les États, les organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes, un rapport analytique sur les bonnes pratiques, les enseignements à retenir et les difficultés rencontrées par les États pour ce qui est de prévenir, d'atténuer et de combattre les détournements d'armes et transferts non réglementés ou illicites d'armes qui ont des effets particulièrement prononcés sur l'exercice des droits de l'homme par les enfants et les jeunes, ainsi que sur le rôle des systèmes de contrôle nationaux devant rendre cette action efficace ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 40

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/17

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	–	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	–	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 3 mois	47 000	–	47 000
Total partiel (chapitre 24)	47 000	–	47 000
Total	74 700	–	74 700

151. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 74 700 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 47/19

Situation des droits de l'homme au Bélarus

152. Aux paragraphes 17, 18 et 20 de sa résolution 47/19, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Rapporteuse spéciale de continuer de suivre l'évolution de la situation et de formuler des recommandations, et a engagé le Bélarus à relancer le dialogue national au sujet d'un moratoire sur la peine de mort et d'envisager son abolition ;

b) décidé de proroger d'un an le mandat de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, et a prié la Rapporteuse spéciale de continuer de suivre l'évolution de la situation et de formuler des recommandations et de lui soumettre à sa cinquantième session, et de soumettre à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, un rapport sur la situation des droits de l'homme au Bélarus ;

c) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir à la Rapporteuse spéciale toute l'assistance et les ressources nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter entièrement de son mandat.

153. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 41).

Tableau 41

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/19

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 pour 12 mois	169 700	169 700	169 700
Voyages annuels du (de la) titulaire du mandat : 3 voyages à Genève, 1 à New York et 2 visites de pays	51 100	51 100	51 100
Voyages du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de visites de pays	11 500	11 500	11 500
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	16 000
Total partiel (chapitre 24)	248 300	248 300	248 300
Total	463 900	463 900	463 900

154. Le mandat du (de la) Rapporteur(euse) spécial(e) relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du (de la) Rapporteur(euse) spécial(e) s'élève à 463 900 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 248 300 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Les ressources correspondantes ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 47/20

Le Forum social

155. Aux paragraphes 4, 6, 7, 9 et 10 de sa résolution 47/20, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé que le Forum social se tiendrait pendant deux jours ouvrables en 2022, à Genève, à des dates permettant la participation de représentants des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'un éventail aussi large que possible d'autres parties prenantes, en particulier des pays en développement, et a décidé également que cette réunion devrait porter sur l'eau au service des droits de l'homme et du développement durable et les bonnes pratiques, les enseignements tirés de l'expérience et les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), le but étant d'apporter une contribution, sous l'angle des droits de l'homme, à la conférence d'examen à mi-parcours de la Décennie, qui se tiendrait en 2023 ;

b) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de faire distribuer les rapports et documents les plus récents et pertinents de l'Organisation des Nations Unies, y compris les rapports statistiques, en tant que documents de référence pour les dialogues et débats qui auraient lieu lors du Forum social de 2022 ;

c) prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de faciliter la participation au Forum social de 2022 d'au moins 10 experts, parmi lesquels des représentants de la société civile et d'organisations locales de pays en développement, des représentants d'organisations internationales et des titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale qui relevaient de lui, afin qu'ils contribuent aux dialogues et débats qui auraient lieu lors du Forum et servent de personnes ressources auprès de Président-Rapporteur ;

d) prié le Haut-Commissariat de chercher des moyens efficaces d'assurer la consultation et la participation la plus large possible de représentants de chaque région, en particulier de représentants des personnes handicapées, tout spécialement de pays en développement, au Forum social, notamment d'instaurer des partenariats avec des organisations non gouvernementales, le secteur privé et des organisations internationales ;

e) prié le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour diffuser l'information relative au Forum social, d'inviter au Forum social les personnes et organisations intéressées et de prendre toutes les mesures concrètes nécessaires au succès de cette initiative.

156. Comme indiqué dans le tableau 42, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera une unique révision et des dépenses annuelles supplémentaires à partir de 2022 pour ce qui suit :

- a) les voyages d'au moins 10 experts, dont deux titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale ;
- b) les services de diffusion des réunions sur le Web.

Tableau 42

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/20

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022^a</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Total des ressources nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 24 (Droits humains)			
Voyages de 2 titulaires de mandat à Genève durant 2 jours	—	12 800	12 800
Voyages de 8 experts à Genève durant 2 jours (précédemment, 10 experts durant 3 jours)	47 000	(12 800)	34 200
Total partiel (chapitre 24)	47 000	—	47 000
Chapitre 28 (Communication globale)			
Services de diffusion des réunions sur le Web	—	2 200	2 200
Total partiel (chapitre 28)	—	2 200	2 200
Total	47 000	2 200	49 200

^a Les ressources nécessaires prévues dans le projet de budget-programme pour 2022 se rapportent au mandat sans limitation de durée du Forum social et ne font pas suite à la résolution 47/20.

157. Des ressources ont été prévues pour le Forum social dans le projet de budget-programme pour 2022, **mais il faudra prévoir des ressources supplémentaires annuelles d'un montant de 2 200 dollars au chapitre 28 (Communication globale) du projet de budget-programme pour 2022 et au-delà**. En outre, au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022, il faudra réaffecter des crédits d'un montant de 12 800 dollars prévus à la catégorie Subventions et contributions dans la catégorie Voyages des représentants, sans que cela ait d'incidences financières, pour prendre en compte la rectification apportée par le Forum pour 2022, à savoir l'inclusion de deux titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale et de huit experts au lieu de 10, et la réduction de la durée de leur voyage.

Résolution 47/21

Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des responsables de l'application des lois, grâce à une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales

158. Aux paragraphes 10, 11, 13, 14, 15 et 16 de sa résolution 47/21, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de créer un mécanisme international d'experts indépendants, qui serait composé de trois experts de l'application des lois et des droits de l'homme désignés par son Président, en s'appuyant sur les orientations données par la Haute-Commissaire, afin de promouvoir une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales dans le contexte de l'application des lois à l'échelle mondiale, en particulier en ce qui concerne les séquelles du colonialisme et de la traite transatlantique d'Africains réduits en esclavage, de se pencher sur les réactions des gouvernements face aux manifestations pacifiques contre le racisme et à toutes les violations du droit international des droits de l'homme, et de faire en sorte que les victimes obtiennent justice et réparation ; le mécanisme devrait fonctionner en étroite collaboration avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés, notamment le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine et la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, en vue également d'éviter les doubles emplois ;

b) décidé également que le mécanisme international d'experts indépendants, dont la durée du mandat était fixé à trois ans, serait chargé de faire progresser la justice et l'égalité raciales dans le contexte de l'application des lois dans toutes les régions du monde, notamment en effectuant des visites dans les pays et en menant des activités de sensibilisation et des consultations inclusives avec les États, les personnes et les communautés directement touchées et d'autres parties prenantes, selon une approche intersectionnelle, dans le cadre de laquelle il :

i) examinerait la question du racisme systémique, notamment du racisme structurel et institutionnel dont sont victimes les Africains et les personnes d'ascendance africaine, du recours excessif à la force et des autres violations du droit international des droits de l'homme dont les forces de l'ordre se rendent coupables à l'égard des Africains et des personnes d'ascendance africaine, y compris les tendances, les politiques, les processus et les faits tels que ceux recensés dans le rapport de la Haute-Commissaire et dans le document de séance pertinent ;

ii) examinerait les causes profondes du racisme systémique dans le maintien de l'ordre et dans le système de justice pénale, du recours excessif à la force, du profilage racial et d'autres violations des droits de l'homme qui sont le fait de membres des forces de l'ordre à l'égard d'Africains et de personnes d'ascendance africaine, et comment le droit, les politiques et les pratiques internes peuvent être à l'origine de la fréquence anormalement élevée et du caractère généralisé des interactions entre des membres des forces de l'ordre et les Africains et les personnes d'ascendance africaine ;

iii) ferait des recommandations sur la manière dont les régimes juridiques nationaux encadrant le recours à la force par les forces de l'ordre peuvent être alignés sur les normes établies en matière de droits de l'homme, comme les

Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et les *Lignes directrices des Nations Unies basées sur les droits de l'homme portant sur l'utilisation des armes à létalité réduite dans le cadre de l'application des lois*, et veiller à ce que les membres des forces de l'ordre reçoivent une formation appropriée sur les droits de l'homme afin qu'ils se conforment aux obligations contractées en vertu du droit international ;

iv) ferait des recommandations sur la collecte et la publication de données, assorties de garanties strictes et conformes au droit international, ventilées par appartenance raciale ou origine ethnique des victimes, sur les décès et les blessures graves causés par des membres des forces de l'ordre et sur les poursuites et les condamnations y relatives, ainsi que sur les éventuelles actions disciplinaires, afin de piloter et d'évaluer les mesures prises contre le racisme systémique dans le maintien de l'ordre et le système de justice pénale ;

v) examinerait tout lien entre des mouvements et des individus suprématistes dans le cadre du maintien de l'ordre et du système de justice pénale ;

vi) ferait des recommandations visant à remédier au racisme systémique dans les systèmes d'application des lois et de justice pénale et au déficit de confiance, à renforcer le contrôle institutionnel, à adopter des méthodes différentes et complémentaires en matière d'action policière et de recours à la force, et à inciter à faire le bilan des enseignements tirés de l'expérience ;

vii) ferait des recommandations sur les mesures concrètes à prendre pour garantir l'accès à la justice, l'application du principe de responsabilité, l'existence de recours et l'octroi de réparations face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, y compris grâce à des mécanismes indépendants et bien financés qui seraient chargés d'aider les victimes de violations des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre, ainsi que leur famille et leur communauté ;

viii) suivrait la mise en œuvre des recommandations concernant la fin de l'impunité des violations commises par des membres des forces de l'ordre formulées dans le rapport de la Haute-Commissaire, et recenserait les obstacles qui empêchaient de les mettre en œuvre pleinement ;

ix) travaillerait en coordination avec tous les mécanismes, organes et processus concernés du système des Nations Unies, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi qu'avec les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme et les institutions nationales des droits de l'homme, et renforcerait encore, selon qu'il convenait, le dialogue et la coopération qu'il entretient avec ces entités ;

c) prié le Secrétaire général d'apporter au mécanisme international d'experts indépendants, par l'intermédiaire du HCDH, tout l'appui administratif, technique et logistique et les ressources qui lui sont nécessaires pour s'acquitter de son mandat ;

d) prié la Haute-Commissaire de renforcer et d'élargir le suivi assuré par le HCDH, notamment grâce à sa présence sur le terrain, avec le concours des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernés et des organismes compétents des Nations Unies, afin de continuer à rendre compte du racisme systémique et des violations du droit international des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, de

contribuer au respect de l'obligation de rendre des comptes et à l'octroi de réparations, et d'entreprendre de nouvelles actions au niveau mondial en faveur d'une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales, notamment d'apporter un appui et une assistance renforcée aux États et aux autres parties prenantes, en particulier aux personnes d'ascendance africaine et à leurs organisations, et de donner une plus grande visibilité à ces travaux ;

e) prié la Haute-Commissaire et le mécanisme international d'experts indépendants d'établir l'un et l'autre, tous les ans, un rapport écrit et de les lui présenter conjointement à partir de sa cinquante et unième session, au cours d'un dialogue renforcé qui privilégie la participation des personnes et des communautés directement touchées, y compris les victimes et leurs familles, et de transmettre leurs rapports à l'Assemblée générale ;

f) prié le Secrétaire général de fournir au HCDH un soutien administratif, technique et logistique complet ainsi que les ressources nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat.

159. Les activités et les ressources présentées ci-après seraient nécessaires de 2022 à 2024 pour donner suite aux demandes formulées aux paragraphes 10, 11 et 13 de la résolution.

Mécanisme international d'experts indépendants

160. Comme indiqué dans le tableau 43, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 10, 11 et 13 de la résolution, relatifs à la création du mécanisme international d'experts indépendants, entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires de 2022 à 2024 pour ce qui suit :

a) des renforts en personnel :

i) un nouveau poste de spécialiste des droits de l'homme (P-4) : à la tête du secrétariat du mécanisme international d'experts indépendants, le (la) titulaire sera responsable de gérer le secrétariat et de superviser les activités d'appui aux préparatifs des missions de pays, des consultations et des sessions et à l'établissement des rapports destinés au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, ainsi que de renforcer les dialogues interactifs et de coordonner les travaux du mécanisme avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et tous les organismes concernés des Nations Unies, ainsi qu'avec les mécanismes régionaux de protection des droits de l'homme et les institutions nationales des droits de l'homme ;

ii) deux nouveaux postes de spécialiste des droits de l'homme (P-3), dont les titulaires s'acquitteront des tâches suivantes : soutenir les travaux du mécanisme, notamment en concourant à la mise en œuvre d'activités de sensibilisation et de consultations inclusives avec les personnes et les communautés directement touchées ; organiser et appuyer des visites de pays ; faciliter la coordination des travaux du mécanisme avec toutes les parties prenantes ; contribuer à l'établissement des rapports annuels destinés au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale et à la préparation des dialogues interactifs renforcés pour le Conseil ; appuyer les divers éléments de fond du mandat, notamment examiner la question du racisme systémique dont sont victimes les Africains et les personnes d'ascendance africaine, du recours excessif à la force et des autres violations du droit international des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre à l'encontre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, y compris les tendances, les politiques, les processus et des faits spécifiques, examiner les causes profondes

du racisme systémique dans le secteur du maintien de l'ordre et le système de justice pénale, et formuler des recommandations portant, d'une part, sur la manière dont les régimes juridiques nationaux encadrant le recours à la force par les responsables de l'application des lois peuvent être alignés sur les normes applicables en matière de droits de l'homme, et, d'autre part, s'agissant de lutter contre le racisme systémique dans les systèmes d'application des lois et de justice pénale, sur les mesures concrètes à prendre pour garantir l'accès à la justice, l'application du principe de responsabilité et l'octroi de réparations, ainsi que sur la collecte de données ventilées ;

Sessions annuelles

- b) le voyage à Genève de trois experts du mécanisme qui participeront à une session par an (cinq jours ouvrables) ;
- c) le voyage à Genève d'un(e) titulaire de mandat au titre des procédures spéciales qui participera à une session par an (cinq jours ouvrables) ;
- d) les services de conférence (services d'interprétation lors des sessions annuelles du mécanisme d'experts et services d'ingénierie du son et d'enregistrement) ;

Rapports annuels et dialogue interactif renforcé, à partir de la cinquante et unième session du Conseil des droits de l'homme

- e) le voyage d'un(e) expert(e) à Genève aux fins de la présentation du rapport du mécanisme au Conseil des droits de l'homme et de la participation à un dialogue interactif renforcé (deux jours ouvrables par an) ;
- f) le voyage de deux membres de communautés directement touchées qui participeront au dialogue interactif renforcé (deux jours ouvrables par an) ;
- g) le voyage d'un(e) expert(e) à New York aux fins de la présentation du rapport annuel du mécanisme à l'Assemblée générale (deux jours ouvrables par an) ;
- h) les services de conférence (traitement des rapports annuels du mécanisme d'experts soumis au Conseil des droits de l'homme dans les six langues officielles, y compris édition et traduction) et la transmission des rapports à l'Assemblée générale ;

Visites de pays

- i) le voyage de deux experts et de deux membres du personnel dans le cadre de deux visites de pays par an (10 jours ouvrables chacune) ;
- j) les frais généraux de fonctionnement concernant les services locaux de transport, de sécurité et de communication et les dépenses diverses engagées lors des missions ;
- k) les services de conférence (services d'interprétation) lors des missions ;

Activités de sensibilisation et consultations inclusives

- l) le voyage de deux experts et de deux membres du personnel dans diverses régions (cinq jours ouvrables chacun) aux fins de la tenue d'activités de sensibilisation et de consultations inclusives avec les États, les personnes et les communautés directement touchées et d'autres parties prenantes, ainsi que le voyage de 10 personnes touchées issues des régions concernées (deux par an) ;
- m) les dépenses locales de transport, de sécurité et de communication et des dépenses diverses engagées lors des consultations ;

n) les services de conférence (services d'interprétation) lors des consultations ;

Consultations virtuelles

o) les services de conférence (services d'interprétation) lors des consultations virtuelles (10 par an), y compris les plateformes d'interprétation pour les réunions hybrides.

Tableau 43

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/21 (mécanisme d'experts)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2024^a</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Interprétation simultanée	379 000	—	134 600	134 600	109 800
Documentation d'avant-session	104 400	—	34 800	34 800	34 800
Total partiel (chapitre 2)	483 400	—	169 400	169 400	144 600
Chapitre 24 (Droits humains)					
1 poste P-4 (chef du secrétariat) de 2022 à septembre 2024	470 000	—	113 000	204 000	153 000
2 postes P-3 (appui au mécanisme) de 2022 à septembre 2024	782 200	—	188 200	339 400	254 600
Voyages à Genève de 3 experts qui participeront à une session par an	73 500	—	24 500	24 500	24 500
Voyage à Genève de 1 titulaire de mandat au titre des procédures spéciales qui participera à 1 session par an	24 600	—	8 200	8 200	8 200
Voyage de 1 expert(e) à Genève aux fins de la présentation du rapport du mécanisme au Conseil des droits de l'homme et de la participation au dialogue interactif renforcé	19 200	—	6 400	6 400	6 400
Voyage de 1 expert(e) à New York aux fins de la présentation du rapport annuel du mécanisme à l'Assemblée générale	19 200	—	6 400	6 400	6 400
Voyage de 2 expert(e)s pour deux visites de pays par an	92 000	—	36 800	36 800	18 400
Voyage de 2 expert(e)s pour des activités de sensibilisation et des consultations inclusives avec les États et les personnes et communautés directement touchées (deux par an)	74 500	—	29 800	29 800	14 900
Voyage de 2 membres du personnel pour deux visites de pays par an	57 500	—	23 000	23 000	11 500
Voyage de 2 membres du personnel pour des activités de sensibilisation et des consultations inclusives avec les États et les personnes et communautés directement touchées (deux par an)	45 000	—	18 000	18 000	9 000

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2024^a</i>
Voyage de 2 membres de communautés directement touchées participant au dialogue interactif renforcé à Genève (chaque année)	25 500	–	8 500	8 500	8 500
Voyage de 10 personnes touchées issues des régions concernées participant aux activités de sensibilisation inclusives (deux par an)	225 000	–	90 000	90 000	45 000
Frais généraux de fonctionnement : services locaux de transport, sécurité, communication et dépenses diverses engagées lors des missions	40 000	–	16 000	16 000	8 000
Services de conférence (services d'interprétation) lors des missions	10 000	–	4 000	4 000	2 000
Frais généraux de fonctionnement : services locaux de transport, sécurité, communication et dépenses diverses engagées lors des activités de sensibilisation et des consultations inclusives	40 000	–	16 000	16 000	8 000
Services de conférence (services d'interprétation) lors des activités de sensibilisation et des consultations	10 000	–	4 000	4 000	2 000
Total partiel (chapitre 24)	2 008 200	–	592 800	835 000	580 400
Chapitre 29E [Administration (Genève)]					
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	10 500	–	3 500	3 500	3 500
Frais liés aux réunions hybrides	100 200	–	33 400	33 400	33 400
Total partiel (chapitre 29E)	110 700	–	36 900	36 900	36 900
Total	2 602 300	–	799 100	1 041 300	761 900

^a Les ressources nécessaires pour 2024 tiennent compte du fait que le mandat de trois ans du mécanisme d'experts prendra fin au terme de la cinquante-septième session du Conseil des droits de l'homme.

161. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 799 100 dollars, relatives au mécanisme d'experts, à raison de 169 400 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 592 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 36 900 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

162. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 169 400 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 835 000 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains) et de 36 900 dollars au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)] seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023, et des dépenses non renouvelables d'un montant de 144 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 580 400 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains) et de 36 900 dollars au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)] seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2024.

Capacité du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

163. Comme indiqué dans le tableau 44, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 14 et 15 de la résolution, relatifs au renforcement et à l'élargissement du suivi assuré par le HCDH ainsi qu'à l'établissement de rapports annuels, entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et des dépenses annuelles à compter de 2022 pour ce qui suit :

- a) des renforts en personnel :
 - i) la reconduction de l'engagement d'un(e) coordonnateur(trice) de l'équipe chargée des questions de justice raciale (P-4) [emploi de temporaire (autre que pour les réunions) en 2021, qui sera transformé en poste en 2022]. Le (la) coordonnateur(trice) assurera la gestion globale de l'équipe chargée des questions de justice raciale (secrétariat du mécanisme d'experts indépendants et nouvelle capacité du HCDH), en s'appuyant sur la résolution 43/1 du Conseil, et coordonnera l'appui et l'assistance accrus apportés aux États et aux autres parties prenantes. Il lui incombera également de veiller à ce que les tâches soient exécutées conformément aux objectifs stratégiques convenus, notamment en faisant en sorte que les compétences acquises par le Haut-Commissariat enrichissent l'action du mécanisme d'experts indépendants et que les travaux, les conclusions et les recommandations du mécanisme éclairent les travaux des autres services du HCDH. Il lui appartiendra enfin d'accroître la visibilité des questions de justice raciale, au sein et en dehors du HCDH, y compris à l'échelle du système des Nations Unies dans son ensemble ;
 - ii) la reconduction d'un emploi de personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) en 2021, qui sera transformé en poste en 2022, dont le (la) titulaire s'acquittera des tâches suivantes : diriger les travaux de suivi, de recherche, d'analyse et d'établissement des rapports, notamment par l'intermédiaire des présences sur le terrain du HCDH, afin de continuer à rendre compte du racisme systémique et des violations du droit international des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, de contribuer au respect de l'obligation de rendre des comptes et à l'octroi de réparations, et d'entreprendre de nouvelles mesures, à l'échelle mondiale, dans le cadre du programme de transformation en quatre points pour la justice et l'égalité raciales ;
 - iii) la reconduction de deux emplois de personnel temporaire (autres que pour les réunions) (P-3), qui seront transformés en poste en 2022, dont les titulaires seront chargés, au Siège, de mener des recherches et des analyses sur le racisme systémique et sur les violations du droit international des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine, et de contribuer au respect de l'obligation de rendre des comptes et à l'octroi de réparations à l'échelle mondiale ;
 - iv) la création, à compter de 2022, de cinq postes de conseiller(ère) régional(e) (P-3) dans les bureaux régionaux (un par région), pour les questions liées à la lutte contre le racisme et à la protection des minorités, y compris les personnes d'ascendance africaine ; la création d'un emploi d'agent(e) des services généraux (Autres classes), dont le (la) titulaire sera responsable d'assurer le secrétariat de l'équipe chargée des questions de justice raciale (secrétariat du mécanisme d'experts indépendants et nouvelle capacité du HCDH) ;

Missions et consultations

b) le voyage de deux membres du personnel dans diverses régions, depuis Genève, afin de renforcer et d'élargir le suivi et d'apporter un appui et une assistance accrus aux États et aux autres parties prenantes, en particulier aux personnes d'ascendance africaine et à leurs organisations, ainsi que le voyage de 10 participants provenant des régions concernées (deux fois par an pendant cinq jours ouvrables) ;

c) le voyage de deux membres du personnel, depuis deux présences sur le terrain dans les régions, afin de renforcer et d'élargir le suivi et d'apporter un appui et une assistance accrus aux États et aux autres parties prenantes, en particulier aux personnes d'ascendance africaine et à leurs organisations, ainsi que le voyage de 10 participants provenant des régions concernées (deux fois par an pendant cinq jours ouvrables) ;

d) les frais généraux de fonctionnement concernant les services locaux de transport, de sécurité et de communication et les dépenses diverses engagées lors des missions ;

e) les services de conférence (services d'interprétation) lors des missions ;

Consultations virtuelles et rapport à compter de la cinquante et unième session

f) les services de conférence (services d'interprétation) lors des consultations virtuelles (10 par an), y compris les plateformes d'interprétation ;

g) les services de conférence (traitement du rapport annuel destiné au Conseil des droits de l'homme dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 44

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/21 (capacité du HCDH)

(En dollars des États-Unis)

	Ressources annuelles supplémentaires nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022	Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 et au-delà
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)						
Interprétation simultanée lors des consultations virtuelles	49 600	—	24 800	—	49 600	49 600
Documentation d'avant-session	27 700	—	—	—	27 700	27 700
Total partiel (chapitre 2)	77 300	—	24 800	—	77 300	77 300

Chapitre 24 (Droits humains)

1 coordonnateur(trice) de l'équipe chargée des questions de justice raciale (P-4) ^a	204 000	—	102 000	—	204 000	204 000
1 P-4 aux fins de la direction des travaux de suivi, de recherche, d'analyse et d'établissement des rapports, notamment par	204 000	—	102 000	—	204 000	204 000

	<i>Ressources annuelles supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 et au-delà</i>
l'intermédiaire des présences sur le terrain du HCDH ^a						
2 P-3 au Siège aux fins de la réalisation de travaux de recherche et d'analyse sur le racisme systémique ^a	339 400	—	169 800	—	339 400	339 400
1 G(AC) aux fins de la prestation de services de secrétariat à l'équipe chargée des questions de justice raciale ^a	134 500	—	67 300	—	134 500	134 500
1 poste de conseiller(ère) régional(e) (P-3) à Bangkok	169 900	—	—	—	85 000	169 900
1 poste de conseiller(ère) régional(e) (P-3) à Beyrouth	215 800	—	—	—	107 900	215 800
1 poste de conseiller(ère) régional(e) (P-3) à Santiago	156 500	—	—	—	78 300	156 500
1 poste de conseiller(ère) régional(e) (P-3) à Bruxelles	168 000	—	—	—	84 000	168 000
1 poste de conseiller(ère) régional(e) (P-3) à Pretoria	168 400	—	—	—	84 200	168 400
Voyage de 4 membres du personnel, 2 depuis Genève et 2 depuis deux présences sur le terrain, à destination de diverses régions pour renforcer et élargir le suivi et apporter un appui et une assistance accrus aux États et aux autres parties prenantes (deux fois par an)	36 000	—	18 000	—	36 000	36 000
Voyage de 10 personnes issues des régions concernées aux fins de leur participation à 4 réunions par an	180 000	—	90 000	—	180 000	180 000
Frais généraux de fonctionnement : services locaux de transport, sécurité, communication et dépenses diverses engagées lors des missions	32 000	—	16 000	—	32 000	32 000
Services de conférence (services d'interprétation) lors des missions	8 000	—	4 000	—	8 000	8 000
Total partiel (chapitre 24)	2 016 500	—	569 100	—	1 577 300	2 016 500
Chapitre 29E [Administration (Genève)]						
Frais liés aux réunions hybrides	33 400	—	16 700	—	33 400	33 400
Total partiel (chapitre 29E)	33 400	—	16 700	—	33 400	33 400
Total	2 127 200	—	610 600	—	1 688 000	2 127 200

^a Maintien de l'emploi de temporaire (autres que pour les réunions) pendant six mois en 2021 et transformation en poste en 2022.

164. Les ressources correspondantes, relatives au renforcement et à l'élargissement du suivi assuré par le HCDH, n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Un montant de 610 600 dollars afférant à 2021 sera imputé sur les crédits approuvés. **Il faudra toutefois prévoir des ressources supplémentaires de 1 688 000 dollars, à raison de 77 300 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 1 577 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 33 400 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

165. Des crédits d'un montant de 77 300 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 2 016 500 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains) et de 33 400 dollars au titre du chapitre 29E [Administration (Genève)] seront demandés dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/23

Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme

166. Aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 47/23, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié le HCDH d'organiser deux consultations d'experts afin d'examiner les liens entre les droits de l'homme et les processus de normalisation technique relatifs aux nouvelles technologies numériques et les modalités d'application concrète des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme aux activités des entreprises technologiques, et de lui faire rapport sur ces sujets à ses cinquantième et cinquante-troisième sessions, en rendant compte des discussions tenues de manière inclusive et complète ;

b) prié également le HCDH, lorsqu'il préparerait les consultations d'experts et établirait les rapports susmentionnés, de solliciter la contribution d'acteurs de diverses régions géographiques, notamment des États, des organisations internationales et régionales, du Comité consultatif, des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, des organes conventionnels, d'autres organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, notamment de l'Union internationale des télécommunications, d'autres organismes de normalisation et du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, des institutions nationales des droits de l'homme, de la société civile, du secteur privé, des milieux techniques et des établissements universitaires, et de tenir compte des travaux déjà menés sur la question.

167. Comme indiqué dans le tableau 45, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-2 pendant trois mois en 2022, qui sera chargé de préparer des contributions de fond, d'organiser une consultation et de participer à la rédaction d'un rapport sur les modalités d'application concrète des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme aux activités des entreprises technologiques ;

b) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pendant huit mois (trois mois en 2022 sur les modalités d'application concrète des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme aux activités des entreprises technologiques, et cinq mois en 2023 sur les liens entre les droits de

l'homme et les processus de normalisation technique relatifs aux nouvelles technologies numériques) ; les attributions seront les suivantes : assurer la liaison et les consultations avec tous les acteurs de diverses régions géographiques, notamment les États Membres, les organisations internationales et régionales, le Comité consultatif, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, les organes conventionnels, d'autres organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, dont l'Union internationale des télécommunications et d'autres organismes de normalisation, dans le cadre de leurs mandats respectifs, le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, les institutions nationales des droits de l'homme, la société civile, le secteur privé, les milieux techniques et des établissements universitaires ; mener des recherches et des analyses ; conceptualiser, notamment en préparant des contributions de fond, et organiser deux consultations sur les modalités d'application concrète des Principes directeurs aux activités des entreprises technologiques et sur les liens entre les droits de l'homme et les processus de normalisation technique relatifs aux nouvelles technologies numériques ; établir deux rapports du HCDH. Les travaux prescrits en matière de normalisation technique nécessitent, de la part du HCDH, des recherches et des activités approfondies dans un domaine technique et nouveau, notamment un travail important de développement de réseaux et des connaissances et compétences sur les acteurs et les processus techniques pertinents, soit des éléments qui ne sont pas disponibles en interne actuellement ;

c) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de la catégorie des agents des services généraux (Autres classes) qui sera chargé, pour une durée de quatre mois (deux mois en 2022 et deux mois en 2023), d'aider à organiser les deux consultations et les voyages des participants ;

d) les voyages à Genève de 14 participants aux deux consultations de deux jours (sept participants en 2022 et sept en 2023) ;

e) les services de conférence (interprétation pendant quatre jours au total, à raison de deux jours pour chacune des deux consultations en 2022 et en 2023, ingénierie du son et services d'enregistrement, et traitement des rapports dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, en 2022 et en 2023).

Tableau 45

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/23

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Interprétation simultanée	48 400	–	24 200	24 200
Documentation d'après-session	55 400	–	27 700	27 700
Total partiel (chapitre 2)	103 800	–	51 900	51 900
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) :				
1 P-2 pour 3 mois	36 900	–	36 900	–

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) :				
1 P-4 pour 8 mois (3 mois en 2022 et 5 mois en 2023)	150 600	–	56 500	94 100
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) :				
1 G(AC) pour 4 mois (2 mois en 2022 et 2 mois en 2023)	50 800	–	25 400	25 400
Voyages de 7 participants à des consultations de deux jours en 2022 et en 2023	59 800	–	29 900	29 900
Total partiel (chapitre 24)	298 100	–	148 700	149 400
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	2 800	–	1 400	1 400
Total partiel (chapitre 29E)	2 800	–	1 400	1 400
Total	404 700	–	202 000	202 700

168. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 202 000 dollars, à raison de 51 900 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 148 700 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 400 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

169. Des ressources destinées à financer des dépenses non renouvelables de 202 700 dollars, à raison de 51 900 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 149 400 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 400 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)], seront demandées dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/24

Droits de l'homme et changements climatiques

170. Aux paragraphes 10, 11, 13 et 14 de sa résolution 47/24, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé d'inscrire au programme de travail de sa cinquantième session, compte tenu des différents éléments figurant dans la résolution, une réunion-débat concernant les effets néfastes des changements climatiques sur l'exercice plein et effectif des droits de l'homme par les personnes vulnérables, ainsi que les bonnes pratiques et les enseignements en matière de promotion et de protection des droits des personnes vulnérables, et décidé également que des services d'interprétation en langue des signes et de sous-titrage seraient fournis à cette réunion ;

b) décidé également de prévoir dans son programme de travail annuel commençant en 2023 suffisamment de temps, et au minimum une réunion-débat, pour examiner divers thèmes particuliers se rapportant aux effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'homme, et décidé en outre que des services

d'interprétation en langue des signes et de sous-titrage seraient fournis à cette réunion ;

c) prié le Haut-Commissariat de lui présenter un compte rendu de la réunion-débat à sa cinquante-deuxième session, et de faire en sorte que celui-ci soit disponible sous des formes accessibles, notamment en langue simplifiée et en langue facile à lire et à comprendre ;

d) prié le Secrétaire général, agissant en concertation avec les États, ses procédures spéciales, l'Organisation mondiale de la Santé, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation météorologique mondiale et d'autres organisations internationales et organes intergouvernementaux compétents, dont le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ainsi que d'autres parties prenantes, de lui soumettre à sa cinquantième session un rapport sur les effets néfastes des changements climatiques sur l'exercice plein et effectif des droits de l'homme par les personnes vulnérables, et prié également le Secrétaire général de faire en sorte que celui-ci soit disponible sous des formes accessibles, notamment en langue simplifiée et en langue facile à lire et à comprendre.

171. Comme indiqué dans le tableau 46, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3), qui exécutera, pendant trois mois, les tâches suivantes : organiser une réunion-débat concernant les effets néfastes des changements climatiques sur l'exercice plein et effectif des droits de l'homme par les personnes vulnérables ; établir une note de cadrage en consultation avec toutes les parties concernées ; identifier et inviter les experts compétents ; coordonner et étudier les notes d'information pour la réunion-débat ; établir le compte rendu ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, interprétation en signes internationaux et sous-titrage) pendant la réunion-débat ;

c) un contrat de vacataire (P-3) d'une durée de trois semaines, dont le (la) titulaire sera chargé(e) d'établir le rapport succinct sous une forme accessible (en langue simplifiée et facile à lire et à comprendre).

Tableau 46

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/24

(En dollars des États-Unis)

	Total des ressources nécessaires	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022	Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Services d'accessibilité	11 100	—	11 100	—
Documentation d'après-session	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	38 800	—	11 100	27 700

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) :				
1 P-3 pour 3 mois	47 000	–	47 000	–
Vacataire chargé(e) d'établir le rapport/l'étude en langue simplifiée et facile à lire	4 800	–	–	4 800
Total partiel (chapitre 24)	51 800	–	47 000	4 800
Total	90 600	–	58 100	32 500

172. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 58 100 dollars, à raison de 11 100 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.**

173. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 32 500 dollars, à raison de 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 4 800 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains), seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 47/25

Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme

174. Au paragraphe 16 de sa résolution 47/25, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire d'élaborer, en consultation avec les États, les organismes des Nations Unies et toutes les autres parties concernées, un rapport de suivi sur les bonnes pratiques et les difficultés qui se posent concernant l'application d'une approche fondée sur les droits humains à l'élimination de la mortalité et de la morbidité maternelles évitables, y compris au moyen de l'utilisation du guide technique par les États et les autres acteurs intéressés, notamment le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation mondiale de la Santé, et de le lui présenter à sa cinquante-quatrième session.

175. Comme indiqué dans le tableau 47, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pendant quatre mois en 2022 : le (la) titulaire aura pour mission de recueillir des données et des informations sur les bonnes pratiques et les difficultés qui se posent concernant l'application d'une approche fondée sur les droits humains à l'élimination de la mortalité et de la morbidité maternelles évitables, y compris au moyen de l'utilisation du guide technique, et de consulter les organismes des Nations Unies et toutes les autres parties concernées en vue de l'établissement du rapport de suivi et de la formulation des recommandations, selon le cas ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction) nécessaires en 2023.

Tableau 47

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 47/25

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Documentation d'après-session	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-4) pour 4 mois	75 300	—	75 300	—
Total partiel (chapitre 24)	75 300	—	75 300	—
Total	103 000	—	75 300	27 700

176. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 75 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

177. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Décision 47/114**Consolidation de la documentation du Conseil des droits de l'homme**

178. Aux paragraphes 1, 2 et 3 de sa décision 47/114, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé qu'il serait établi des comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles il se prononçait sur des propositions et adoptait le rapport sur les travaux de chaque session, à partir de sa quarante-huitième session ;

b) décidé également que, dans le cas où des observateurs n'auraient pas eu la possibilité, à la fin de la session, de formuler leurs observations générales, la demande qu'ils avaient faite en vue de prendre la parole serait consignée dans les comptes rendus analytiques de la séance, et que toute déclaration non prononcée sur une proposition adoptée, ou toute partie de celle-ci, qui était officiellement communiquée au secrétariat selon les modalités établies par ce dernier, serait rendue accessible conformément aux pratiques en vigueur au sein de l'Organisation des Nations Unies ;

c) demandé au secrétariat, si une inexactitude factuelle était constatée dans le compte rendu analytique par l'État concerné, de publier un rectificatif technique.

179. Comme indiqué dans le tableau 48, l'exécution des activités prescrites par la décision entraînera des dépenses annuelles supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit : les services de conférence pour le traitement des comptes rendus analytiques dans les six langues officielles, y compris l'édition et la traduction, à raison de six séances par session du Conseil des droits de l'homme (deux séances en 2021), à compter de la quarante-huitième session, et ce, tous les ans.

Tableau 48

Ressources nécessaires à l'application de la décision 47/114

(En dollars des États-Unis)

	Ressources supplémentaires nécessaires	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources annuelles supplémentaires nécessaires à compter de 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Établissement et traitement des comptes rendus analytiques dans les six langues officielles, y compris édition et traduction	496 400	–	124 100	–	372 300
Total	496 400	–	124 100	–	372 300

180. Il convient de noter que, si les sessions du Conseil des droits de l'homme continuent de donner droit à la production de comptes rendus analytiques, l'établissement de tels comptes rendus pour les séances du Conseil et de son Comité consultatif a été reporté *sine die* [A/66/6 (Sect. 2), par. 2.56 a)].

181. Par conséquent, les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les ressources nécessaires pour 2021 seront imputées sur les crédits approuvés. **Il faudra toutefois prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses annuelles de 372 300 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du budget-programme pour 2022.**

D. Trente et unième session extraordinaire**Résolution S-31/1****Renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme en Afghanistan**

182. Au paragraphe 9 de sa résolution S-31/1, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui présenter, à sa quarante-huitième session, un rapport oral sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, et de lui présenter, à sa quarante-neuvième session, un rapport écrit complet portant notamment sur l'application du principe de responsabilité à l'égard de tous ceux qui avaient commis des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits dans le cadre du conflit, avant la tenue d'un dialogue.

183. Comme indiqué dans le tableau 49, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour sept mois, qui serait chargé(e) d'établir le rapport oral sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan que la Haute-Commissaire présentera au Conseil des droits de l'homme à sa quarante-huitième session et le rapport écrit qu'elle lui présentera à sa quarante-neuvième session, qui portera notamment sur l'application du principe de responsabilité à l'égard de tous ceux qui ont commis des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits dans le cadre du conflit et sera examiné avant la tenue d'une dialogue. Le (la) titulaire s'acquitterait notamment des tâches suivantes : interroger des témoins et des victimes de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits ; recueillir des informations sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, ainsi que sur leurs auteurs à partir de sources primaires et secondaires ; analyser des informations de source publique ;
- b) les trois missions de cinq jours chacune (deux en 2021 et une en 2022) qu'un membre du personnel effectuera dans des lieux pertinents en Afghanistan (si l'accès lui est accordé) ou dans des pays voisins ou des pays accueillant des membres de la diaspora afghane pour recueillir des informations, interroger des victimes et des témoins et collecter des renseignements auprès d'organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales ;
- c) les voyages des témoins et les dépenses connexes ;
- d) les services d'interprétation et de traduction qui seront assurés par des locaux pendant les missions ;
- e) les services de conférence (traitement, dans les six langues officielles, d'un rapport type de 8 500 mots devant être soumis au Conseil à sa quarante-neuvième session, y compris édition et traduction).

Tableau 49

Ressources nécessaires à l'application de la résolution S-31/1

(En dollars des États-Unis)

	Montant nécessaire	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-session	27 700	—	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	—	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour 7 mois	131 800	—	75 300	—	56 500
Voyages du personnel	13 500	—	9 000	—	4 500
Interprétation et traduction pendant les missions	9 900	—	6 600	—	3 300
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	21 800	—	14 500	—	7 300

	Montant nécessaire	Ressources prévues au budget de 2021	Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021	Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022	Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022
Total partiel (chapitre 24)	177 000	–	105 400	–	71 600
Total	204 700	–	105 400	–	99 300

184. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Un montant de 105 400 dollars afférant à 2021 sera imputé sur les crédits approuvés ; **toutefois, il faudra prévoir des ressources supplémentaires d'un montant de 99 300 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 71 600 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

E. Quarante-huitième session

Résolution 48/1

Situation des droits de l'homme en Afghanistan

185. Aux paragraphes 12, 13 et 15 de sa résolution 48/1, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de nommer, pour une période d'un an, un rapporteur spécial qui serait chargé de suivre l'évolution de la situation des droits de l'homme en Afghanistan, et de lui confier le mandat suivant :

- i) rendre compte de l'évolution de la situation des droits de l'homme et faire des recommandations pour l'améliorer ;
- ii) aider l'Afghanistan à s'acquitter des obligations en matière de droits de l'homme découlant des traités internationaux qu'il avait ratifiés ;
- iii) offrir un soutien et des conseils à la société civile ;
- iv) rechercher des informations auprès de toutes les parties prenantes concernant la situation des droits de l'homme en Afghanistan, recevoir de telles informations, les examiner et y donner suite ;
- v) tenir compte des questions liées au genre et adopter une approche axée sur les victimes dans l'ensemble des travaux menés au titre de son mandat ;
- vi) soumettre un rapport écrit au Conseil des droits de l'homme à sa cinquante et unième session et à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session, conformément à leurs programmes de travail respectifs ;

b) décidé qu'afin de pouvoir commencer à s'acquitter de son mandat dans les circonstances particulières actuelles, le Rapporteur spécial pourrait bénéficier de services spécialisés supplémentaires que le Haut-Commissariat mettrait à sa disposition, en particulier dans les domaines concernant l'établissement des faits, l'analyse juridique, les droits des femmes et des filles, les droits des membres de minorités, le droit à l'éducation, la médecine légale et la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

c) prié le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de fournir au Rapporteur spécial l'aide et les ressources dont il aurait besoin pour s'acquitter pleinement de son mandat.

186. Comme indiqué dans le tableau 50, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

- a) les voyages annuels du Rapporteur spécial :
 - i) trois voyages à Genève de cinq jours ouvrables chacun (présentation du rapport au Conseil, tenue de consultations annuelles avec des pays, le Haut-Commissariat et les parties concernées, et participation à la réunion annuelle des rapporteurs/représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail chargés des procédures spéciales du Conseil) ;
 - ii) un voyage de cinq jours ouvrables à New York (présentation du rapport à l'Assemblée générale) ;
 - iii) deux visites de pays de 10 jours ouvrables chacune ;
- b) les voyages de deux membres du personnel accompagnant le titulaire du mandat lors de ses missions dans des pays (2 missions de 10 jours ouvrables chacune par an) ;
- c) les dépenses locales de transport, de sécurité et de communication et des dépenses diverses engagées lors des missions ;
- d) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) basé à Genève :
 - i) un(e) conseiller(ère) juridique (P-4) pour sept mois, qui serait chargé(e) : de conseiller l'équipe sur les questions relatives au cadre juridique applicable ; d'analyser les informations pertinentes existantes et de déterminer les normes juridiques applicables à la situation en Afghanistan ; d'examiner régulièrement les informations recueillies par tous les membres de l'équipe afin de déceler toute lacune ; de cerner les tendances et constantes pour ce qui est des violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits, ainsi que des violations du droit pénal international et du droit international humanitaire ; de demander les informations supplémentaires nécessaires au respect des seuils légaux et d'ajuster le travail en conséquence ; de contribuer à la production des rapports finaux et, dans la mesure du possible, d'effectuer des recherches et de rédiger les chapitres de ces rapports relatifs à l'analyse juridique, ainsi qu'à la lutte contre l'impunité et aux solutions pouvant être appliquées à cette fin ;
 - ii) un(e) conseiller(ère) pour les questions de genre (P-4) pour sept mois, qui doit avoir des connaissances approfondies dans le domaine du suivi et de l'établissement de rapports et qui apporterait un soutien aux fins de la prise en compte des questions de genre et de l'adoption d'une approche centrée sur les victimes à toutes les étapes des travaux du Rapporteur spécial. En outre, il (elle) exécuterait les tâches suivantes : donner conseil sur les dimensions de genre des violations des droits de l'homme, notamment en effectuant des analyses des questions de genre et en proposant des formations aux entretiens et aux activités de collecte d'informations ; recueillir des informations sur les questions relatives aux droits humains des femmes et sur les questions de genre directement liées au mandat ; veiller à ce que les informations, les analyses et les rapports portant sur les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et d'autres violations des droits humains fondées sur le genre et atteintes à ces droits soient dûment consignés, collectés et préservés, et à ce que les incidences

des violations en fonction du sexe des victimes soient évaluées, constatées, analysées et signalées ;

iii) un(e) spécialiste des droits de l'homme (P-3) pour sept mois, qui doit avoir une connaissance approfondie des droits économiques, sociaux et culturels, en particulier le droit à l'éducation, et qui s'acquitterait des fonctions suivantes : mener des recherches et produire des rapports analytiques portant sur des questions relatives au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, en mettant en particulier l'accent sur la protection et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels ; effectuer des recherches et des analyses de fond portant sur des questions et des événements concernant les droits de l'homme et en évaluer l'incidence sur la situation des droits de l'homme ; rassembler et analyser la documentation existante en ce qui concerne les problèmes liés aux droits de l'homme en Afghanistan. En outre, il (elle) aiderait le titulaire du mandat à accomplir sa mission et, à cette fin, préparerait des séminaires, établirait des éléments de langage, des communications, des notes d'information et des déclarations à la presse, faciliterait les visites de pays, accompagnerait le titulaire du mandat en mission dans la région ou dans le pays et contribuerait à l'élaboration des rapports destinés au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale ;

iv) un(e) spécialiste des droits de l'homme (P-3) pour sept mois, qui doit avoir une connaissance approfondie des droits des groupes minoritaires ethniques, religieux et linguistiques et qui s'acquitterait des fonctions suivantes : planifier et coordonner les activités liées au mandat du Rapporteur spécial ; mener des recherches et produire des rapports analytiques portant sur des questions relatives au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, en mettant l'accent sur les problèmes liés à la protection des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques dans le pays ; effectuer des recherches et des analyses de fond portant sur des questions et des événements concernant les droits de l'homme et en évaluer l'incidence sur la situation des droits de l'homme ; rassembler et analyser la documentation existante en ce qui concerne les problèmes liés aux droits de l'homme en Afghanistan ;

v) un(e) consultant(e) en criminalistique (classe C) pour quatre mois, qui doit avoir une connaissance approfondie de la criminalistique et des questions relatives à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il (elle) serait chargé(e) de fournir des services consultatifs et des services de renforcement des capacités locales et d'appui technique en matière de criminalistique, notamment en ce qui concerne : la collecte d'éléments de preuve sur les crimes sexuels et fondés sur le genre, et sur les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; la collecte d'éléments de preuve sur les décès violents d'origine criminelle ; le maintien de la chaîne de conservation de tous les éléments de preuve rassemblés ; le contrôle de la qualité des procédures médico-légales ; le respect de la procédure d'obtention de preuves ;

e) Les services de conférence (traitement des rapports annuels dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation pendant les missions sur le terrain).

Tableau 50

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/1

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	—	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	—	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	—	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 2 P-4 pour 7 mois (Genève)	263 600	—	263 600
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 2 P-3 pour 7 mois (Genève)	219 300	—	219 300
Consultants : 1 consultant(e) de classe C pour 4 mois	35 600	—	35 600
Voyages annuels du titulaire du mandat : 3 voyages à Genève et 1 à New York, et 2 visites de pays	51 100	—	51 100
Voyages de 2 membres du personnel accompagnant le titulaire du mandat lors de ses missions dans des pays	23 000	—	23 000
Dépenses locales : transports, sécurité, communication, divers	16 000	—	16 000
Total partiel (chapitre 24)	608 600	—	608 600
Total	824 200	—	824 200

187. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 824 200 dollars, à raison de 215 600 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 608 600 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/2**Participation aux affaires politiques et publiques dans des conditions d'égalité**

188. Au paragraphe 10 de sa résolution 48/2, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissariat :

- a) d'organiser, avant sa cinquante-quatrième session, un atelier intersessions d'une journée pour examiner les difficultés rencontrées, les bonnes pratiques

observées et l'expérience acquise dans la réalisation du droit de participer aux affaires publiques, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et du relèvement après la pandémie, y compris la manière dont la participation contribuait à garantir la santé publique ;

b) d'engager les États, les organes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, les organisations de la société civile, les milieux universitaires, les institutions nationales des droits de l'homme et d'autres parties intéressées à participer activement à cet atelier ;

c) d'établir un rapport de synthèse sur cet atelier, comprenant toutes les recommandations formulées à cette occasion, afin de faciliter la relance, et de le lui soumettre à sa cinquante-quatrième session.

189. Comme indiqué dans le tableau 51, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour quatre mois et 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour un mois, qui exécuteraient les tâches suivantes : établir la note de cadrage de l'atelier, dresser la liste des experts compétents et les inviter à l'atelier, coordonner l'établissement des notes de synthèse pour l'atelier et examiner celles-ci, faciliter le voyage des experts, organiser le lieu de réunion, gérer l'inscription des participants et établir le rapport de synthèse sur l'atelier, y compris les recommandations qui seront formulées à cette occasion ;

b) les voyages d'une journée à Genève d'un titulaire de mandat et de cinq experts, qui participeront à l'atelier ;

c) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation), ainsi que les services d'appui aux réunions hybrides/virtuelles et les services d'ingénierie du son et d'enregistrement pendant l'atelier intersessions d'une journée.

Tableau 51

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/2

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	12 100	—	12 100
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	39 800	—	39 800
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 4 mois	62 700	—	62 700
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour 1 mois	12 700	—	12 700

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Voyage de 1 titulaire de mandat	5 800	–	5 800
Voyages de 5 experts	19 200	–	19 200
Total partiel (chapitre 24)	100 400	–	100 400
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	700	–	700
Service d'appui aux réunions hybrides/virtuelles pour 1 jour (10 participants virtuels)	1 800	–	1 800
Total partiel (chapitre 29E)	2 500	–	2 500
Total	142 700	–	142 700

190. Des ressources destinées à financer des dépenses non renouvelables de 142 700 dollars nécessaires pour 2023, à raison de 39 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 100 400 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 2 500 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)], seront demandées dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 48/3

Les droits humains des personnes âgées

191. Aux paragraphes 13 et 14 de sa résolution 48/3, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir, en consultation avec les États, les mécanismes régionaux, les organes conventionnels, les institutions nationales des droits de l'homme, les organismes des Nations Unies concernés et les organisations de la société civile, un rapport sur les normes et obligations découlant du droit international en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes âgées, de le lui soumettre à sa quarante-neuvième session et de le mettre à disposition dans des formats accessibles, notamment en langue simplifiée et sous forme facile à lire et à comprendre ;

b) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser une réunion multipartite, pleinement accessible aux personnes handicapées, avec la participation de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme, d'experts des droits de l'homme et de représentants experts des États Membres, des organes conventionnels et des titulaires de mandat au titre de procédures spéciales, des mécanismes régionaux, des entités des Nations Unies, du monde universitaire, des institutions nationales des droits de l'homme et de la société civile, y compris avec une participation effective et réelle de personnes âgées et de personnes d'âges différents, l'objectif de la réunion étant d'examiner le rapport et d'établir un résumé assorti de conclusions comprenant des recommandations sur les moyens de remédier aux éventuelles lacunes et au caractère dispersé du droit international des droits de

l'homme en ce qui concerne les personnes âgées, et de lui soumettre le rapport avant sa cinquante et unième session.

192. Comme indiqué dans le tableau 52, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour cinq mois en 2022, qui exécuterait les tâches suivantes : établir le rapport sur les normes et obligations découlant du droit international en ce qui concerne la promotion et la protection des droits humains des personnes âgées ; planifier et organiser la réunion multipartite de deux jours, y compris l'établissement de documents de référence tels que l'ordre du jour et la note cadrage en consultation avec toutes les parties concernées ; dresser la liste des experts et des parties prenantes compétents et les inviter à la réunion ; établir le rapport de synthèse de celle-ci ;

b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour deux mois, qui fournirait un appui administratif et logistique à l'organisation de la réunion multipartite de deux jours, y compris l'organisation des voyages ;

c) les voyages à Genève de 15 experts, dont 4 titulaires de mandat, qui participeront à la réunion multipartite ;

d) les services de conférence (traitement des rapports dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation, interprétation en signes internationaux et sous-titrage) pendant la réunion multipartite de deux jours, ainsi que les services d'ingénierie du son et d'enregistrement ;

e) un(e) vacataire pour deux semaines, qui serait chargé(e) de mettre à disposition le rapport sur les normes et obligations découlant du droit international en ce qui concerne la promotion et la protection des droits humains des personnes âgées dans un format accessible, notamment en langue simplifiée et sous forme facile à lire et à comprendre.

Tableau 52

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/3

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation pendant une réunion de 2 jours avec services d'accessibilité	41 100	—	41 100
Documentation d'avant-session (2 rapports, à présenter aux quarante-neuvième et cinquante et unième sessions du Conseil)	55 400	—	55 400
Total partiel (chapitre 2)	96 500	—	96 500

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour 5 mois en 2022	94 100	—	94 100
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour 2 mois en 2022	25 400	—	25 400
Voyages de 4 représentants devant participer à la réunion de 2 jours prévue à Genève	25 500	—	25 500
Voyages de 15 personnes devant participer à la réunion de 2 jours prévue à Genève	64 100	—	64 100
Vacataire pour 2 semaines (production du rapport sous une forme accessible et facile à lire et à comprendre)	3 200	—	3 200
Total partiel (chapitre 24)	212 300	—	212 300
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement pour 2 jours	1 400	—	1 400
Total partiel (chapitre 29E)	1 400	—	1 400
Total	310 200	—	310 200

193. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 310 200 dollars, à raison de 96 500 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 212 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 400 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/4

Droit à la vie privée à l'ère du numérique

194. Aux paragraphes 11 et 12 de sa résolution 48/4, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport écrit présentant les tendances et les difficultés récentes liées au droit à la vie privée, notamment celles dont il était question dans la résolution, afin de mettre en évidence et d'explicitier les principes, les garanties et les meilleures pratiques en matière de droits de l'homme qui s'y rapportaient, et de lui soumettre ce rapport à sa cinquante et unième session, avant la tenue d'un dialogue sur la question ;

b) demandé au Haut-Commissariat, lorsqu'il établirait le rapport susmentionné, de solliciter la contribution d'acteurs concernés de diverses régions géographiques, notamment des États, des organisations internationales et régionales, des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, des organes conventionnels, d'autres bureaux, organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, des institutions nationales des droits de l'homme, de la société civile, du secteur privé, des milieux techniques et des établissements universitaires, et de tenir compte des travaux déjà menés sur la question.

195. Comme indiqué dans le tableau 53, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : un P-4 pour trois mois, qui s'acquitterait des fonctions suivantes : solliciter la contribution d'acteurs concernés de diverses régions géographiques, mener des recherches sur un large éventail de tendances et de problèmes relatifs au droit à la vie privée notés dans l'espace numérique, qui évolue rapidement, analyser et évaluer ces tendances et problèmes, recenser et clarifier les principes, les garanties et les meilleures pratiques en matière de droits de l'homme, établir le rapport écrit de la Haute-Commissaire et préparer le dialogue prévu sur la question ;

b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 53

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/4

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour 3 mois en 2022	56 500	—	56 500
Total partiel (chapitre 24)	56 500	—	56 500
Total	84 200	—	84 200

196. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 84 200 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 56 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/6

Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés en temps de crise, notamment pendant la pandémie de COVID-19

197. Aux paragraphes 17 et 18 de sa résolution 48/6, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié, afin de faire mieux comprendre le mariage forcé, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser un atelier de deux jours entiers consacré aux effets préjudiciables du mariage forcé sur l'exercice plein et effectif de tous les droits humains par toutes les femmes et toutes les filles, et prié également [celui-ci] de lui présenter un rapport sur cet atelier, dans un format accessible, à sa cinquante-deuxième session ;

b) prié également le Haut-Commissariat d'organiser l'atelier susmentionné avec la participation et l'implication des femmes et des filles qui étaient exposées au risque de mariage forcé ou qui avaient été soumises à cette pratique, et de collaborer avec toutes les parties prenantes, y compris les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, les organisations internationales et régionales, les États, des spécialistes, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile, afin d'assurer une participation multipartite.

198. Comme indiqué dans le tableau 54, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour six mois, qui serait chargé(e) de préparer l'atelier de deux jours entiers, et, à cette fin, d'exécuter les tâches suivantes : mener des recherches afin de faire mieux comprendre le concept de mariage forcé, organiser de larges consultations en vue de recenser les experts compétents, établir des documents de référence pour chaque séance de l'atelier, assurer la liaison avec les experts pour veiller à la bonne coordination des interventions, réaliser une étude approfondie des liens entre le phénomène visé et d'autres phénomènes connexes tels que la prostitution forcée et la traite des personnes, et établir le rapport demandé ;

b) le personnel temporaire : 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour deux mois, qui organiserait le voyage des participants et aiderait à la préparation logistique de l'atelier ;

c) les voyages à Genève de 15 experts devant participer à l'atelier de deux jours entiers ;

d) les services de conférence [traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction (2023), et interprétation (2022)], ainsi que les services d'ingénierie du son et d'enregistrement (2022) relatifs à l'atelier de deux jours entiers ;

e) un(e) vacataire pour deux semaines, qui serait chargé(e) de produire le rapport sous une forme accessible et facile à lire et à comprendre.

Tableau 54
Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/6

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Services d'interprétation pendant 2 jours	24 200	—	24 200	—
Documentation d'avant-session relative à la cinquante-deuxième session du Conseil	27 700	—	-	27 700
Total partiel (chapitre 2)	51 900	—	24 200	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour 6 mois en 2022	113 000	—	113 000	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour 2 mois en 2022	25 400	—	25 400	—
1 voyage de 2 jours à Genève de 15 personnes devant participer à l'atelier	64 100	—	64 100	—
Vacataire pour 2 semaines (production du rapport sous une forme accessible et facile à lire et à comprendre)	3 200	—	3 200	—
Total partiel (chapitre 24)	205 700	—	205 700	—
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	1 400	—	1 400	—
Total partiel (chapitre 29E)	1 400	—	1 400	—
Total	259 000	—	231 300	27 700

199. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 231 300 dollars, à raison de 24 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 205 700 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 400 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

200. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 48/7

Effets négatifs de l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme

201. Aux paragraphes 6 et 7 de sa résolution 48/7, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de convoquer une réunion-débat à sa cinquante et unième session et de la rendre pleinement accessible aux personnes handicapées, et invité les États Membres, les organes concernés de l'Organisation des Nations Unies, les organismes compétents des Nations Unies, les organisations internationales, les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes à participer à la réunion-débat, afin de recenser les difficultés à surmonter pour pouvoir remédier aux effets négatifs qu'avait l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme et de débattre de la marche à suivre, et prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport de synthèse sur la réunion-débat, y compris dans un format accessible, et de le lui soumettre à sa cinquante-quatrième session ;

b) demandé à la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui fournir toutes les ressources voulues pour qu'il dispose des services et des installations nécessaires à la tenue de la réunion-débat susmentionnée.

202. Comme indiqué dans le tableau 55, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour deux mois, qui serait chargé(e) d'organiser la réunion-débat et d'établir un rapport de synthèse (2022) ;

b) un(e) vacataire (P-3) pour deux semaines, qui serait chargé(e) d'élaborer la version accessible du rapport (2023) ;

c) les services de conférence [traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction (2023)], et les services d'appui aux réunions hybrides/virtuelles pour la réunion-débat d'une demi-journée avec services d'accessibilité (2022).

Tableau 55

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/7

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Services d'accessibilité	11 100	—	11 100	—
Documentation d'avant-session relative à la cinquante-quatrième session du Conseil	27 700	—	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	38 800	—	11 100	27 700

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 2 mois	31 300	—	31 300	—
Vacataire pour 2 semaines (production du rapport sous une forme accessible et facile à lire et à comprendre)	3 200	—	—	3 200
Total partiel (chapitre 24)	34 500	—	31 300	3 200
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Services d'appui aux réunions hybrides/virtuelles (pour une demi-journée)	1 100	—	1 100	—
Total partiel (chapitre 29E)	1 100	—	1 100	—
Total	74 400	—	43 500	30 900

203. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 43 500 dollars, à raison de 11 100 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 31 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 1 100 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du projet de budget-programme pour 2022.**

204. Des dépenses non renouvelables d'un montant de 30 900 dollars, dont 27 700 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 3 200 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains), seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 48/9

Question de la peine de mort

205. Aux paragraphes 13 et 14 de sa résolution 48/9, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser la réunion-débat de haut niveau, de se concerter avec les États, les organismes, les institutions, les organes conventionnels et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies compétents et les mécanismes régionaux des droits de l'homme, ainsi qu'avec les parlementaires, la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, et les institutions nationales des droits de l'homme, afin de s'assurer de leur participation à la réunion-débat, et de faire en sorte que la réunion-débat biennale soit pleinement accessible ;

b) prié également le Haut-Commissariat d'établir un rapport de synthèse sur la réunion-débat, également sous une forme accessible, et de le lui soumettre à sa cinquante-quatrième session.

206. Comme indiqué dans le tableau 56, le mandat actuel relatif à la réunion-débat biennale donne lieu à des dépenses tous les deux ans (années impaires). De même, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses supplémentaires en 2023 et durant les années impaires suivantes pour ce qui suit :

- a) les services de conférence (interprétation en signes internationaux et sous-titrage), l'objectif étant de garantir que la réunion-débat soit pleinement accessible ;
- b) un(e) vacataire pour deux semaines, qui serait chargé(e) d'établir le rapport sous une forme accessible, notamment en langue simplifiée et sous forme facile à lire et à comprendre.

Tableau 56

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/9

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources nécessaires pour les années impaires</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour les années impaires à partir de 2023</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 et pour chaque année impaire suivante</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Documentation d'avant-session	–	35 100	–	35 100
Services d'accessibilité	11 100	–	11 100	11 100
Total partiel (chapitre 2)	11 100	35 100	11 100	46 200
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 3 mois	–	45 900	–	45 900
Voyages de 3 experts devant participer à la réunion-débat d'une journée prévue à Genève	–	14 400	–	14 400
Vacataire pour 2 semaines (production d'un rapport sous une forme accessible et facile à lire et à comprendre)	3 200	–	3 200	3 200
Total partiel (chapitre 24)	3 200	60 300	3 200	63 500
Total	14 300	95 400	14 300	109 700

207. En plus des ressources déjà demandées au titre de la réunion-débat biennale sur la peine de mort, il sera demandé des ressources d'un montant de 14 300 dollars toutes les années impaires, à raison de 11 100 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 3 200 dollars au chapitre 24 (Droits humains). Des dépenses totales d'un montant de 109 700 dollars, dont 46 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 63 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) seront inscrites dans le projet de budget-programme pour 2023. **Aucune ressource supplémentaire n'est nécessaire pour 2022.**

Résolution 48/10

Droit au développement

208. Aux paragraphes 11, 12 et 18 de sa résolution 48/10, le Conseil des droits de l'homme a :

a) souligné l'importance d'une participation constructive à la vingt-deuxième session du Groupe de travail sur le droit au développement, qui poursuivrait l'examen du projet de convention sur le droit au développement soumis par le Président-Rapporteur du Groupe de travail, et prié le Président-Rapporteur de soumettre un projet révisé de convention au Groupe de travail à sa vingt-troisième session ;

b) prié la Haute-Commissaire d'inviter des experts à continuer de dispenser des conseils utiles au Président-Rapporteur, de lui envoyer des contributions et de le faire bénéficier de leurs compétences afin de l'aider à s'acquitter de son mandat et à élaborer le projet révisé de convention sur le droit au développement, de faciliter la participation des experts à la vingt-troisième session du Groupe de travail, et de fournir des conseils afin d'apporter une contribution aux débats sur l'élaboration d'un projet de convention sur le droit au développement, dans le cadre de la mise en œuvre et de la réalisation de ce droit ;

c) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer d'accorder un rang élevé de priorité au droit au développement, de poursuivre les travaux dans ce domaine en coopérant pleinement avec le Rapporteur spécial sur le droit au développement et le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement dans le cadre de leurs activités, et de leur apporter toute l'assistance nécessaire pour leur permettre de s'acquitter efficacement de leur mandat.

Groupe de travail sur le droit au développement

209. Comme indiqué dans le tableau 57, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 11 et 12 de la résolution, relatifs au Groupe de travail sur le droit au développement, entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) un(e) consultant(e) de classe D pour deux mois, qui serait chargé(e) de mener des recherches de fond et d'aider le Président-Rapporteur du Groupe de travail à élaborer le projet révisé de convention sur le droit au développement ;

b) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève de quatre experts, qui participeront à la vingt-troisième session du Groupe de travail sur le droit au développement, prévue du 16 au 20 mai 2022 ;

c) les services de conférence (traitement du projet révisé de convention sur le droit au développement dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 57

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/10 (Groupe de travail sur le droit au développement)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	34 800	—	34 800
Total partiel (chapitre 2)	34 800	—	34 800
Chapitre 24 (Droits humains)			
Consultant(e) de classe D pour 2 mois	23 800	—	23 800
Voyages à Genève de 4 experts devant participer à la vingt-troisième session du Groupe de travail sur le droit au développement	22 200	—	22 200
Total partiel (chapitre 24)	46 000	—	46 000
Total	80 800	—	80 800

210. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 80 800 dollars, à raison de 34 800 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 46 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.**

Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement

211. Comme indiqué dans le tableau 58, pour exécuter les activités prescrites au paragraphe 18 de la résolution, il faudrait apporter les ajustements suivants aux ressources précédemment allouées afin de les faire concorder avec celles destinées aux titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale du Conseil des droits de l'homme :

a) prolongation de trois jours de la durée du voyage annuel à Genève du Président du Mécanisme d'experts (il s'agissait auparavant d'un voyage d'un(e) expert(e) de haut niveau ou titulaire de mandat) aux fins de la présentation du rapport du Mécanisme au Conseil des droits de l'homme ; ce voyage durerait désormais cinq jours ouvrables ;

b) remplacement des voyages de deux membres du Mécanisme d'experts pour deux missions annuelles de cinq jours ouvrables chacune par des voyages de cinq membres du Mécanisme, chacun pour une mission annuelle de cinq jours ouvrables, dans les pays et auprès des organisations internationales concernés afin de recenser les meilleures pratiques, de participer aux conférences et réunions internationales pertinentes et de promouvoir la mise en œuvre du droit au développement dans le monde entier ;

c) prolongation de deux jours du voyage annuel qu'effectue un membre du personnel à New York pour organiser la session de New York du Mécanisme d'experts, lequel durerait désormais cinq jours ouvrables ;

d) voyage d'un membre du personnel, qui accompagnerait les membres du Mécanisme d'experts lors de cinq visites de pays (trois visites de pays supplémentaires) ;

e) dépenses locales de transport, de sécurité, de communications et d'interprétation, location de salles de réunion, frais de déplacements des participants locaux et dépenses diverses engagées lors de cinq missions ;

f) diffusion sur le Web des deux sessions annuelles du Mécanisme d'experts, dont l'une se tient à Genève et l'autre à New York et qui durent trois jours chacune.

Tableau 58

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/10 (Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022^a</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 et au-delà</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Services de conférence pendant la réunion du Mécanisme d'experts	103 200	—	103 200
Documentation d'avant-session	35 400	—	35 400
Interprétation simultanée pour 5 missions par an (3 missions supplémentaires)	115 700	89 200	204 900
Documentation d'avant-session (2 études thématiques par an)	69 600	—	69 600
Total partiel (chapitre 2)	323 900	89 200	413 100
Chapitre 24 (Droits humains)			
1 P-4	113 000	—	113 000
1 agent(e) des services généraux (Autres classes)	76 200	—	76 200
Voyages annuels de 5 membres du Mécanisme d'experts à Genève et à New York pour 3 jours chacun	70 000	—	70 000
Voyage annuel à Genève du Président du Mécanisme d'experts, qui durerait désormais 5 jours (3 jours supplémentaires d'indemnité journalière de subsistance)	6 400	1 800	8 200
Voyages annuels des membres du Mécanisme : 1 voyage de 1 membre à Genève en vue de participer à la session du Groupe de travail sur le droit au développement et 1 voyage d'un membre à New York en vue de faire rapport à l'Assemblée générale	16 400	—	16 400

	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022^a</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023 et au-delà</i>
Voyages de 2 membres pour 2 visites de pays de 5 jours ouvrables	29 800	(29 800)	–
Voyages de 5 membres du Mécanisme d'experts, chacun pour 1 mission de 5 jours (nouveau)	–	37 300	37 300
Voyage de 1 membre du personnel à New York pour 5 jours (3 auparavant) (2 jours supplémentaires d'indemnité journalière de subsistance)	4 700	900	5 600
Voyages de 1 membre du personnel pour 5 missions pendant 5 jours (3 voyages supplémentaires)	9 000	13 500	22 500
Frais généraux de fonctionnement lors de 5 visites de pays (3 visites supplémentaires)	16 000	24 000	40 000
Total partiel (chapitre 24)	341 500	47 700	389 200
Chapitre 28 (Communication globale)			
Services de diffusion des réunions sur le Web	–	6 800	6 800
Total partiel (chapitre 28)	–	6 800	6 800
Chapitre 29E [Administration (Genève)]			
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	2 100	–	2 100
Total partiel (chapitre 29E)	2 100	–	2 100
Total	667 500	143 700	811 200

^a Les ressources nécessaires qui sont prévues dans le projet de budget-programme pour 2022 se rapportent au mandat sans limitation de durée du Groupe de travail sur le droit au développement et ne font pas suite à la résolution 48/10.

212. Un montant de 667 500 dollars a été inscrit dans le projet de budget-programme pour 2022 au titre du Mécanisme d'experts ; toutefois, il n'a pas été prévu de ressources pour l'exécution des activités prescrites au paragraphe 18 de la résolution. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires de 143 700 dollars, à raison de 89 200 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 47 700 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 6 800 dollars au chapitre 28 (Communication globale) du projet de budget-programme pour 2022 et au-delà.**

Résolution 48/11

Droits de l'homme et peuples autochtones

213. Aux paragraphes 11, 15 et 16 de sa résolution 48/11, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé que la table ronde annuelle d'une demi-journée consacrée aux droits des peuples autochtones, qui se tiendrait à sa cinquante et unième session, aurait pour thème les effets des plans de relèvement économique et social liés à la COVID-19 sur les peuples autochtones et mettrait l'accent sur la sécurité alimentaire, et prié le Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'encourager et de faciliter la participation des femmes autochtones, de rendre les débats pleinement accessibles aux personnes handicapées et d'établir un rapport résumant les débats qu'il lui soumettrait avant sa cinquante-troisième session ;

b) prié le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de convoquer en 2022 un atelier d'experts de quatre jours, ouvert à la participation des États et des peuples autochtones des sept régions socioculturelles autochtones, notamment en les invitant à soumettre des contributions écrites, sur les moyens permettant de renforcer la participation des peuples autochtones aux travaux du Conseil, et d'établir un rapport de synthèse sur les débats et les recommandations qui en résulteraient, et de le lui soumettre avant sa cinquante-troisième session ;

c) prié également le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, lorsqu'il organiserait l'atelier d'experts, de solliciter la contribution des États, des peuples autochtones, du Mécanisme d'experts, du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones et des organes compétents de l'ONU, dans le cadre de leurs mandats respectifs, et de tenir compte des activités pertinentes déjà réalisées par les parties prenantes, notamment ses propres activités et celles du Secrétaire général, concernant les moyens de renforcer la participation des peuples autochtones aux réunions des organes compétents de l'ONU portant sur des questions qui les concernaient.

214. Comme indiqué dans le tableau 59, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 qui sera chargé, pour une durée de six mois, d'organiser l'atelier d'experts, s'agissant notamment de solliciter et d'analyser les soumissions et contributions susmentionnées, ainsi que de fournir un soutien technique et administratif aux facilitateurs de l'atelier, y compris pour ce qui est de la rédaction du rapport et des recommandations ;

b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de la catégorie des services généraux qui sera chargé, pendant une période de deux mois, de gérer les tâches administratives et d'organiser le voyage des experts participant à l'atelier de quatre jours ;

c) le déplacement, à Genève, de 14 experts (sept représentants des peuples autochtones et sept représentants des États des sept régions socioculturelles) et de trois titulaires de mandat, aux fins de leur participation à l'atelier d'experts de quatre jours ;

d) les services de conférence pour le traitement, en 2023, de deux rapports dans les six langues officielles (rapport de synthèse sur la table ronde d'une demi-journée et rapport de synthèse sur l'atelier d'experts), y compris édition et traduction, et pour l'interprétation des débats pendant l'atelier de quatre jours, ainsi que les services d'ingénierie du son et d'enregistrement ;

e) les services de conférence (notamment l'interprétation en langue des signes internationale et le sous-titrage en temps réel) requis pour que la table ronde d'une demi-journée soit pleinement accessible aux personnes handicapées.

Tableau 59

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/11

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)				
Services d'interprétation pour l'atelier d'experts de 4 jours	68 000	—	68 000	—
Services d'accessibilité pour la table ronde	11 100	—	11 100	—
Documentation d'après-session	55 400	—	—	55 400
Total partiel (chapitre 2)	134 500	—	79 100	55 400
Chapitre 24 (Droits humains)				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour six mois (atelier d'experts)	113 000	—	113 000	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour deux mois (atelier d'experts)	25 400	—	25 400	—
Déplacement de 14 experts et de 3 titulaires de mandat à Genève aux fins de leur participation à l'atelier d'experts de 4 jours	94 400	—	94 400	—
Total partiel (chapitre 24)	232 800	—	232 800	—
Chapitre 29E [Administration (Genève)]				
Ingénieur(e) du son/services d'enregistrement	2 800	—	2 800	—
Total partiel (chapitre 29E)	2 800	—	2 800	—
Total	370 100	—	314 700	55 400

215. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 314 700 dollars, à raison de 79 100 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), de 232 800 dollars au chapitre 24 (Droits humains) et de 2 800 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] du budget-programme pour 2022.**

216. Des crédits de 55 400 dollars seront demandés dans le projet de budget-programme pour 2023 au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences).

Résolution 48/12

Incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains des jeunes

217. Au paragraphe 12 de sa résolution 48/12, le Conseil des droits de l'homme a prié la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, en concertation avec les États et les parties intéressées, notamment les organismes compétents des Nations Unies, les organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, les institutions nationales des droits de l'homme, la société civile et les représentants des organisations de jeunes, et en tenant compte des opinions de ceux-ci, de mener une étude approfondie sur les moyens d'atténuer les effets de la pandémie mondiale sur les droits humains des jeunes, notamment en recensant les cas de discrimination exercée à l'égard des jeunes, en particulier les jeunes femmes et les filles, en ce qui concerne l'exercice de leurs droits humains, et en mettant en évidence la manière dont les jeunes avaient contribué à la réalisation des droits de l'homme dans la société pendant la pandémie, et de soumettre cette étude au Conseil afin qu'il l'examine à sa cinquante et unième session.

218. Comme indiqué dans le tableau 60, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 qui sera chargé, pendant une période de six mois, de mener une étude approfondie sur les moyens d'atténuer les effets de la pandémie mondiale sur les droits humains des jeunes. Cette étude sera réalisée en consultation avec les États et les autres parties prenantes concernées, notamment des organisations de jeunes ;
- b) les services de conférence (traitement du rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction) nécessaires en 2022.

Tableau 60

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/12

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700		27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700		27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 6 mois	94 000		94 000
Total partiel (chapitre 24)	94 000		94 000
Total	121 700		121 700

219. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires**

destinées à financer des dépenses non renouvelables de 121 700 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 94 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.

Résolution 48/14

Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques

220. Aux paragraphes 2, 5 et 6 de sa résolution 48/14, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de nommer, pour une période de trois ans, un rapporteur spécial ou une rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques, dont le mandat serait le suivant :

i) étudier et déterminer comment les effets néfastes des changements climatiques, y compris les catastrophes soudaines et les catastrophes à évolution lente, influent sur l'exercice plein et effectif des droits de l'homme, et faire des recommandations sur la manière de traiter et de prévenir ces effets néfastes, en particulier sur les moyens de renforcer l'intégration des préoccupations relatives aux droits de l'homme dans les politiques, les lois et les plans relatifs aux changements climatiques ;

ii) recenser les problèmes actuels, y compris les problèmes financiers, que rencontrent les États qui s'efforcent de promouvoir et de protéger les droits de l'homme tout en faisant face aux effets néfastes des changements climatiques, et faire des recommandations concernant le respect et la promotion des droits de l'homme, y compris dans le contexte de la conception et de la mise en œuvre des politiques, pratiques, investissements et autres projets d'atténuation et d'adaptation ;

iii) synthétiser les connaissances, y compris les connaissances traditionnelles autochtones et locales, et recenser les bonnes pratiques, les stratégies et les politiques qui traitent de la manière dont les droits de l'homme sont intégrés dans les politiques relatives aux changements climatiques et de la façon dont ces efforts contribuent à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme et à la réduction de la pauvreté ;

iv) promouvoir et échanger des points de vue sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques recensées concernant l'adoption d'approches fondées sur les droits de l'homme qui tiennent compte du genre, de l'âge, du handicap et des risques dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, en vue de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ce qui pourrait aider à atteindre les objectifs de développement durable, en particulier les objectifs n^{os} 13 et 14, à surmonter les problèmes économiques, culturels, environnementaux et sociaux découlant des changements climatiques qui entravent le plein exercice des droits de l'homme pour tous et en particulier à soutenir la résilience et les capacités d'adaptation des personnes en situation de vulnérabilité face aux effets néfastes des changements climatiques ;

v) sensibiliser aux droits de l'homme touchés par les changements climatiques, en particulier ceux des personnes vivant dans les pays en

développement particulièrement vulnérables aux changements climatiques, tels que les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les États en développement sans littoral, et favoriser une plus grande coopération mondiale dans ce domaine ;

vi) solliciter les avis et les contributions des États et des autres parties concernées, notamment les organisations internationales, les institutions, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les commissions économiques régionales, les institutions financières internationales et régionales, les mécanismes régionaux des droits de l'homme, les institutions nationales des droits de l'homme, la société civile, les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de personnes handicapées, les paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, les universités, les institutions scientifiques et les organisations non gouvernementales, dans le cadre de l'exécution de son mandat, et instaurer un dialogue régulier et des consultations sur les mesures à prendre aux niveaux national et international pour mener une action climatique efficace et durable qui respecte, promeut et protège les droits de l'homme ;

vii) favoriser l'échange de services d'assistance technique, le renforcement des capacités et la coopération internationale et y contribuer, à l'appui des efforts, actions et mesures visant à remédier à l'échelon national aux effets néfastes des changements climatiques sur l'exercice des droits de l'homme, en collaboration avec les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les milieux techniques et universitaires, le secteur privé et toutes les parties concernées, notamment en utilisant les technologies numériques nouvelles et naissantes ;

viii) travailler en étroite coordination, tout en évitant les doubles emplois, avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les autres procédures spéciales et mécanismes de défense des droits de l'homme du Conseil, les organes conventionnels et les autres organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies, y compris ceux liés aux changements climatiques et à l'environnement ;

ix) effectuer des visites de pays et répondre rapidement aux invitations des États ;

x) participer aux conférences et manifestations internationales pertinentes et contribuer à leurs travaux axés sur les droits de l'homme, afin de promouvoir une approche systématique et cohérente des questions relevant de son mandat ;

xi) tenir compte des questions de genre, de l'âge, du handicap et de l'inclusion sociale dans l'ensemble des travaux relevant de son mandat ;

xii) collaborer étroitement avec les États et les parties concernées, y compris les entreprises commerciales, transnationales et autres, afin d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme conforme aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme qui atténue les effets néfastes potentiels de leurs activités, y compris les projets d'investissement, sur les droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques ;

xiii) travailler en étroite coordination avec le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux et le Rapporteur

spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, et envisager toutes les possibilités de coordonner ses travaux avec ces titulaires de mandat de la manière la plus efficace, y compris par des initiatives communes ;

xiv) faire rapport tous les ans au Conseil, à compter de sa cinquantième session, et à l'Assemblée générale, à compter de sa soixante-dix-septième session ;

b) prié le Secrétaire général et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'allouer au Rapporteur spécial ou à la Rapporteuse spéciale toutes les ressources humaines, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution de son mandat ;

c) prié son Comité consultatif de réaliser une étude et d'établir un rapport, en étroite coopération avec le Rapporteur spécial ou la Rapporteuse spéciale, sur l'incidence des nouvelles technologies de protection du climat sur l'exercice des droits de l'homme, et de lui soumettre ce rapport à sa cinquante-quatrième session.

221. Comme indiqué dans le tableau 61, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses supplémentaires en 2022, en 2023 et en 2024 pour ce qui suit :

a) le personnel chargé d'apporter un appui au Rapporteur spécial ou à la Rapporteuse spéciale (un poste P-3 et un poste de personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3), pendant une période de six mois par an), qui aura pour fonction d'aider le ou la titulaire du mandat dans ses activités de fond, notamment : en contribuant à l'élaboration d'études et de rapports thématiques ; en fournissant une assistance technique dans l'élaboration de questionnaires visant à collecter des données afin de recueillir, solliciter, recevoir et échanger des renseignements auprès de toutes les sources pertinentes et en collaboration avec elles, y compris les États, leurs organisations représentatives et toute autre partie ; en faisant en sorte que les compétences acquises par le HCDH enrichissent l'action menée par le Rapporteur spécial ou la Rapporteuse spéciale et que les travaux, les constatations et les recommandations de celui(celle)-ci alimentent les travaux d'autres services du Haut-Commissariat ; en renforçant les partenariats conclus avec des organismes internationaux et régionaux pour accroître l'effet des activités menées par les mécanismes relevant des procédures spéciales ; en renforçant la coopération avec les organes créés en vertu d'un instrument international ; en faisant fonction de personnes-ressources afin de faire connaître les travaux, les conclusions et les recommandations du ou de la titulaire du mandat ; en accordant une attention accrue, notamment grâce à des contacts réguliers avec les partenaires concernés, aux activités de suivi ayant trait aux conclusions du ou de la titulaire du mandat ; en contribuant, sur demande, aux réunions intergouvernementales ; en répondant aux demandes des partenaires et en discutant des questions pertinentes avec les titulaires de mandat, aux fins de la prise des mesures, notamment de suivi, voulues ; en accompagnant le ou la titulaire du mandat dans ses missions ; en rédigeant des communications ;

b) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de la catégorie des services généraux qui sera chargé, pendant une période de six mois par an, de préparer et d'envoyer des notes internes, des mémorandums et des télécopies ainsi que de rédiger la correspondance ; de mettre en forme la correspondance, les rapports et les documents ; de contribuer à l'organisation de missions, de réunions et de consultations ; de rechercher et de rassembler des documents de base et de la documentation pour leur utilisation lors de missions et de réunions ; de créer un système de classement et de référence pour le mandat et de le tenir à jour ; de programmer des rendez-vous et de répondre aux questions ;

c) les services d'un(e) consultant(e) de classe C pour une période de six mois par an, en vue d'aider le ou la titulaire du mandat à préparer l'analyse et l'évaluation

de la mise en œuvre des instruments de lutte contre les changements climatiques existants et l'application de normes nationales, régionales et internationales en la matière, en particulier s'agissant du paragraphe 2 de la résolution et dans le contexte des politiques, pratiques, investissements et autres projets d'atténuation et d'adaptation mis en œuvre ;

d) les voyages annuels du Rapporteur spécial ou de la Rapporteuse spéciale : trois voyages à Genève de cinq jours ouvrables chacun (présentation du rapport au Conseil, tenue de consultations annuelles avec des pays, le Haut-Commissariat et les parties concernées et participation à la réunion annuelle des rapporteurs/représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail chargés des procédures spéciales du Conseil), un voyage de cinq jours ouvrables à New York (présentation du rapport à l'Assemblée générale), trois voyages de trois jours ouvrables chacun (participation à des réunions ou des conférences pertinentes, telles que la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique et les réunions tenues avec les autres titulaires de mandat mentionnés au point m) du paragraphe 2 de la résolution), et deux visites de pays de 10 jours ouvrables chacune ;

e) les voyages des membres du personnel accompagnant le ou la titulaire de mandat lors de ses visites de pays (deux visites de 10 jours ouvrables chacune par an) ;

f) les dépenses locales de transport, de sécurité et de communication et des dépenses diverses engagées lors des missions ;

g) les services de conférence (traitement des rapports annuels et des réponses reçues de gouvernements aux communications dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation pendant les missions sur le terrain).

Tableau 61

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/14

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	209 700	69 900	69 900
Documentation d'avant-session	437 100	145 700	145 700
Total partiel (chapitre 2)	646 800	215 600	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
1 poste de la classe P-3	433 500	94 100	169 700
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 poste de la classe P-3 et 1 agent(e) des services généraux (Autres classes) pour six mois	510 300	170 100	170 100
1 consultant(e) de classe C pour 6 mois	160 200	53 400	53 400
Voyages annuels du Rapporteur spécial ou de la Rapporteuse	205 200	68 400	68 400

	<i>Total des ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans les projets de budget pour 2023 et 2024</i>
spéciale : 3 voyages à Genève et 1 voyage à New York de 5 jours chacun, 2 missions de 10 jours chacune et 3 voyages de 3 jours chacun pour assister à des réunions pertinentes			
Voyage du personnel lors des missions dans les pays	34 500	11 500	11 500
Frais généraux de fonctionnement pour les missions sur le terrain	48 000	16 000	16 000
Total partiel (chapitre 24)	1 391 700	413 500	489 100
Total	2 038 500	629 100	704 700

222. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 629 100 dollars, à raison de 215 600 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 413 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.**

223. Des crédits de 704 700 dollars seront demandés dans les projets de budget-programme pour 2023 et 2024, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), et 489 100 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains).

Résolution 48/16

Situation des droits de l'homme au Burundi

224. Aux paragraphes 20, 21, 23 et 24 de sa résolution 48/16, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de nommer un rapporteur spécial ou une rapporteuse spéciale qui serait chargé de surveiller la situation des droits de l'homme au Burundi et de faire des recommandations en vue de l'améliorer, de recueillir, d'examiner et d'évaluer les informations fournies par toutes les parties prenantes en faisant fond sur le travail de la Commission d'enquête, de conseiller le Gouvernement burundais pour qu'il s'acquitte des obligations en matière de droits de l'homme mises à sa charge par les traités internationaux et d'offrir conseils et assistance à la société civile et à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, qu'il aiderait à s'acquitter de son mandat indépendant de promotion et de protection des droits de l'homme et à faire mieux connaître les questions relatives aux droits de l'homme ;

b) prié le ou la titulaire du mandat de lui présenter, à sa cinquantième session, un bilan oral de la situation des droits de l'homme au Burundi, et de lui soumettre un rapport écrit complet à sa cinquante et unième session ainsi qu'à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale ;

c) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de veiller à maintenir un suivi de la situation en attendant la nomination du Rapporteur spécial ou de la Rapporteuse spéciale et de fournir au ou à la titulaire du mandat toute l'assistance et les ressources nécessaires aux fins de l'exécution de son mandat ;

d) prié la Haute-Commissaire de veiller à ce que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi soient rassemblés et conservés afin qu'ils puissent être consultés et utilisés, à ce moment-là et à l'avenir, pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes.

Prolongation du contrat de six membres du personnel du secrétariat de la Commission d'enquête sur le Burundi et recrutement d'un fonctionnaire pour assurer le suivi des activités entre la fin des travaux de la Commission d'enquête et la nomination du Rapporteur spécial ou de la Rapporteuse spéciale

225. Comme indiqué dans le tableau 62, l'exécution des activités prescrites aux paragraphes 23 et 24 de la résolution entraînera des dépenses supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit : le personnel temporaire (autre que pour les réunions), à savoir six fonctionnaires basés à Genève qui seront chargés d'assurer le suivi des activités du secrétariat afin de garantir que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi soient rassemblés et conservés en vue de pouvoir être consultés et utilisés à l'avenir pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes :

a) un(e) coordinateur(trice) de classe P-5 (du 1^{er} octobre au 15 novembre 2021), qui sera chargé(e) d'encadrer l'équipe et de veiller à ce que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi soient rassemblés et conservés en vue de pouvoir être consultés et utilisés à l'avenir pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes, ainsi que d'assurer une passation sans heurts des travaux au Rapporteur spécial ou à la Rapporteuse spéciale ;

b) un(e) administrateur(trice) de classe P-4 chargé(e) des rapports et des questions juridiques (du 1^{er} octobre au 15 novembre 2021), qui aura pour mission de veiller à ce que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi soient rassemblés et conservés en vue de pouvoir être consultés et utilisés à l'avenir pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes au niveau international, et, plus particulièrement, de mener à terme les efforts d'identification des auteurs de violations des droits de l'homme demandés au point b) du paragraphe 23 de la résolution 33/24 du Conseil ;

c) un(e) responsable des enquêtes de classe P-4 (du 1^{er} octobre au 15 novembre 2021), qui sera chargé(e) de veiller à ce que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi soient rassemblés et conservés en vue de pouvoir être consultés et utilisés à l'avenir pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes au niveau international, et, plus particulièrement, de mener à terme les efforts d'identification des auteurs de violations des droits de l'homme demandés au point b) du paragraphe 23 de la résolution 33/24 du Conseil ;

d) deux interprètes (français/anglais/kirundi) de classe P-3 (du 1^{er} octobre au 15 novembre 2021), qui seront chargé(e)s de veiller à ce que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi puissent être consultés et utilisés à l'avenir pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes au niveau national, grâce, notamment, à la traduction d'autant de documents que possible en kirundi ;

e) un(e) assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (6^e classe)] (du 1^{er} octobre au 15 novembre 2021), qui sera chargé(e) de veiller à ce que les informations et les éléments de preuve recueillis par la Commission d'enquête au sujet des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises au Burundi soient rassemblés et conservés en vue de pouvoir être consultés et utilisés à l'avenir pour amener les responsables à rendre compte de leurs actes, notamment en s'assurant que les informations et les documents de la Commission d'enquête soient préservés conformément aux normes d'archivage en vigueur à l'Organisation des Nations Unies ;

f) un membre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3, qui sera basé à Genève et chargé, pendant une période de six mois (trois mois en 2021 et trois mois en 2022), d'assurer une passation sans heurts des travaux de la Commission d'enquête au Rapporteur spécial ou à la Rapporteuse spéciale.

Tableau 62

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/16

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 24 (Droits humains)					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : prolongation des contrats de 6 membres du personnel pour une durée de 1,5 mois	155 400	–	155 400	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 6 mois	94 000	–	47 000	–	47 000
Total	249 400	–	202 400	–	47 000

226. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Un montant de 202 400 dollars afférant à 2021 sera imputé sur les crédits approuvés. **Toutefois, il faudra prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 47 000 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2022.**

Nomination du Rapporteur spécial ou de la Rapporteuse spéciale sur le Burundi

227. Comme indiqué dans le tableau 63, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) les voyages annuels du Rapporteur spécial : trois voyages à Genève de cinq jours ouvrables chacun (présentation du rapport au Conseil, tenue d'une consultation annuelle avec des pays, le Haut-Commissariat et les parties concernées et participation à la réunion annuelle des rapporteurs/représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail chargés des procédures spéciales du Conseil), un voyage de cinq jours ouvrables à New York (présentation du rapport à l'Assemblée générale), et deux visites de pays de 10 jours ouvrables chacune ;

b) les voyages d'un membre du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de trois voyages de cinq jours ouvrables chacun à Genève et de deux visites de pays de 10 jours ouvrables chacune par an ;

c) les dépenses locales de transport, de sécurité et de communication et des dépenses diverses engagées lors des missions ;

d) un membre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3, qui sera basé à Yaoundé et chargé, pendant une période de neuf mois, d'aider le ou la titulaire du mandat à s'acquitter de ses tâches, notamment en collectant et en analysant des informations, en établissant des notes, des documents d'information et des déclarations à la presse, en facilitant les visites de pays, en accompagnant le ou la titulaire de mandat en mission dans la région ou dans le pays, et en contribuant à l'élaboration des rapports destinés au Conseil ;

e) les services de conférence (traitement des rapports annuels dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et interprétation pendant les missions sur le terrain).

Tableau 63

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/16 (Rapporteur spécial ou Rapporteuse spéciale)

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	—	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	—	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	—	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (P-3) pour 9 mois, à Yaoundé	138 300	—	138 300
Missions annuelles du (de la) titulaire du mandat : 3 voyages à Genève, 1 voyage à New York et 2 visites de pays	51 100	—	51 100
Voyages des membres du personnel accompagnant le (la) titulaire du mandat à Genève et lors de missions dans les pays	28 100	—	28 100
Dépenses locales : transports, sécurité, communications, divers	16 000	—	16 000
Total partiel (chapitre 24)	233 500	—	233 500
Total	449 100	—	449 100

228. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires**

destinées à financer des dépenses non renouvelables de 449 100 dollars, à raison de 215 600 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 233 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.

Résolution 48/18

De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

229. Aux paragraphes 8, 9 et 17 de sa résolution 48/18, le Conseil des droits de l'homme a :

a) demandé au Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban de tenir sa huitième session en 2022, sur cinq jours ouvrables, et de soumettre un rapport sur le résultat de ses travaux à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, et invité son président à participer, à cette session, à un dialogue interactif avec l'Assemblée au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée » ;

b) prié le Secrétaire général et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Groupe d'éminents experts indépendants toutes les ressources humaines et financières dont il avait besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat ;

c) prié le Haut-Commissariat d'établir une stratégie biennale de communication comprenant un programme d'information visant à sensibiliser et à mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur de l'égalité raciale, notamment à faire mieux connaître la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le rôle de ces instruments dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, y compris grâce à la publication de la Convention, de la Déclaration et du Programme d'action et du programme d'activités de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine dans toutes les langues officielles des Nations Unies, dans des formats imprimés et numériques facilement accessibles, et à leur large diffusion par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies et des représentants du Haut-Commissariat présents sur le terrain ; à l'établissement d'un dialogue avec les universités, les écoles et autres établissements d'enseignement ; à l'examen des nouveaux problèmes que rencontrent les personnes et les groupes qui font face à la discrimination raciale sur les réseaux sociaux ; à la publication de supports promouvant l'égalité raciale d'une manière adaptée aux jeunes, à des fins éducatives ; à la diffusion d'informations sur les cas dans lesquels la Convention et la Déclaration et le Programme d'action de Durban ont été appliqués avec succès ; au dialogue avec les médias ; au renforcement de la communication avec la société civile pour plus de coopération ; à des échanges avec le grand public, principalement les jeunes, sur les médias sociaux ; et demandé au Secrétaire général de doter le programme des ressources nécessaires à son exécution.

230. Comme indiqué dans le tableau 64, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

a) un voyage à New York de quatre jours pour la présidence du Groupe d'éminents experts indépendants (participation à un dialogue avec l'Assemblée à sa soixante-dix-septième session, sur le point de l'ordre du jour intitulé « Élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée » et activités connexes) ;

Mise en œuvre de la stratégie biennale de communication

b) mise au point d'un plan global, comprenant la publication de divers documents d'information, la diffusion et la promotion, par divers canaux, d'éléments pertinents, des travaux de recherche, et des activités de sensibilisation et de communication destinées à informer et à mobiliser l'opinion publique mondiale ;

c) diffusion de documents d'information contenant des exemples probants de la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, notamment :

i) une brochure informative accessible dans des formats imprimés et numériques ;

ii) des supports pédagogiques audiovisuels adaptés aux jeunes ;

iii) de courts messages vidéo destinés à être diffusés en ligne et sur les médias sociaux ;

iv) une section consacrée à la Déclaration et au Programme d'action de Durban et au mot-dièse #fightracism sur le site du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ;

v) des messages d'intérêt public ;

vi) huit vidéos relatant les histoires, porteuses d'espoir, de personnes réelles dans huit pays différents ;

vii) la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration et le Programme d'action de Durban et le programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine ;

d) organisation d'activités de sensibilisation, notamment :

i) établissement d'un dialogue avec les universités, les écoles et autres établissements d'enseignement ;

ii) établissement d'un dialogue avec le grand public, en particulier les jeunes, sur les médias sociaux ;

iii) renforcement de la communication avec la société civile, notamment des organisations de terrain et des organisations non gouvernementales engagées dans la lutte contre le racisme ;

iv) dialogue avec les médias ;

e) travaux de recherche, concernant notamment l'examen des nouveaux problèmes que rencontrent les personnes et les groupes qui font face à la discrimination raciale sur les réseaux sociaux ainsi qu'à l'incitation à la haine et à la

violence ; l'analyse des tendances sur les médias sociaux ; le recensement des initiatives efficaces.

231. Comme indiqué dans le tableau 64, la mise en œuvre de la stratégie entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

a) un emploi de temporaire (P-3), pendant 24 mois, dont le ou la titulaire sera chargé(e) d'élaborer la stratégie biennale et de coordonner tous les travaux connexes, y compris la création, la diffusion et la promotion de documents d'information et les activités de sensibilisation ;

b) les services de consultance (classe B) requis, pendant 11 mois en 2022 et quatre mois en 2023, aux fins de la conception et de la production, sur les plans graphique et audiovisuel, des supports d'information susmentionnés, s'agissant notamment de la présentation et de la mise en page de la brochure, de la conception et de la production des supports éducatifs, de l'amélioration des contenus publiés dans la section du site Web du Haut-Commissariat consacrée à la Déclaration et au Programme d'action de Durban et au mot-dièse #fightracism, de la conception et de la production des courts messages vidéo et de la production des messages d'intérêt public ;

c) les services d'un(e) consultant(e) (classe C), pendant une période de trois mois, qui sera chargé(e) de mener à bien les travaux de recherche voulus au sujet de la discrimination raciale sur les médias sociaux ;

d) les services nécessaires aux fins du traitement des différents documents d'information dans les six langues officielles (y compris édition et traduction et, le cas échéant, reproduction) ;

e) les services nécessaires pour la production des huit vidéos relatant des histoires se passant dans huit pays différents ;

f) les services de marketing numérique visant à promouvoir les documents d'information pertinents sur les médias sociaux.

Tableau 64

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/18

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyage de la présidence du Groupe d'éminents experts indépendants à New York, pendant 4 jours	7 600	—	7 600	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 poste de classe P-3 pour l'élaboration de la stratégie de communication et les travaux de sensibilisation et de coordination (24 mois)	339 400	—	169 700	169 700
Services de consultance (classe B) aux fins de la conception et de la production, sur les plans graphique et audiovisuel, des supports d'information (11 mois en 2022 et 4 mois en 2023)	96 000	—	70 400	25 600

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Consultant(e) (classe C) chargé(e) de mener à bien les travaux de recherche voulus au sujet de la discrimination raciale sur les médias sociaux (3 mois)	26 700	–	26 700	–
Services nécessaires aux fins du traitement et de l'impression des documents d'information dans les six langues officielles (y compris édition et traduction)	34 000	–	34 000	–
Marketing numérique et promotion sur les médias sociaux	20 000	–	10 000	10 000
Élaboration de 8 histoires vidéo	16 000	–	8 000	8 000
Total	539 700	–	326 400	213 300

232. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 326 400 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme de 2022.**

233. Un montant de 213 300 dollars correspondant à des dépenses non renouvelables sera inscrit au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2023.

Résolution 48/19

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine

234. Aux paragraphes 35, 38, 42 et 43 de sa résolution 48/19, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de proroger d'un an le mandat de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, qui consistait à évaluer et à suivre la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et à en rendre compte en vue de formuler des recommandations concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme ;

b) décidé d'organiser, à sa quarante-neuvième session, un dialogue de haut niveau qui lui permettrait d'évaluer l'évolution de la situation des droits de l'homme sur le terrain, en mettant tout particulièrement l'accent sur le processus de réconciliation et la mise en place des garanties de non-répétition, y compris par la réalisation effective du mandat de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation, avec la participation de l'Expert indépendant et de représentants du Gouvernement centrafricain, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine, de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation et de la société civile ;

c) prié l'Expert indépendant de lui présenter oralement des informations actualisées sur l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le

domaine des droits de l'homme en République centrafricaine à sa cinquantième session et de lui soumettre un rapport écrit à sa cinquante et unième session ;

d) prié la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à fournir à l'Expert indépendant toutes les ressources financières et humaines nécessaires pour lui permettre de s'acquitter pleinement de son mandat.

235. Comme indiqué dans le tableau 65, l'exécution des activités prescrites au paragraphe 38 de la résolution entraînera des dépenses annuelles et des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour les voyages, à Genève, de quatre personnes devant participer au dialogue interactif de haut niveau organisé par le Conseil à sa quarante-neuvième session.

Tableau 65

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/19

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Interprétation simultanée	69 900	69 900	—
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	—
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	—
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-3 pour 12 mois	169 700	169 700	—
Voyages annuels de l'Expert indépendant : 3 voyages à Genève et 2 visites de pays	42 900	42 900	—
Voyages d'un membre du personnel accompagnant l'Expert indépendant lors de visites de pays	11 500	11 500	—
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	—
Voyages de 4 personnes en vue de leur participation au dialogue interactif	15 400	—	15 400
Total partiel (chapitre 24)	255 500	240 100	15 400
Total	471 100	455 700	15 400

236. Le mandat de l'Expert indépendant relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux de l'Expert indépendant s'élève à 455 700 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 240 100 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités de l'Expert indépendant, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. Toutefois, il n'a pas été prévu de ressources

pour l'exécution des activités prescrites au paragraphe 38 de la résolution. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 15 400 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/20

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo

237. Aux paragraphes 42, 43, 44, 45 et 46 de sa résolution 48/20, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de renouveler le mandat de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasaï et de l'étendre sur tout le territoire national de la République démocratique du Congo, et demandé à l'Équipe d'experts internationaux de présenter son rapport final au Conseil des droits de l'homme à sa cinquante et unième session, dans le cadre d'un dialogue interactif renforcé, ainsi qu'une mise à jour orale à sa quarante-neuvième session ;

b) demandé à la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Gouvernement de la République démocratique du Congo l'assistance technique, y compris l'expertise médico-légale nécessaire, pour appuyer les autorités judiciaires du pays dans leurs enquêtes sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits afin que leurs auteurs soient traduits en justice ;

c) demandé également à la Haute-Commissaire de fournir au Gouvernement de la République démocratique du Congo une assistance technique pour appuyer le processus d'implantation du mécanisme de justice transitionnelle en cours en République démocratique du Congo, par la mise en place d'une commission nationale de justice transitionnelle et de réconciliation ;

d) prié la Haute-Commissaire de lui présenter, dans le cadre d'un dialogue interactif renforcé, une mise à jour orale sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, y compris au Kasaï, à sa quarante-neuvième session ;

e) prié également la Haute-Commissaire d'établir un rapport complet sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo et de le lui présenter, dans le cadre d'un dialogue interactif renforcé, à sa cinquante et unième session.

238. Comme indiqué dans le tableau 66, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

Personnel d'appui chargé d'assister les deux experts internationaux des droits humains

a) deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) reconduits, dont deux basés à Kinshasa, au Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo, dont les titulaires seront chargés d'aider les deux experts internationaux des droits humains dans le suivi, l'évaluation et la vérification de la suite donnée aux recommandations formulées dans le rapport présenté par l'ancienne équipe d'experts internationaux au Conseil des droits de l'homme, à savoir :

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois	
		2021	2022
1 P-4	Spécialiste des droits de l'homme	3	9
1 P-3	Spécialiste des droits de l'homme	3	9

- b) les voyages des deux experts internationaux, à savoir :
- i) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève au début du mandat ;
 - ii) un voyage de trois jours ouvrables aux fins de la participation à un dialogue interactif renforcé, à la quarante-neuvième session du Conseil ;
 - iii) un voyage de cinq jours ouvrables aux fins de la présentation du rapport au Conseil, dans le cadre d'un dialogue interactif renforcé, à sa cinquante et unième session ;
 - iv) quatre voyages de 15 jours ouvrables dans des régions de la République démocratique du Congo, dont un en 2021 et trois en 2022 ;
- c) les voyages de membres du personnel, à savoir :
- i) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève pour un membre du personnel de classe P-4 au début du mandat de l'Équipe d'experts internationaux des droits de l'homme en 2021 ;
 - ii) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève pour un membre du personnel de classe P-4 aux fins de la présentation du rapport au Conseil, dans le cadre d'un dialogue interactif renforcé, à sa cinquante et unième session ;
 - iii) quatre voyages de cinq jours ouvrables chacun dans des régions de la République démocratique du Congo depuis Kinshasa pour deux membres du personnel, aux fins de consultations avec les autorités, un en 2021 et trois en 2022 ;
 - iv) deux voyages de 10 jours ouvrables chacun en 2022 dans des régions de la République démocratique du Congo depuis Kinshasa, par voie terrestre, pour deux membres du personnel, aux fins de l'exécution du mandat ;

Assistance technique au Gouvernement de la République démocratique du Congo

d) seize emplois de temporaire (autre que pour les réunions) dont les titulaires feront partie d'une équipe basée à Kinshasa et à Goma et seront chargés de fournir des services d'assistance technique et de conseil à l'Auditorat militaire pour la réalisation de ses enquêtes sur les allégations de violations et d'atteintes, comme suit :

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois		Lieu d'affectation
		2021	2022	
	Emplois de temporaire reconduits			
1 P-4	Spécialiste de la protection des victimes et des témoins	1	9	Kinshasa
1 P-4	Conseiller(ère) pour les questions de violence sexuelle et de violence de genre	1	9	Kinshasa
1 P-4	Expert(e) légiste	3	9	Kinshasa
1 P-4	Expert(e) légiste	1	9	Goma

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois		Lieu d'affectation
		2021	2022	
3 P-3	Expert(e) légiste	1	9	Kinshasa/Goma
1 P-3	Spécialiste des systèmes d'information géospatiale	1	9	Kinshasa
1 P-3	Responsable de la sécurité sur le terrain	3	9	Kinshasa
1 AN	Fonctionnaire d'administration	2	9	Kinshasa
2 AN	Spécialiste des droits de l'homme	2	9	Kinshasa/Goma
2 AN	Interprète	2	9	Kinshasa
Nouveaux emplois de temporaire (autres que pour les réunions)				
1 P-3	Expert(e) légiste	1	9	Goma
1 P-3	Psychologue	1	9	Kinshasa

Abréviation : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national.

L'expert(e) légiste doit fournir des services de conseil, de renforcement des capacités locales et d'appui technique en matière d'expertise médico-légale, notamment, mais pas exclusivement, pour les tâches suivantes : la collecte d'éléments de preuve pour les crimes sexuels et fondés sur le genre ; la collecte d'éléments de preuve pour les morts violentes d'origine criminelle ; le maintien de la chaîne de responsabilité et d'intégrité sur tous les éléments de preuve collectés ; le contrôle de la qualité des procédures médico-légales ; le respect de la procédure d'obtention des éléments de preuve. Le (la) psychologue doit apporter un soutien aux victimes de violence dans des situations d'après-conflit et les aider à guérir des traumatismes ;

e) les voyages de membres du personnel, à savoir :

i) dix missions de 10 jours ouvrables chacune dans des provinces de la République démocratique du Congo pour quatre membres du personnel, vols compris, en 2022 ;

ii) six voyages de 10 jours ouvrables chacun en République démocratique du Congo depuis Kinshasa, par voie terrestre, pour six membres du personnel, aux fins de l'exécution du mandat, en 2022 ;

iii) six voyages de cinq jours ouvrables chacun par hélicoptère pour six membres du personnel aux fins de l'exécution du mandat en 2022 ;

f) les dépenses de fonctionnement, notamment celles concernant la main-d'œuvre occasionnelle pour les travaux d'exhumation, la location de véhicules et de bureaux, le carburant, les services de sécurité, les services collectifs de distribution, les frais liés à l'informatique et aux communications, les fournitures de secours d'urgence et le matériel de sécurité, les fournitures de bureau et les articles de papeterie et le matériel de bureau ;

g) quatre ateliers de cinq jours ouvrables chacun dans des régions de la République démocratique du Congo pour 60 participants (transport, indemnités journalières de subsistance, la location de salles de réunion et les charges accessoires), pour aider à la mise en place du groupe de travail interministériel chargé de suivre et d'évaluer l'application des recommandations de l'Équipe d'experts internationaux, un en 2021 et trois en 2022 ;

h) l'assistance à 70 victimes ou témoins par mois (frais de déplacement locaux et dépenses) pendant la durée du mandat ;

i) trois ateliers de formation technique de cinq jours ouvrables chacun, organisés dans des provinces de la République démocratique du Congo à l'intention de 20 membres de l'appareil judiciaire congolais, sur les enquêtes pénales et l'utilisation de la criminalistique (indemnité journalière de subsistance locale, location des salles de réunion, et dépenses diverses) en 2022 ;

Établissement d'un rapport complet et d'un dialogue interactif renforcé

j) un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 à Genève pendant trois mois, en vue de faciliter l'établissement du rapport, la préparation et le suivi du dialogue renforcé prévu à la cinquante et unième session du Conseil ;

k) les voyages de deux jours ouvrables à Genève de deux parties prenantes de haut niveau qui participeront au dialogue interactif renforcé prévu aux quarante-neuvième et cinquante et unième sessions (un voyage pour chacune des sessions) ;

l) les services de conférence (traitement des rapports devant être soumis au Conseil à sa cinquante et unième session dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 66

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/20

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-session	62 500	—	—	—	62 500
Total partiel (chapitre 2)	62 500	—	—	—	62 500
Chapitre 24 (Droits humains)					
Autres dépenses de personnel	2 566 400	—	447 700	—	2 118 700
Voyages des experts	169 500	—	34 600	—	134 900
Voyages du personnel	319 500	—	9 200	—	310 300
Services contractuels	8 000	—	—	—	8 000
Frais généraux de fonctionnement	435 700	—	69 700	—	366 000
Fournitures et accessoires	24 400	—	2 700	—	21 700
Mobilier et matériel	17 000	—	—	—	17 000
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	415 100	—	87 300	—	327 800
Total partiel (chapitre 24)	3 955 600	—	651 200	—	3 304 400
Total	4 018 100	—	651 200	—	3 366 900

239. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les dépenses d'un montant de 651 200 dollars seraient financées au moyen des crédits déjà approuvés pour

l'exercice ; il faudra toutefois prévoir des ressources supplémentaires de 3 366 900 dollars, à raison de 62 500 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 3 304 400 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

Résolution 48/21

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen

240. Aux paragraphes 18 et 19 de sa résolution 48/21, le Conseil des droits de l'homme a :

a) prié la Haute-Commissaire de continuer de fournir des services spécialisés de renforcement des capacités et d'assistance technique au Gouvernement yéménite et toute l'assistance technique et logistique nécessaire à la Commission nationale d'enquête, sur un pied d'égalité avec les autres commissions de ce type, pour lui permettre d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises par toutes les parties au conflit au Yémen, dans le respect des normes internationales, et de soumettre, dès qu'il serait disponible, conformément au décret présidentiel n° 9 du 28 septembre 2021, un rapport exhaustif sur les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits qui seraient commises dans toutes les régions du Yémen, et engagé toutes les parties au conflit au Yémen à offrir à la Commission toutes les facilités d'accès nécessaires ainsi que leur pleine coopération, en toute transparence ;

b) prié également la Haute-Commissaire de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport écrit sur l'assistance technique fournie en application de la résolution.

241. Comme indiqué dans le tableau 67, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-3 qui sera basé à Aden et qui continuera, pour une durée de trois mois, d'appuyer les travaux de la Commission nationale d'enquête, en application de la résolution 33/16 du Conseil, de coordonner, d'organiser et de fournir des services d'assistance et des conseils techniques de fond dans le cadre d'ateliers et de programmes de formations, avec l'appui de spécialistes de la question, pour la Commission nationale d'enquête, et de rédiger le rapport que la Haute-Commissaire doit présenter au Conseil à sa cinquante et unième session ;

b) un(e) consultant(e) basé(e) dans le pays (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) spécialiste du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme qui, pour une période de quatre mois, apportera des conseils et un appui sur des questions juridiques concernant le suivi, les enquêtes et la communication de l'information par la Commission nationale d'enquête ;

c) un(e) consultant(e) basé(e) dans le pays (administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national) spécialiste des affaires militaires qui, pour une période de trois mois, apportera des conseils et un appui sur des questions ayant trait aux armes et des questions militaires concernant le suivi, les enquêtes et la communication de l'information par la Commission nationale d'enquête ;

d) un(e) consultant(e) international(e) (P-4) spécialiste de l'archivage des dossiers judiciaires qui, pour une période de trois semaines, à Aden, aidera la

Commission nationale d'enquête à constituer et archiver les dossiers judiciaires qui seront soumis au Bureau du procureur général ;

e) un(e) consultant(e) international(e) (P-4) spécialiste des enquêtes et des poursuites concernant les violations des droits humains liées au genre et du droit international humanitaire, qui, pour une période de deux semaines, à Aden, animera deux ateliers de formation à l'intention des membres de la Commission et des agents chargés du suivi sur le terrain ;

f) un(e) consultant(e) international(e) (P-4) spécialiste de l'imagerie numérique et des techniques et outils d'enquête à partir de sources librement accessibles qui, pour une période de deux semaines, animera un atelier de formation à l'intention des membres de la Commission et des enquêteurs ;

g) les voyages du personnel, des consultants et des participants en rapport avec les activités ci-après :

i) deux ateliers de formation de trois jours chacun, organisés à Aden, sur les enquêtes concernant les violations des droits humains liées au genre et du droit international humanitaire, auxquels participeront :

a. un(e) consultant(e) recruté(e) sur le plan international, qui animera les deux ateliers de formation ;

b. neuf membres de la Commission nationale d'enquête (basés dans diverses provinces du Yémen), qui participeront à un des ateliers ;

c. des agents de la Commission nationale d'enquête chargés du suivi sur le terrain (basés dans diverses provinces du Yémen), qui participeront à l'autre atelier ;

ii) un atelier de formation de trois jours, à Aden, sur la responsabilité pénale et la responsabilité civile en cas de violations des droits humains, les divergences entre le droit international et le droit interne et la protection des témoins, auquel participeront :

a. un(e) consultant(e) recruté(e) sur le plan national, qui animera l'atelier de formation ;

b. neuf membres de la Commission nationale d'enquête (basés dans diverses provinces du Yémen) ;

iii) deux ateliers de formation de trois jours chacun, à Aden, sur le suivi, les enquêtes et la communication de l'information concernant les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et les atteintes à ces droits commises par toutes les parties au conflit au Yémen, auxquels participeront :

a. un(e) consultant(e) recruté(e) sur le plan national, qui animera les deux ateliers de formation ;

b. huit enquêteurs de la Commission nationale d'enquête (basés dans diverses provinces du Yémen), qui participeront à un des ateliers ;

c. 40 agents de la Commission nationale d'enquête chargés du suivi sur le terrain (basés dans diverses provinces du Yémen), qui participeront à l'autre atelier ;

iv) un atelier de formation de deux jours, à Aden, sur l'utilisation de l'imagerie numérique et des techniques et outils d'enquête à partir de sources librement accessibles dans le cadre du suivi du respect des droits humains, auquel participeront :

- a. un(e) consultant(e) recruté(e) sur le plan international, qui animera l'atelier de formation ;
- b. huit enquêteurs de la Commission nationale d'enquête (basés dans diverses provinces du Yémen) ;
- c. neuf membres de la Commission nationale d'enquête (basés dans diverses provinces du Yémen) ;
- v) un voyage de cinq jours à Tunis, que des membres de la Commission nationale d'enquête effectueront pour renforcer leur connaissance des mécanismes de justice transitionnelle, rencontrer d'anciens membres de l'Instance Vérité et Dignité, des victimes et membres de la famille de victimes, des juges et des procureurs et partager leurs expériences avec les membres d'une commission internationale d'enquête (Libye/Yémen), et auquel participeront notamment :
 - a. un membre du personnel de la Section de l'état de droit et de la démocratie du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (depuis Genève) ;
 - b. un membre du personnel du Centre international pour la justice transitionnelle (depuis Beyrouth) ;
 - c. neuf membres de la Commission nationale d'enquête ;
- h) les frais généraux de fonctionnement concernant les dépenses locales de transport, de sécurité et de communication et des dépenses diverses engagées lors des ateliers ;
- i) les services de conférence (traitement du rapport de la Haute-Commissaire devant être présenté au Conseil à sa cinquante et unième session dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 67

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/21

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	—	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	—	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 emploi de temporaire de classe P-3 pour 3 mois	62 000	—	62 000
Consultants	68 900	—	68 900
Voyages du personnel	3 300	—	3 300
Frais généraux de fonctionnement	5 100	—	5 100
Subventions et contributions pour les participants aux réunions	149 000	—	149 000

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Total partiel (chapitre 24)	288 300	–	288 300
Total	316 000	–	316 000

242. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 316 000 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 288 300 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/22

Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme

243. Aux paragraphes 18, 21, 22 et 23 de sa résolution 48/22, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de renouveler pour un an, au titre du point 10 de l'ordre du jour, le mandat d'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie, qui consiste à évaluer et à suivre la situation des droits de l'homme en Somalie et à en rendre compte en vue de formuler des recommandations concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme ;

b) prié l'Experte indépendante de lui faire rapport à sa cinquante et unième session et de présenter un rapport à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale ;

c) prié également l'Experte indépendante de lui fournir des informations actualisées dans le rapport qu'elle soumettrait sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des repères et des indicateurs définis dans le plan de transition afin de l'aider à décider des futures mesures à prendre ;

d) prié le Haut-Commissariat et les autres organismes compétents des Nations Unies de fournir à l'Experte indépendante toutes les ressources humaines, techniques et financières dont elle avait besoin pour s'acquitter pleinement de son mandat.

244. L'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles (voir tableau 68).

Tableau 68

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/22

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
--	---	---	---	--

**Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée
générale et du Conseil économique
et social et gestion des conférences)**

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>
Interprétation simultanée	69 900	69 900	–	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	–	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	–	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)				
Voyages annuels de l'Experte indépendante : 3 voyages à Genève, 1 voyage à New York et 2 visites de pays	51 100	51 100	–	51 100
Voyages d'un membre du personnel accompagnant l'Experte indépendante lors de visites de pays	11 500	11 500	–	11 500
Frais généraux de fonctionnement lors des visites de pays	16 000	16 000	–	16 000
Total partiel (chapitre 24)	78 600	78 600	–	78 600
Total	294 200	294 200	–	294 200

245. Le mandat de l'Experte indépendante relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux de l'Experte indépendante s'élève à 294 200 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 78 600 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités de l'Experte indépendante, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il ne sera donc pas nécessaire de demander des ressources supplémentaires.**

Résolution 48/23

Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge

246. Aux paragraphes 32 et 33 de sa résolution 48/23, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé de proroger de deux ans le mandat de Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge et prié le titulaire du mandat de le tenir informé de l'exécution de son mandat en lui soumettant un rapport à ses cinquante et unième et cinquante quatrième sessions, comprenant notamment des recommandations sur l'assistance technique et le renforcement des capacités pour la protection et la promotion des droits de l'homme dans le pays et en faisant le point oralement, une seule fois, à sa quarante neuvième session, sans que cela ne constitue un précédent ;

b) prié le Secrétaire général de lui faire rapport à ses cinquante et unième et cinquante quatrième sessions sur le rôle joué et le travail accompli par le Haut-Commissariat pour aider le Gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et protéger les droits de l'homme.

247. Comme indiqué dans le tableau 69, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses annuelles ainsi que des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit : un voyage de cinq jours

ouvrables à Genève du Rapporteur spécial, qui fera le point oralement au Conseil à sa quarante-neuvième session.

Tableau 69

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/23

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources annuelles nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>	<i>Ressources à prévoir dans le projet de budget pour 2023</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Interprétation simultanée	69 900	69 900	69 900	–	69 900
Documentation d'avant-session	145 700	145 700	145 700	–	145 700
Total partiel (chapitre 2)	215 600	215 600	215 600	–	215 600
Chapitre 24 (Droits humains)					
Voyages annuels du titulaire du mandat : 3 voyages à Genève et 2 visites de pays	42 900	42 900	42 900	–	42 900
Voyages supplémentaires du titulaire de mandat à Genève	–	–	–	8 200	–
Voyages des membres du personnel accompagnant le titulaire du mandat lors de missions dans les pays	11 500	11 500	11 500	–	11 500
Dépenses locales : transports, sécurité, communication, divers	16 000	16 000	16 000	–	16 000
Total partiel (chapitre 24)	70 400	70 400	70 400	8 200	70 400
Total	286 000	286 000	286 000	8 200	286 000

248. Le mandat du Rapporteur spécial relève de la catégorie des activités à caractère permanent. Le montant total annuel des ressources affectées aux travaux du Rapporteur spécial s'élève à 286 000 dollars, dont 215 600 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et 70 400 dollars au titre du chapitre 24 (Droits humains). Compte tenu du caractère permanent des activités du Rapporteur spécial, les ressources nécessaires ont été prévues dans le budget-programme de 2021 et dans le projet de budget-programme pour 2022 ; toutefois, les ressources supplémentaires nécessaires pour donner suite à la demande formulée au paragraphe 32 de la résolution, à savoir faire le point oralement au Conseil, à sa quarante-neuvième session, n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 8 200 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/24**Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme**

249. Aux paragraphes 11 et 12 de sa résolution 48/24, le Conseil des droits de l'homme a :

a) décidé, en application des paragraphes 3 et 4 de sa résolution 18/18, du 29 septembre 2011, que la réunion-débat annuelle au titre du point 10 de l'ordre du jour qui devait se tenir au cours de sa cinquantième session aurait pour thème « La coopération technique aux fins de la participation pleine et effective des femmes à la prise de décisions et à la vie publique et de l'élimination de la violence, pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles » ;

b) prié le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'établir un rapport, qui lui serait soumis à sa cinquantième session et servirait de point de départ à la réunion-débat, sur les activités et les projets menés par le Haut-Commissariat, les équipes de pays et organismes des Nations Unies compétents et les organisations régionales pour aider les États à prendre des mesures en lien avec le thème de la réunion-débat.

250. Comme indiqué dans le tableau 70, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 pour ce qui suit :

a) du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pendant deux mois, qui sera chargé d'effectuer des recherches en amont de la réunion-débat et de l'organiser, ainsi que d'en assurer le suivi et d'en établir le rapport ;

b) les services de conférence (traitement du rapport devant être soumis au Conseil des droits de l'homme à sa cinquantième session dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 70

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/24

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)			
Documentation d'avant-session	27 700	–	27 700
Total partiel (chapitre 2)	27 700	–	27 700
Chapitre 24 (Droits humains)			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 emploi de temporaire de classe P-4 pour 2 mois	37 700	–	37 700
Total partiel (chapitre 24)	37 700	–	37 700
Total	65 400	–	65 400

251. Les ressources correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme pour 2022. **Il faudra donc prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 65 400 dollars, à raison de 27 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 37 700 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.**

Résolution 48/25

Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Libye

252. Aux paragraphes 29, 35, 40, 41 et 43 de sa résolution 48/25, le Conseil des droits de l'homme a :

a) accueilli avec satisfaction la prorogation du mandat de la Mission de soutien des Nations Unies en Libye (MANUL) par le Conseil de sécurité, et demande au Haut-Commissariat de continuer, dans le cadre de sa coopération avec la Mission, de surveiller les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits sur l'ensemble du territoire libyen et à en rendre compte, d'établir les faits et les circonstances se rapportant à ces violations et atteintes en vue d'empêcher l'impunité et de garantir la pleine mise en cause des responsabilités individuelles ;

b) renouvelé sa demande au Haut-Commissariat de fournir une assistance technique et des moyens de renforcement des capacités plus complets et durables aux autorités judiciaires libyennes, afin que le Gouvernement d'unité nationale ait les moyens de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, de prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits et de garantir le respect de l'obligation de rendre des comptes, conformément aux priorités de l'État ;

c) décidé de prolonger le mandat de la mission d'enquête pour une période de neuf mois afin de lui permettre de s'acquitter de son mandat, compte tenu de la situation exceptionnelle à laquelle la mission faisait face depuis sa création en raison de la pandémie de COVID-19 et de la crise de liquidité que connaissait l'Organisation des Nations Unies à l'époque ;

d) demandé à la mission d'enquête de lui présenter à sa quarante-neuvième session un rapport de suivi sur ses conclusions, avec la participation du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye¹, et de lui présenter à sa cinquantième session un rapport complet sur la situation des droits de l'homme en Libye, notamment sur ce qui était fait pour prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits et pour que les responsables répondent de leurs actes, ainsi que des recommandations sur la suite à donner, présentations qui seraient chacune suivie d'un dialogue ;

e) prié le Secrétaire général de doter le Haut-Commissariat des ressources nécessaires à l'application intégrale de la résolution.

253. Comme indiqué dans le tableau 71, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2021 et en 2022 pour ce qui suit :

Assistance technique au Gouvernement d'unité nationale

a) un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-4 pour 12 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, à la MANUL, dont le (la) titulaire,

¹ Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Libye depuis janvier 2021.

consultant(e) spécialiste des questions de justice transitionnelle et de réconciliation, sera basé(e) à Tripoli et chargé(e) de fournir une assistance technique et des moyens de renforcement des capacités plus complets et durables aux autorités judiciaires libyennes, afin que le Gouvernement d'unité nationale ait les moyens de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, de prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits et de garantir le respect de l'obligation de rendre des comptes, conformément aux priorités de l'État, et d'organiser, avec les autorités judiciaires, des ateliers de formation sur la justice transitionnelle et la réconciliation ;

b) deux ateliers de formation de cinq jours chacun sur le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire à l'intention du personnel militaire, conformément à la demande faite au Haut-Commissariat, dans la résolution, de fournir une assistance technique et des moyens de renforcement des capacités plus complets et durables afin que le Gouvernement d'unité nationale ait les moyens de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, de prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits et de garantir le respect de l'obligation de rendre des comptes, conformément aux priorités de l'État, qui se tiendront à Tripoli et à Benghazi, respectivement et pour lesquels seront nécessaires :

- i) quatre membres du personnel de la MANUL, qui faciliteront et organiseront les deux ateliers de formation, des membres du personnel devant effectuer le voyage de Tripoli à Benghazi pour l'atelier qui se tiendra à Benghazi ;
- ii) les voyages de 20 membres du personnel militaire libyen qui participeront aux ateliers de formation ;

c) deux ateliers de formation de cinq jours chacun sur le cadre de justice transitionnelle et de réconciliation libyen à l'intention des autorités judiciaires libyennes, qui auront pour objectif de fournir une assistance technique et des moyens de renforcement des capacités plus complets et durables aux autorités judiciaires libyennes, en vue de prévenir les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits et de garantir le respect de l'obligation de rendre des comptes, conformément aux priorités de l'État, et se tiendront à Tunis, et pour lesquels seront nécessaires :

- i) un emploi de temporaire (autre que pour les réunions), dont le titulaire animera la formation ;
- ii) les voyages de quatre membres du personnel de la MANUL, de Tripoli à Tunis, qui faciliteront l'organisation de chacun des ateliers et les présenteront ;
- iii) les voyages de 20 membres des autorités judiciaires libyennes, de différents districts en Libye jusqu'à Tunis, où ceux-ci y participeront aux ateliers de formation ;

d) les frais généraux de fonctionnement concernant la location des salles de réunion, les dépenses locales de transport et de communication et des dépenses diverses engagées lors des ateliers de formation ;

Exécution du mandat de la mission d'enquête indépendante sur la Libye

e) un secrétariat composé de 18 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions), basés à Tunis et à Tripoli, comme suit :

Nombre et classe	Titre	Nombre de mois		Lieu d'affectation
		2021	2022	
Emplois de temporaire reconduits				
1 P-5	Spécialiste des droits de l'homme/Coordonnateur(trice)	3	6	Tunis
1 P-4	Spécialiste des droits de l'homme/ chef de l'Équipe d'enquêteurs	3	6	Tunis/Tripoli
1 P-4	Spécialiste des droits de l'homme/ conseiller(ère) juridique	3	6	Tunis
1 P-4	Spécialiste des droits de l'homme/ administrateur(trice) chargé(e) des rapports	3	6	Tunis
1 P-4	Expert(e) légiste	—	3	Tripoli
1 P-4	Conseiller(ère) pour les questions de genre/enquêteur(trice) spécialisé(e) dans la violence sexuelle et fondée sur le genre (détaché(e) par ONU-Femmes)	3	6	Tunis
1 P-4	Spécialiste des médias	—	2	Tunis
2 P-3	Spécialistes des droits humains/ enquêteurs(trices)	3	6	Tunis/Tripoli
1 P-3	Enquêteur(trice)/enquêteur(trice) en criminalistique numérique	3	6	Tunis
1 P-3	Coordonnateur(trice) de la sécurité sur le terrain	3	6	Tripoli
1 P-3	Fonctionnaire d'administration	—	6	Tunis
1 P-2	Interprète	3	6	Tunis
Nouveaux emplois de temporaire				
1 P-3	Conseiller(ère) pour les migrations	—	6	Tripoli
2 P-3	Spécialistes des droits de l'homme/ enquêteurs	—	6	Tripoli
1 P-3	Analyste	—	6	Tunis
1 P-3	Assistant(e) (gestion des dossiers)	—	6	Tunis

La création de nouveaux emplois de temporaire, compensée par la non-reconduction de trois emplois antérieurs, est nécessaire afin que :

- i) le (la) conseiller(ère) pour les migrations exécute les tâches suivantes : examiner, suivre et évaluer les activités liées à l'application des instruments internationaux relatifs aux droits humains, notamment ceux en rapport avec les migrations et les droits humains, y compris les recommandations des organes conventionnels et des mécanismes du Conseil des droits de l'homme ; contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme relatif aux migrations et aux droits humains et en définir les modalités et les critères d'évaluation ; veiller à ce que des informations actualisées soient disponibles sur les questions de fond ayant trait aux droits humains, en particulier celles liées aux migrations et aux droits humains et formuler des recommandations sur les mesures à prendre ; se tenir en rapport avec les autres secteurs de l'ONU, les autres organisations internationales et les gouvernements en matière de coordination et de politique : informer les représentant(e)s et formuler des propositions et recommandations selon qu'il convient ;
- ii) les deux spécialistes des droits de l'homme et enquêteurs exécutent les tâches suivantes : mener des recherches et recueillir et analyser des informations

et des documents sur des questions relatives aux droits humains, au droit international humanitaire et au droit pénal international, lorsque le mandat l'exige, et faire, sous l'égide du (de la) chef de l'équipe d'enquêteurs, des propositions concernant les méthodes et outils à utiliser pour les enquêtes ; assurer en temps voulu le suivi des tendances et constantes en matière de violations ; mener des enquêtes, notamment des entretiens avec des victimes et des témoins, afin de collecter des informations sur les violations du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire ou du droit pénal international et de corroborer les allégations y relatives, comme l'exige le mandat de la mission d'enquête ; travailler avec des outils de surveillance et de cartographie et exploiter notamment des données provenant de sources publiques et des images satellites, aider à déterminer où ont eu lieu les violations et évaluer l'authenticité des données et des témoignages recueillis ; identifier les auteurs présumés de violations à l'aide des méthodes de collecte d'informations choisies par la mission ; organiser des missions dans des sites où ont eu lieu des violations et dans d'autres endroits, le cas échéant, et y participer ; veiller à ce que toutes les mesures possibles soient prises afin d'assurer la protection des victimes et des témoins qui coopéreront avec la mission d'enquête, à ce que ces mesures soient conformes aux méthodes retenues et au principe « ne pas nuire » et à ce que les survivants bénéficient de services d'orientation efficaces ; veiller à ce que les informations et la documentation relatives à l'enquête soient protégées, stockées et conservées en toute sécurité, conformément aux procédures établies par la mission d'enquête ; entreprendre une analyse préliminaire des informations recueillies et rédiger des documents analytiques, notamment une analyse des questions de genre ; rédiger les sections des rapports de la mission d'enquête qui concernent leur travail et fournir d'autres contributions ; veiller à ce que les questions de genre soient prises en compte et qu'une démarche nuancée en fonction du genre soit adoptée à toutes les étapes des enquêtes, de l'analyse et de la rédaction du rapport ;

iii) l'analyste exécute les tâches suivantes : mener des travaux de recherche et d'analyse approfondis portant sur des activités complexes de nature juridique, politique et militaire en rapport avec des affaires de violations graves du droit international humanitaire tels que le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les actes de violence sexuelle et fondée sur le genre ; recueillir, regrouper et analyser des informations provenant de sources multiples, notamment d'entretiens avec des témoins, et recenser les lacunes et les incohérences de manière à éclairer les décisions relatives aux futures activités d'enquête ; établir des rapports d'analyse détaillés et des documents connexes et mener des activités relatives à la constitution des dossiers ; déterminer, analyse à l'appui, quels informations et éléments de preuve doivent être inclus dans les entretiens à l'appui des enquêtes ; entretenir des contacts étroits avec les enquêteurs, les avocats et les spécialistes des informations et des éléments de preuve ; procéder à des vérifications complémentaires, à la demande de la mission d'enquête ;

iv) l'assistant(e) (gestion des dossiers) exécute les tâches suivantes : organiser et administrer la gestion des dossiers ; assurer la liaison et la coordination avec le (la) chef de l'Équipe d'enquêteurs, le (la) conseiller(ère) juridique, l'administrateur(trice) chargé(e) des rapports et les enquêteurs ; gérer et tenir à jour les systèmes de classement et d'archivage (sur support électronique et support papier) ; répertorier en permanence tous les éléments de preuve potentiels et contrôler de près les éléments de preuve ; faciliter la communication efficace et rapide de l'information au nom des experts et du (de la) coordonnateur(trice) ; obtenir et fournir des documents de recherche

juridique en rapport avec chaque dossier ; s'acquitter de toutes autres tâches ponctuelles qui pourraient lui être confiées ;

f) les voyages des représentants, à savoir :

i) trois voyages de cinq jours ouvrables en Libye de trois membres de la mission en 2022 ; deux missions seront effectuées dans la zone contrôlée par le Gouvernement, probablement à Tripoli : l'une en vue de rencontrer des représentants des autorités ainsi que des victimes et témoins et l'autre afin de présenter les principales conclusions aux autorités et éventuellement le rapport ; la troisième mission sera effectuée dans des zones contrôlées par l'Armée nationale libyenne, probablement à Benghazi ;

ii) deux voyages de huit jours ouvrables à Tunis, en 2022, de trois membres de la mission qui travailleront avec le secrétariat ;

iii) deux voyages de sept jours ouvrables à Tripoli que trois membres de la mission effectueront en 2022 pour établir les faits en menant des entretiens et des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;

iv) un voyage de sept jours ouvrables à Benghazi que trois membres de la mission effectueront en 2022 pour établir les faits en menant des entretiens et des réunions avec toutes les parties concernées, y compris les autorités compétentes, les représentants des organismes des Nations Unies et de la société civile, les victimes et les témoins ;

v) un voyage de trois jours ouvrables à Genève de trois membres de la mission qui feront le point oralement au Conseil, à sa quarante-neuvième session ;

vi) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève de trois membres de la mission qui présenteront le rapport final complet au Conseil à sa cinquantième session ;

g) les voyages de membres du personnel, à savoir :

i) un voyage de cinq jours ouvrables de cinq membres du secrétariat qui accompagneront en 2022 trois membres de la mission dans des zones contrôlées par l'Armée nationale libyenne, probablement à Benghazi ;

ii) un voyage de sept jours ouvrables à Benghazi de quatre membres du personnel qui accompagneront en 2022 les membres de la mission dans le cadre de l'enquête ;

iii) trois voyages de sept jours ouvrables à Benghazi de quatre membres du personnel qui participeront à la mission d'enquête en 2022 ;

iv) un voyage de 10 jours ouvrables à Palerme (Italie) de quatre membres du personnel qui mèneront des enquêtes en 2022 ;

v) un voyage de trois jours ouvrables à Genève d'un(e) fonctionnaire d'administration qui suivra le cours d'initiation en 2022 ;

vi) un voyage de huit jours ouvrables à Agadez (Niger) de trois membres du personnel qui mèneront des enquêtes en 2022 ;

vii) trois voyages de cinq jours ouvrables en Tunisie de quatre membres du personnel qui s'entretiendront avec des témoins en 2022 ;

viii) un voyage de cinq jours ouvrables à Genève du (de la) coordonnateur(trice) et spécialiste des médias qui accompagnera les membres de la mission lors de la présentation du rapport final complet au Conseil à sa cinquantième session ;

ix) appui technique et logistique du Haut-Commissariat : deux voyages de cinq jours ouvrables du (de la) logisticien(ne) du Haut-Commissariat qui ouvrira et fermera le bureau de Tunis ;

h) les frais généraux de fonctionnement, y compris la location de bureaux et de véhicules, le matériel de bureau, les téléphones portables et les ordinateurs, les fournitures de bureau et les articles de papeterie, les dépenses de sécurité, la réserve de denrées alimentaires et d'eau, l'obtention et l'analyse des images satellite, les dépenses engagées lors des missions et les voyages des témoins ;

i) les services de conférence (traitement des rapports devant être présentés au Conseil à ses sessions de 2022 dans les six langues officielles, y compris édition et traduction).

Tableau 71

Ressources nécessaires à l'application de la résolution 48/25

(En dollars des États-Unis)

	<i>Total des ressources nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Documentation d'avant-session	69 600	—	—	—	69 600
Total partiel (chapitre 2)	69 600	—	—	—	69 600
Chapitre 24 (Droits humains)					
Autres dépenses de personnel	2 328 700	—	375 000	—	1 953 700
Voyages des représentants	226 800	—	—	—	226 800
Voyages du personnel	115 000	—	2 000	—	113 000
Services contractuels	35 000	—	—	—	35 000
Frais généraux de fonctionnement	250 800	—	24 000	—	226 800
Fournitures et accessoires	6 100	—	1 500	—	4 600
Mobilier et matériel	42 900	—	—	—	42 900
Subventions et contributions pour les participants aux réunions et les témoins	140 400	—	—	—	140 400
Total partiel (chapitre 24)	3 145 700	—	402 500	—	2 743 200
Total	3 215 300	—	402 500	—	2 812 800

254. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les dépenses d'un montant de 402 500 dollars à engager pour 2021 seraient financées au moyen des crédits déjà approuvés pour l'exercice ; **il faudra toutefois prévoir des ressources supplémentaires destinées à financer des dépenses non renouvelables de 2 812 800 dollars, à raison de 69 600 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des**

conférences) et de 2 743 200 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022.

F. Trente-deuxième session extraordinaire

Résolution S-32/1

Situation des droits de l'homme au Soudan

255. Aux paragraphes 14, 15, 16 et 18 de sa résolution S-32/1, le Conseil des droits de l'homme a :

- a) prié la Haute-Commissaire de lui rendre compte de la situation des droits de l'homme au Soudan depuis la prise du pouvoir par l'armée à sa quarante-neuvième session, dans le cadre d'un dialogue renforcé ;
- b) prié également la Haute-Commissaire de désigner sans délai un expert des droits de l'homme au Soudan qui, avec l'assistance du bureau de pays du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et en étroite coopération avec celui-ci, suivrait l'évolution de la situation des droits de l'homme au Soudan, en veillant notamment à intégrer une perspective de genre dans l'ensemble de ses travaux, et consulterait toutes les parties concernées, y compris la société civile, sur l'évolution de la situation des droits de l'homme depuis la prise du pouvoir par l'armée le 25 octobre 2021 jusqu'au rétablissement d'un gouvernement dirigé par des civils ;
- c) prié en outre la Haute-Commissaire, avec l'aide de l'expert des droits de l'homme au Soudan qui aurait été désigné, de lui présenter, à sa cinquantième session, un rapport écrit complet sur la situation des droits de l'homme depuis la prise du pouvoir par l'armée et sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises pendant cette période, présentation qui serait suivie d'un dialogue interactif renforcé ;
- d) prié le Secrétaire général de mettre à la disposition du Haut-Commissariat tout le soutien financier, technique et logistique nécessaire à cet égard.

256. Comme indiqué dans le tableau 72, l'exécution des activités prescrites par la résolution entraînera des dépenses non renouvelables supplémentaires en 2022 et en 2023 pour ce qui suit :

- a) le personnel temporaire (autre que pour les réunions) basé à Khartoum :
 - i) un(e) spécialiste des droits humains de classe P-4 pour huit mois (un mois en 2021 et sept mois en 2022), qui doit posséder des compétences en matière de droits humains et de protection des civils dans les situations de conflit et de transition et s'acquittera des fonctions suivantes : mener des recherches et produire des rapports analytiques sur des questions de droit international des droits de l'homme et de droit international humanitaire ; effectuer des travaux de recherche et d'analyse approfondis sur des questions et des faits relatifs aux droits humains et en évaluer l'incidence sur la situation des droits de l'homme dans le pays ; rassembler et analyser des documents sur les questions relatives aux droits de l'homme au Soudan ; aider l'expert désigné à remplir son mandat et à cette fin : préparer des séminaires, établir des éléments de langage, des communications, des notes d'information et des déclarations à la presse, faciliter les visites de pays, accompagner l'expert en mission dans la région ou dans le pays et contribuer à l'élaboration des rapports destinés au Conseil ;
 - ii) un(e) conseiller(ère) juridique de classe P-3 pour sept mois (un mois en 2021 et six mois en 2022), qui s'acquittera des fonctions suivantes : conseiller

l'équipe sur les questions relatives au cadre juridique applicable ; analyser les informations pertinentes existantes et déterminer les normes juridiques applicables à la situation au Soudan ; examiner régulièrement les informations recueillies par tous les membres de l'équipe afin de relever toute lacune ; cerner les tendances et constantes pour ce qui est des violations des droits humains et atteintes à ces droits, ainsi que des violations du droit pénal international et du droit international humanitaire ; demander des informations supplémentaires pour que les seuils légaux soient atteints et ajuster le travail en conséquence ; contribuer à la production des rapports finaux et, dans la mesure du possible, concevoir et rédiger les chapitres du rapport relatifs à l'analyse juridique, à l'obligation de rendre des comptes et aux options permettant de lutter contre l'impunité ;

iii) un(e) conseiller(ère) pour les questions de genre de classe P-3 pour sept mois (un mois en 2021 et six mois en 2022), qui doit posséder des compétences en matière de suivi et d'établissement de rapports et s'acquittera des fonctions suivantes : faciliter la prise en compte des questions de genre et d'une perspective axée sur les victimes à tous les stades des travaux de l'expert désigné ; donner des conseils sur les dimensions sexistes des violations des droits humains, notamment en effectuant des analyses par genre et en proposant des formations à la conduite d'entretiens et à la collecte d'éléments de preuve ; recueillir des informations relatives aux droits humains des femmes et aux questions de genre directement liées au mandat ; veiller à ce que les informations, les analyses et les rapports portant sur les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre et d'autres violations des droits humains fondées sur le genre soient dûment consignés, collectés et préservés, et veiller à ce que les incidences des violations en fonction du genre soient évaluées, constatées, analysées et signalées ;

b) trois missions de 10 jours ouvrables au Soudan ou dans les pays voisins (une en 2021 et deux en 2022) par l'expert désigné ;

c) deux voyages de cinq jours à Genève pour l'expert désigné et un membre du personnel (spécialiste des droits humains de classe P-4) accompagnant le (la) titulaire du mandat aux quarante-neuvième et cinquantième sessions du Conseil ;

d) deux voyages de deux jours chacun à Genève pour que d'autres participants et experts participent au dialogue interactif renforcé lors des quarante-neuvième et cinquantième sessions ;

e) les dépenses locales de transport, de sécurité et de communication et des dépenses diverses engagées lors des missions ;

f) les services de conférence (traitement du rapport de l'expert désigné devant être soumis au Conseil des droits de l'homme à sa cinquantième session dans les six langues officielles, y compris édition et traduction, et services d'interprétation lors des missions).

Tableau 72

Ressources nécessaires à l'application de la résolution S-32/1

(En dollars des États-Unis)

	<i>Ressources supplémentaires nécessaires</i>	<i>Ressources prévues au budget de 2021</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2021</i>	<i>Ressources prévues dans le projet de budget pour 2022</i>	<i>Ressources supplémentaires (dépenses non renouvelables) nécessaires pour 2022</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Interprétation simultanée	173 400	—	57 800	—	115 600
Documentation d'avant-session	34 800	—	—	—	34 800
Total partiel (chapitre 2)	208 200	—	57 800	—	150 400
Chapitre 24 (Droits humains)					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 1 P-4 pour 8 mois à Khartoum	212 200	—	26 500	—	185 700
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 2 P-3 pour 7 mois à Khartoum	303 200	—	43 300	—	259 900
Missions annuelles du (de la) titulaire du mandat : 2 voyages à Genève et 3 visites de pays	43 900	—	9 200	—	34 700
Voyage d'un membre du personnel de classe P-4 accompagnant le (la) titulaire du mandat lors de deux missions à Genève	11 100	—	—	—	11 100
Deux voyages de 2 jours chacun à Genève pour deux participants/experts (participation au dialogue renforcé)	17 100	—	—	—	17 100
Dépenses locales : transports, sécurité, communication, divers	24 000	—	8 000	—	16 000
Total partiel (chapitre 24)	611 500	—	87 000	—	524 500
Total	819 700	—	144 800	—	674 900

257. Les ressources correspondantes n'ont été prévues ni dans le budget-programme de 2021 ni dans le projet de budget-programme pour 2022. Les ressources nécessaires pour 2021 seraient financées au moyen des crédits déjà approuvés pour 2021 ; **toutefois, il faudrait prévoir des ressources supplémentaires de 674 900 dollars, à raison de 150 400 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 524 500 dollars au chapitre 24 (Droits humains) du budget-programme pour 2022.**

III. Conclusion et décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

258. L'Assemblée générale est invitée à :

a) approuver l'ouverture de crédits supplémentaires d'un montant de 29 859 400 dollars au titre du projet de budget-programme pour 2022, à prélever sur le fonds de réserve, dont 3 259 700 dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 26 499 200 dollars au chapitre 24 (Droits humains), 9 000 dollars

au chapitre 28 (Communication globale) et 91 500 dollars au chapitre 29E [Administration (Genève)] ;

b) approuver la création, avec effet au 1^{er} janvier 2022, de 39 postes au titre du chapitre 24 (Droits humains) du projet de budget-programme pour 2022, qui serviraient à appuyer les activités prescrites par le Conseil dans ses résolutions [46/22](#), [47/21](#), [48/14](#) et [S-30/1](#) ;

c) approuver l'ouverture de crédits supplémentaires d'un montant de 2 751 400 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel) du projet de budget-programme pour 2022, qui sera compensée par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

Annexe I

État récapitulatif des incidences financières pour 2021 et 2022 des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions ordinaires, et à ses trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions extraordinaires

(En dollars des États-Unis)

		2021				2022				Total	
		Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir			Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
Titre de la résolution/décision							Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables	Total		
Résolutions											
46/1	Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka	2	—	—		—	55 400	—	55 400	55 400	55 400
		24	—	736 500		—	2 064 400	—	2 064 400	2 800 900	2 800 900
Total partiel (résolution 46/1)			—	736 500	305 700	—	2 119 800	—	2 119 800	2 856 300	2 856 300
46/2	Promotion et protection des droits de l'homme au Nicaragua	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	299 600		—	100 800	—	100 800	400 400	400 400
Total partiel (résolution 46/2)			—	299 600	262 400	—	128 500	—	128 500	428 100	428 100
46/7	Droits de l'homme et environnement	2	215 600	—		215 600	25 700	—	25 700	25 700	456 900
		24	298 100	—		298 100	122 900	—	122 900	122 900	719 100
		29E	—	—		—	5 600	—	5 600	5 600	5 600
Total partiel (résolution 46/7)			513 700	—		513 700	154 200	—	154 200	154 200	1 181 600
46/9	Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels	2	215 600	—		215 600	—	—	—	—	431 200
		24	78 600	—		78 600	—	—	—	—	157 200
Total partiel (résolution 46/9)			294 200	—		294 200	—	—	—	—	588 400
46/11	Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine	2	—	—		—	39 800	—	39 800	39 800	39 800
		24	—	—		—	146 800	—	146 800	146 800	146 800

Titre de la résolution/décision	Chapitre du budget	2021			2022				Total	
		Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme et l'importance d'une amélioration de la coopération internationale	29E	—	—		—	1 800	—	1 800	1 800	1 800
Total partiel (résolution 46/11)		—	—		—	188 400	—	188 400	188 400	188 400
46/12 Mandat de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme	2	215 600	—		215 600	—	—	—	—	431 200
	24	248 700	—		248 700	—	—	—	—	497 400
Total partiel (résolution 46/12)		464 300	—		464 300	—	—	—	—	928 600
46/13 Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme	24	—	—		—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
Total partiel (résolution 46/13)		—	—		—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
46/14 Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)	2	—	—		—	38 800	—	38 800	38 800	38 800
	24	—	18 800		—	56 500	—	56 500	75 300	75 300
	29E	—	—		—	1 100	—	1 100	1 100	1 100
Total partiel (résolution 46/14)		—	18 800		—	96 400	—	96 400	115 200	115 200
46/16 Mandat du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée	2	215 600	—		215 600	—	—	—	—	431 200
	24	302 100	—		302 100	—	—	—	—	604 200
Total partiel (résolution 46/16)		517 700	—		517 700	—	—	—	—	1 035 400

		2021			2022				Total	
Titre de la résolution/décision	Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
46/17 Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	2	215 600	–		215 600	–	–	–	–	431 200
	24	78 600	744 500		78 600	1 076 600	–	1 076 600	1 821 100	1 978 300
Total partiel (résolution 46/17)		294 200	744 500	697 600	294 200	1 076 600	–	1 076 600	1 821 100	2 409 500
46/18 Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran	2	215 600	–		215 600	–	–	–	–	431 200
	24	248 300	–		248 300	–	–	–	–	496 600
Total partiel (résolution 46/18)		463 900	–		463 900	–	–	–	–	927 800
46/20 Situation des droits de l'homme au Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020	2	–	–		–	27 700	–	27 700	27 700	27 700
	24	–	1 794 700		–	740 500	–	740 500	2 535 200	2 535 200
Total partiel (résolution 46/20)		–	1 794 700	1 013 000	–	768 200	–	768 200	2 562 900	2 562 900
46/21 Situation des droits de l'homme au Myanmar	2	215 600	27 700		215 600	55 400	–	55 400	83 100	514 300
	24	78 600	51 600		78 600	359 900	–	359 900	411 500	568 700
Total partiel (résolution 46/21)		294 200	79 300		294 200	415 300	–	415 300	494 600	1 083 000
46/22 Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	2	–	327 700		–	327 300	–	327 300	655 000	655 000
	24	–	4 032 100		–	1 703 200	–	1 703 200	5 735 300	5 735 300
	29E	–	2 100		–	700	–	700	2 800	2 800
Total partiel (résolution 46/22)		–	4 361 900	3 848 100	–	2 031 200	–	2 031 200	6 393 100	6 393 100
46/23 Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud	2	–	–		–	34 800	–	34 800	34 800	34 800
	24	–	2 759 500		–	1 121 000	–	1 121 000	3 880 500	3 880 500
Total partiel (résolution 46/23)		–	2 759 500	2 435 100	–	1 155 800	–	1 155 800	3 915 300	3 915 300

		2021			2022				Total	
Titre de la résolution/décision	Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
46/28 Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali	2	215 600	—		215 600	—	—	—	—	431 200
	24	240 100	—		240 100	—	—	—	—	480 200
Total partiel (résolution 46/28)		455 700	—		455 700	—	—	—	—	911 400
46/29 Assistance technique et renforcement des capacités au Soudan du Sud	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
	24	—	447 100		—	142 100	—	142 100	589 200	589 200
Total partiel (résolution 46/29)		—	447 100		—	169 800	—	169 800	616 900	616 900
46/30 Coopération avec la Géorgie	2	—	27 700		—	—	—	—	27 700	27 700
Total partiel (résolution 46/30)		—	27 700		—	—	—	—	27 700	27 700
<i>Décision</i>										
46/115 Débat de haut niveau à l'occasion du dixième anniversaire du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme	2	—	—		—	38 800	—	38 800	38 800	38 800
	24	—	—		—	24 600	—	24 600	24 600	24 600
	29E	—	—		—	1 100	—	1 100	1 100	1 100
Total partiel (décision 46/115)		—	—		—	64 500	—	64 500	64 500	64 500
Total partiel (quarante-sixième session)		3 297 900	11 269 600	8 561 900	3 297 900	8 415 700	—	8 415 700	19 685 300	26 281 100

		2021			2022				Total	
		Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
Titre de la résolution/décision						Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables		
Résolutions										
47/1	Situation relative aux droits de l'homme des musulmans rohingya et des autres minorités au Myanmar	24	—	—	—	209 600	—	209 600	209 600	209 600
Total partiel (résolution 47/1)			—	—	—	209 600	—	209 600	209 600	209 600
47/2	Situation des droits de l'homme en Érythrée	2	215 600	—	215 600	—	—	—	—	431 200
		24	248 300	—	248 300	—	—	—	—	496 600
Total partiel (résolution 47/2)			463 900	—	463 900	—	—	—	—	927 800
47/3	Champ d'action de la société civile : la COVID-19, la voie du redressement et le rôle essentiel de la société civile	2	—	—	—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	—	—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
Total partiel (résolution 47/3)			—	—	—	74 700	—	74 700	74 700	74 700
47/4	Gestion de l'hygiène menstruelle, droits de l'homme et égalité des sexes	24	—	—	—	56 500	—	56 500	56 500	56 500
Total partiel (résolution 47/4)			—	—	—	56 500	—	56 500	56 500	56 500
47/5	Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité	2	—	—	—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	—	—	75 300	—	75 300	75 300	75 300
Total partiel (résolution 47/5)			—	—	—	103 000	—	103 000	103 000	103 000
47/7	Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme	2	—	—	—	50 900	—	50 900	50 900	50 900
		24	—	—	—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
		29E	—	—	—	700	—	700	700	700
Total partiel (résolution 47/7)			—	—	—	98 600	—	98 600	98 600	98 600

Titre de la résolution/décision	2021				2022				Total	
	Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
47/8 Élimination des pratiques préjudiciables associées à des accusations de sorcellerie et à des agressions rituelles	2	—	—		—	24 200	—	24 200	24 200	24 200
	24	—	—		—	202 500	—	202 500	202 500	202 500
	29E	—	—		—	1 400	—	1 400	1 400	1 400
Total partiel (résolution 47/8)		—	—		—	228 100	—	228 100	228 100	228 100
47/9 Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
	24	—	—		—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
Total partiel (résolution 47/9)		—	—		—	74 700	—	74 700	74 700	74 700
47/11 La contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme	2	—	—		—	148 900	—	148 900	148 900	148 900
	24	—	—		—	404 300	—	404 300	404 300	404 300
Total partiel (résolution 47/11)		—	—		—	553 200	—	553 200	553 200	553 200
47/12 Les droits humains des migrants	2	—	—		—	39 800	—	39 800	39 800	39 800
	24	—	—		—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
	29E	—	—		—	700	—	700	700	700
Total partiel (résolution 47/12)		—	—		—	87 500	—	87 500	87 500	87 500
47/13 Situation des droits de l'homme dans la région du Tigré en Éthiopie	24	—	103 300		—	189 900	—	189 900	293 200	293 200
Total partiel (résolution 47/13)		—	103 300		—	189 900	—	189 900	293 200	293 200
47/14 Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
	24	—	—		—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
Total partiel (résolution 47/14)		—	—		—	74 700	—	74 700	74 700	74 700
47/15 Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes	2	—	—		—	—	11 100	11 100	11 100	11 100
	24	—	—		—	3 200	—	3 200	3 200	3 200

		2021			2022				Total		
		Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022	
Titre de la résolution/décision						Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			Total
et des filles : prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles handicapées											
Total partiel (résolution 47/15)			—	—	—	3 200	11 100	14 300	14 300	14 300	
47/16	La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet	2	—	—	—	27 700	—	27 700	27 700	27 700	
		24	—	—	—	94 100	—	94 100	94 100	94 100	
Total partiel (résolution 47/16)			—	—	—	121 800	—	121 800	121 800	121 800	
47/17	Effets des transferts d'armes sur les droits de l'homme	2	—	—	—	27 700	—	27 700	27 700	27 700	
		24	—	—	—	47 000	—	47 000	47 000	47 000	
Total partiel (résolution 47/17)			—	—	—	74 700	—	74 700	74 700	74 700	
47/19	Situation des droits de l'homme au Bélarus	2	215 600	—	215 600	—	—	—	—	431 200	
		24	248 300	—	248 300	—	—	—	—	496 600	
Total partiel (résolution 47/19)			463 900	—	463 900	—	—	—	—	927 800	
47/20	Le Forum social	24	—	—	—	—	—	—	—	—	
		28	—	—	—	—	2 200	2 200	2 200	2 200	
Total partiel (résolution 47/20)			—	—	—	—	2 200	2 200	2 200	2,200	
47/21	Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés	2	—	24 800	—	169 400	77 300	246 700	271 500	271 500	
		24	—	569 100	—	592 800	1 577 300	2 170 100	2 739 200	2 739 200	

Titre de la résolution/décision	2021				2022				Total	
	Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des responsables de l'application des lois, grâce à une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales	29E	—	16 700		—	36 900	33 400	70 300	87 000	87 000
Total partiel (résolution 47/21)		—	610 600		—	799 100	1 688 000	2 487 100	3 097 700	3 097 700
47/23 Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme	2	—	—		—	51 900	—	51 900	51 900	51 900
	24	—	—		—	148 700	—	148 700	148 700	148 700
	29E	—	—		—	1 400	—	1 400	1 400	1 400
Total partiel (résolution 47/23)		—	—		—	202 000	—	202 000	202 000	202 000
47/24 Droits de l'homme et changements climatiques	2	—	—		—	11 100	—	11 100	11 100	11 100
	24	—	—		—	47 000	—	47 000	47 000	47 000
Total partiel (résolution 47/24)		—	—		—	58 100	—	58 100	58 100	58 100
47/25 Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme	24	—	—		—	75 300	—	75 300	75 300	75 300
Total partiel (résolution 47/25)		—	—		—	75 300	—	75 300	75 300	75 300

		2021			2022				Total	
		Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
Titre de la résolution/décision						Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables		
Décision										
47/114	Consolidation de la documentation du Conseil des droits de l'homme	2	—	124 100	—	—	372 300	372 300	496 400	496 400
Total partiel (décision 47/114)			—	124 100	—	—	372 300	372 300	496 400	496 400
Total partiel (quarante-septième session)			927 800	838 000	927 800	3 084 700	2 073 600	5 158 300	5 996 300	7 851 900
Résolutions										
48/1	Situation des droits de l'homme en Afghanistan	2	—	—	—	215 600	—	215 600	215 600	215 600
		24	—	—	—	608 600	—	608 600	608 600	608 600
Total partiel (résolution 48/1)			—	—	—	824 200	—	824 200	824 200	824 200
48/3	Les droits humains des personnes âgées	2	—	—	—	96 500	—	96 500	96 500	96 500
		24	—	—	—	212 300	—	212 300	212 300	212 300
		29E	—	—	—	1 400	—	1 400	1 400	1 400
Total partiel (résolution 48/3)			—	—	—	310 200	—	310 200	310 200	310 200
48/4	Droit à la vie privée à l'ère du numérique	2	—	—	—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	—	—	56 500	—	56 500	56 500	56 500
Total partiel (résolution 48/4)			—	—	—	84 200	—	84 200	84 200	84 200
48/6	Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés en temps de crise, notamment pendant la pandémie de COVID-19	2	—	—	—	24 200	—	24 200	24 200	24 200
		24	—	—	—	205 700	—	205 700	205 700	205 700
		29E	—	—	—	1 400	—	1 400	1 400	1 400
Total partiel (résolution 48/6)			—	—	—	231 300	—	231 300	231 300	231 300

		2021			2022				Total	
Titre de la résolution/décision	Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
48/7 Effets négatifs de l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme	2	–	–		–	11 100	–	11 100	11 100	11 100
	24	–	–		–	31 300	–	31 300	31 300	31 300
	29E	–	–		–	1 100	–	1 100	1 100	1 100
Total partiel (résolution 48/7)		–	–		–	43 500	–	43 500	43 500	43 500
48/10 Droit au développement	2	–	–		–	34 800	89 200	124 000	124 000	124 000
	24	–	–		–	46 000	47 700	93 700	93 700	93 700
	28	–	–		–	–	6 800	6 800	6 800	6 800
Total partiel (résolution 48/10)		–	–		–	80 800	143 700	224 500	224 500	224 500
48/11 Droits de l'homme et peuples autochtones	2	–	–		–	79 100	–	79 100	79 100	79 100
	24	–	–		–	232 800	–	232 800	232 800	232 800
	29E	–	–		–	2 800	–	2 800	2 800	2 800
Total partiel (résolution 48/11)		–	–		–	314 700	–	314 700	314 700	314 700
48/12 Incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains des jeunes	2	–	–		–	27 700	–	27 700	27 700	27 700
	24	–	–		–	94 000	–	94 000	94 000	94 000
Total partiel (résolution 48/12)		–	–		–	121 700	–	121 700	121 700	121 700
48/14 Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques	2	–	–		–	–	215 600	215 600	215 600	215 600
	24	–	–		–	–	413 500	413 500	413 500	413 500
Total partiel (résolution 48/14)		–	–		–	–	629 100	629 100	629 100	629 100
48/16 Situation des droits de l'homme au Burundi	2	–	–		–	215 600	–	215 600	215 600	215 600
	24	–	202 400		–	280 500	–	280 500	482 900	482 900
Total partiel (résolution 48/16)		–	202 400		–	496 100	–	496 100	698 500	698 500

		2021				2022				Total	
		Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir		Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
Titre de la résolution/décision							Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
48/18	De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	24	—	—		—	326 400	—	326 400	326 400	326 400
Total partiel (résolution 48/18)			—	—		—	326 400	—	326 400	326 400	326 400
48/19	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine	2	215 600	—		215 600	—	—	—	—	431 200
		24	240 100	—		240 100	15 400	—	15 400	15 400	495 600
Total partiel (résolution 48/19)			455 700	—		455 700	15 400	—	15 400	15 400	926 800
48/20	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo	2	—	—		—	62 500	—	62 500	62 500	62 500
		24	—	651 200		—	3 304 400	—	3 304 400	3 955 600	3 955 600
Total partiel (résolution 48/20)			—	651 200		—	3 366 900	—	3 366 900	4 018 100	4 018 100
48/21	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	—		—	288 300	—	288 300	288 300	288 300
Total partiel (résolution 48/21)			—	—		—	316 000	—	316 000	316 000	316 000
48/22	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme	2	215 600			215 600					431 200
		24	78 600			78 600					157 200
Total partiel (résolution 48/22)			294 200			294 200					588 400

		2021			2022				Total		
		Chapitre du budget	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir		Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022	
Titre de la résolution/décision							Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			Total
48/23	Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge	2	215 600	—		215 600	—	—	—	—	431 200
		24	70 400	—		70 400	8 200	—	8 200	8 200	149 000
Total partiel (résolution 48/23)			286 000	—		286 000	8 200	—	8 200	8 200	580 200
48/24	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	—		—	37 700	—	37 700	37 700	37 700
Total partiel (résolution 48/24)			—	—		—	65 400	—	65 400	65 400	65 400
48/25	Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Libye	2	—	—		—	69 600	—	69 600	69 600	69 600
		24	—	402 500		—	2 743 200	—	2 743 200	3 145 700	3 145 700
Total partiel (résolution 48/25)			—	402 500		—	2 812 800	—	2 812 800	3 215 300	3 215 300
Total partiel (quarante-huitième session)			1 035 900	1 256 100		1 035 900	9 417 800	772 800	10 190 600	11 446 700	13 518 500
S-30/1	Veiller au respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël	2	—	—		—	—	34 800	34 800	34 800	34 800
		24	—	1 016 500		—	—	5 285 800	5 285 800	6 302 300	6 302 300
Total partiel (trentième session extraordinaire)			—	1 016 500		—	—	5 320 600	5 320 600	6 337 100	6 337 100
S-31/1	Renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme en Afghanistan	2	—	—		—	27 700	—	27 700	27 700	27 700
		24	—	105 400		—	71 600	—	71 600	177 000	177 000

Titre de la résolution/décision	Chapitre du budget	2021			2022				Total	
		Activités permanentes : montant prévu au budget	Ressources supplémentaires à prévoir	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement (montant maximum)	Ressources supplémentaires à prévoir			Total	Total des ressources supplémentaires nécessaires pour 2021 et 2022	Total des ressources nécessaires pour 2021 et 2022
					Activités permanentes : montant prévu au budget	Dépenses non renouvelables	Dépenses renouvelables			
Total partiel (trente et unième session extraordinaire)		–	105 400		–	99 300	–	99 300	204 700	204 700
S-32/1 Situation des droits de l'homme au Soudan	2		57 800			150 400	–	150 400	208 200	208 200
	24		87 000			524 500	–	524 500	611 500	611 500
Total partiel (trente-deuxième session extraordinaire)			144 800			674 900	–	674 900	819 700	819 700
Total		5 261 600	14 630 400	8 561 900	5 261 600	21 692 400	8 167 000	29 859 400	44 489 800	55 013 000

Annexe II

Coût des services de conférence

On trouvera dans le tableau ci-après le coût en 2021 des services d'interprétation et de traitement des documents dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, y compris l'édition et la traduction, qui sont offerts dans les quatre centres de conférence.

(En dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>New York</i>	<i>Genève</i>	<i>Vienne</i>	<i>Nairobi</i>
Coût de l'interprétation dans les six langues officielles, par jour :				
Réunions de deux jours ou moins (équipe de 14 interprètes)	11 000	12 100	11 700	18 100
Réunions de plus de deux jours (équipe de 20 interprètes)	15 600	17 000	16 600	27 500
Coût du traitement d'un rapport dans les six langues officielles, y compris édition et traduction :				
Rapport de 8 500 mots	27 100	27 700	28 800	25 200
Rapport de 10 700 mots	33 900	34 800	36 100	31 700

Annexe III

Résolutions, décisions et déclarations de la présidence du Conseil des droits de l'homme (2015-2021)

<i>Année</i>	<i>Sessions (y compris les sessions extraordinaires)</i>	<i>Nombre de résolutions, de décisions et de déclarations de la présidence du Conseil des droits de l'homme</i>	<i>Nombre de résolutions, de décisions et de déclarations de la présidence du Conseil des droits de l'homme qui entraînent des dépenses</i>	<i>Montant total des ressources supplémentaires nécessaires pour le budget-programme de 2021 et le projet de budget-programme de 2022 (dollars des États-Unis)</i>	<i>Résolutions prorogeant des activités permanentes^a</i>	<i>Résolutions prescrivant de nouvelles activités ou prorogeant des mandats^a</i>	<i>Résolutions mettant fin à des activités</i>
2015	28, 29, 30, S-23	138	57	15 049 100	11	46	—
2016	31, 32, 33, S-24, S-25	149	74	20 414 500	20	54	2
2017	34, 35, 36, S-26	139	78	25 366 000	26	52	1
2018	37, 38, 39, S-27, S-28	130	55	35 035 100	8	47	1
2019	40, 41, 42	135	65	38 402 400	19	46	—
2020	43, 44, 45	131	85	32 338 400	34	55	1
2021	46, 47, 48, S-29, S-30, S-31, S-32	131	64	44 489 800	13	56	2

^a Les résolutions dans lesquelles des activités permanentes sont prorogées et des nouvelles activités prescrites sont comptabilisées dans les deux colonnes. Par exemple, dans la résolution 46/7, intitulée « Droits de l'homme et environnement », le Conseil a décidé de reconduire le mandat du Rapporteur spécial (activité permanente) et de prescrire des activités supplémentaires, à savoir l'organisation d'un séminaire d'experts (activité ponctuelle).

Annexe IV

**Total des crédits ouverts, des dépenses et des ressources
demandées pour le Haut-Commissariat des Nations Unies
aux droits de l'homme**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2020	2020	2021	2021	2022	2022	2022	Total des ressources demandées pour 2022
	Crédits ouverts	Dépenses	Crédits ouverts	Dépenses (janv.-oct.)	Projet de budget- programme	Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions de l'Assemblée générale	Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme	
Postes	68 600,9	71 687,9	76 616,2	60 779,3	79 331,4	—	5 827,8	85 159,2
Autres dépenses de personnel	20 806,6	21 574,0	26 544,5	17 653,9	10 004,5	—	13 900,2	23 904,7
Dépenses de représentation	4,9	—	1,9	—	1,9	—	—	1,9
Experts	81,1	—	—	—	—	—	—	—
Consultants	285,3	303,9	377,1	316,8	230,6	—	387,1	617,7
Voyages des représentants	12 286,5	2 027,8	13 107,7	3 384,9	12 412,4	94,4	715,0	13 221,8
Voyages du personnel	3 539,8	580,9	2 858,2	733,9	1 241,2	(11,3)	1 172,4	2 402,3
Services contractuels	844,4	997,2	1 140,2	1 060,0	738,0	—	706,7	1 444,7
Frais généraux de fonctionnement	3 736,6	4 227,4	3 968,8	2 031,6	2 794,4	—	1 533,8	4 328,2
Fournitures et accessoires	255,6	260,5	281,1	91,5	216,9	—	40,2	257,1
Mobilier et matériel	582,7	611,1	420,0	266,9	219,8	—	92,5	312,3
Aménagement des locaux	—	—	9,2	—	—	—	—	—
Subventions et contributions	3 547,0	3 542,5	4 021,7	510,7	2 716,1	(26,2)	2 123,5	4 813,4
Autres dépenses	—	11,3	—	—	—	—	—	—
Total	114 571,4	105 824,5	129 346,6	86 829,5	109 907,2	56,9	26 499,2	136 463,3

Annexe V

Postes qu'il est proposé de créer, avec effet au 1^{er} janvier 2022

<i>Résolutions du Conseil des droits de l'homme</i>					
<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre de la résolution</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Numéro de paragraphe</i>
46/22	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	1	P-3	Fonctionnaire chargé(e) des archives	73 a)
47/21	Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des responsables de l'application des lois, grâce à une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales	1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme/chef de secrétariat	162 a) i)-ii)
		2	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	
		1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme/Coordonnateur(trice)	165
		1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme	
		2	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	
		5	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	
		1	G(AC)	Assistant(e)	
48/14	Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques	1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	223 a)
S-30/1	Veiller au respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël	1	P-5	Coordonnateur(trice)	101 a) i)-vi)
		1	P-4	Attaché(e) de liaison juridique	
		1	P-4	Conseiller(ère) pour les questions de genre et les questions de violence sexuelle et de violence de genre	
		1	P-3	Agent(e) responsable de la sécurité	
		1	P-3	Fonctionnaire d'administration	
		1	G(AC)	Assistant(e) aux programmes	
		1	P-4	Chef de l'équipe d'enquête	101 a) vii)-ix)
		2	P-3	Spécialiste des droits de l'homme/Enquêteur(trice)	
		1	P-3	Expert(e) des droits de l'enfant/enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les droits de l'homme	
		1	P-4	Analyste/Administrateur(trice) chargé(e) des rapports	101 a) x)-xiv)
		1	P-4	Conseiller(ère) militaire	
		1	P-4	Expert(e) légiste	
		1	P-3	Analyste	
		1	P-2	Enquêteur(trice) spécialisé(e) dans les sources ouvertes	
		1	P-4	Spécialiste de la gestion de l'information	101 a) xv)-xviii)
		1	P-3	Spécialiste des informations et des éléments de preuve	
		3	P-2	Traducteur(trice)/Interprète	

Résolutions du Conseil des droits de l'homme

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre de la résolution</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Numéro de paragraphe</i>
		1	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des informations et des éléments de preuve	
		1	P-4	Juriste	101 a) xix)-xx)
		2	P-3	Juriste	
Total		39			

Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).